

Jeudi 15.50

Supplément Radio-Télévision

Le Monde



DERNIÈRE ÉDITION:

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14309 - 6 F

DIMANCHE 27 - LUNDI 28 JANVIER 1991

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: ANDRÉ FONTAINE

La marée noire dans le Golfe et les attaques de missiles contre Tel-Aviv

La guerre des nerfs

DEPUIS le début des affrontements, Saddam Hussein n'a cessé de modifier les règles du jeu d'un conflit qui paraît aujourd'hui militairement lui échapper. Avec un art consommé du suspense, le président irakien utilise la scène et joue avec les événements pour mieux faire rebondir la pièce. L'opinion internationale s'y laissera-t-elle prendre?

La marée noire qui commence à envahir le Golfe représente un nouveau rebondissement. Il importe peu de savoir si la pollution des eaux du Golfe est la conséquence du bombardement de réservoirs de pétrole koweïtiens par les avions alliés ou l'acte désespéré d'un homme qui cherche un répit éphémère en déversant des tonnes de brut dans la mer. Ce qui compte, c'est la façon dont Saddam Hussein utilise l'événement pour que la guerre des armes se transforme en une guerre des nerfs.

Le maître de Bagdad est aidé par les images-chocs des catastrophes écologiques: des oiseaux mazoutés, des coraux pris dans une mélasse de brut. Lui-même laisse entendre que ces Américains qui n'ont pu éviter la catastrophe de l'Exxon Valdez en Alaska et qui ont si longtemps refusé de payer pour les dégâts de l'Amoco Cadiz sur les côtes bretonnes ne reculent devant rien. A quoi s'ajoute la crainte d'un engorgement des installations koweïtiennes de désalinisation de l'eau de mer. Et ce ne sont pas les propos indignés du président Bush, qui affirme que le président irakien agit comme un «malade», qui modifieront cette mise en condition de l'opinion publique.

Saddam Hussein joue avec ses moyens. Ceux d'un pays certes surarmé, mais de moins de vingt millions d'habitants, contre une coalition puissamment équipée. Dès avant le début du conflit armé, Bagdad s'était servi de cette «arme du pauvre» que constitue la prise d'otages. Il a recommencé avec les pilotes alliés prisonniers, odieux en jargon état à la télévision puis envoyés sur les sites stratégiques pour servir de «boucliers humains». Le président irakien travaille la corde sensible de l'opinion publique. La marée noire, entre aujourd'hui dans cette même panoplie.

VISAGES tuméfiés de prisonniers complètement filmés, lents «travellings» sur les ravages accomplis par les «infiltrables» occidentaux qui rament leurs saints et écoliers et s'acharment sur des cibles civiles, blâmes militaires plus que fantaisistes, recours, enfin, à ces missiles Scud plus aptes à terroriser les esprits qu'à conquérir des objectifs militaires. La perspective d'une gigantesque pollution menaçant l'équilibre écologique de toute la région s'inscrit dans la même logique du suicide collectif destinée à encourager les mouvements pacifistes dans les pays occidentaux, dont les dirigeants sont soupçonnés d'être très sensibles aux sondages, et à briser la coalition hétéroclite formée contre l'Irak. Il reste encore à Saddam Hussein un épouvantail à brandir: l'utilisation de l'arme chimique. Gageons qu'il n'y manquera pas s'il en a les moyens techniques.

Menaces sur l'alimentation en eau potable des populations côtières

Lire page 4
Article de VÉRONIQUE MAURUS et YVONNE REBERYOL

M 0146 - 0128 D - 6,00 F



Washington accuse Bagdad de «terrorisme écologique» Israël continue à manifester sa retenue face à l'Irak

Les Etats-Unis ont, vendredi 25 janvier, accusé l'Irak d'avoir commis «un acte de terrorisme dans le domaine de l'environnement» en déclenchant une marée noire dans le Golfe. Un porte-parole de la Maison Blanche a précisé que «plusieurs millions de barils» avaient été déversés en mer, à partir de terminaux pétroliers au Koweït. Il a déclaré que cette marée noire pourrait avoir des «conséquences effrayantes»

car elle serait «plus d'une douzaine de fois plus grande» que celle qui, il y a trois ans, a été provoquée par l'échouage de l'Exxon-Valdez en Alaska. Les Irakiens poursuivent par ailleurs leurs attaques de missiles contre les villes israéliennes et saoudiennes. Une personne a été tuée vendredi soir à Tel Aviv, où les autorités continuent à manifester leur «retenue». A Ryad, la capitale saoudienne, il y a eu un mort et

dix-neuf blessés. A Washington, le Pentagone a souligné que l'aviation américaine avait intensifié vendredi ses raids sur les positions des unités d'élite de l'armée irakienne. Plusieurs chasseurs bombardiers irakiens se sont posés en catastrophe en Iran, samedi en fin de matinée, a annoncé Radio-Téhéran. Le communiqué ne précise ni le nombre des appareils ni le lieu où ils ont atterri.

La «stupéfaction» du président Bush

WASHINGTON

de notre correspondant

«Saddam Hussein continue à stupéfier le monde», a déclaré M. Bush, vendredi 25 janvier. L'intention du président américain n'était certainement pas de rendre hommage à son ennemi juré, mais de dénoncer le comportement «irrationnel», «malade» d'un homme qui entreprend d'inonder le Golfe de pétrole après avoir exhibé des prisonniers de guerre maltraités, tandis qu'il continue à cacher des Scud sur les populations civiles. Sur ce dernier point, M. Bush semble discerner une certaine logique: le président irakien, en attaquant Israël, cherche à obtenir l'appui des

pays où il jouit déjà d'un certain soutien. Mais le président américain admet ne pas comprendre l'épandage de pétrole, un acte de «terrorisme contre l'environnement», «qui ne présente pas le moindre intérêt sur le plan militaire». Un jugement qui ne fait pas l'unanimité, y compris au sein du Pentagone, où les graves conséquences d'une marée noire gigantesque suscitent d'évidentes préoccupations, tandis que les responsables américains cherchaient fébrilement, vendredi, la réponse à apporter à une action qu'on savait pourtant probable en cas de guerre.

M. Bush, qui fut lui-même abattu aux commandes de son avion durant la guerre contre le Japon, ne comprend pas non plus le traitement réservé aux prison-

niers de guerre, qui «l'ont touché droit au cœur». A plusieurs reprises au cours de sa brève conférence de presse, le président américain a ainsi laissé transparaître sa frustration, sa perplexité devant un comportement dénotant de «toute rationalité» et «désespéré».

Les difficultés éprouvées par M. Bush à évaluer la psychologie du dictateur irakien étaient déjà clairement apparues tout au long de la période comprise entre le déploiement des troupes américaines dans le Golfe et l'expiration de l'ultimatum des Nations unies. Il a longtemps refusé de croire que Saddam Hussein, confronté à des forces colossales, pourrait ne pas céder à ses menaces.

JAN KRAUZE
Lire la suite page 2



Le front intérieur

Par Jean-Marie Colombani

«Je considère qu'à partir du 17 janvier il n'y a plus de place pour le débat»: telle est la nouvelle profession de foi de M. Jean-Pierre Chevènement. S'il s'agit, pour le ministre - tant décrié - de la défense de discuter du point de savoir s'il était, ou non, bon de partir en guerre contre l'Irak, il va de soi qu'il n'y a plus de discussion possible: il faut faire la guerre, et la gagner au plus vite. S'il s'agit de l'objectif de celle-ci,

à savoir gagner la paix, alors M. Chevènement a tort. Il ne faudrait pas, parce que les missiles fusent, parce que des aviateurs français risquent leur vie chaque matin, parce que les soldats ont besoin, avant la bataille terrestre du soutien du pays, s'abstenir de préparer l'après-guerre. Et éviter d'en parler.

Tant il est vrai que, si trop de démocratie éloigne de l'efficacité, trop peu de démocratie nous rapprocherait de l'apparition d'un front intérieur de nature à ruiner

les efforts du front extérieur. Il ne faudrait donc pas considérer que, parce que le président a parlé, le débat est clos. Celui qui soulèverait, en sein de la coalition anti-irakienne, la différence française, et, au sein du gouvernement français, la différence chevènementiste, ne saurait être remplacé par une polémique avec un écrivain qui ne représente que lui-même et qui, même s'il a perdu une occasion de se taire, n'a jamais été l'ami du dictateur de Bagdad, et n'a jamais,

à la différence de nos gouvernants d'hier et d'aujourd'hui, armé une main dénommée désormais comme criminelle.

Le débat que devrait soulever l'avancée de nos relations avec les peuples de la Méditerranée, et plus particulièrement ceux du Maghreb - pour simplifier, le problème de la politique dite arabe de la France - ne saurait être réduit à une pauvre discussion sur la détermination des uns, la pleurerie attribuée à tels autres.

Lire la suite page 8

Attentat à «Libération» page 20

La récession aux Etats-Unis
En 1990, la plus faible progression du produit national depuis 1982 page 17

Détente en Croatie
Un compromis se dessine entre les autorités fédérales et le gouvernement de Zagreb page 9

Haïti et son armée
- La démocratisation de l'institution militaire
- La visite à Paris du Père Aristide page 20

RTL-«le Monde»
Un «Spécial Golfe» RTL-«le Monde» aura lieu dimanche 27 janvier, de 18 h 30 à 19 h 30, avec la participation de Jacques Isoard, du Monde, et du colonel Dufour, consultant militaire de RTL, ainsi que de plusieurs spécialistes militaires. Débat animé par Olivier Mazerolle.

HEURES LOCALES
■ Les cadres territoriaux tentés par le privé. ■ Les promoteurs font leur pelote sur le côté basque. ■ Marseille libère des hectares. ■ Le Seyne met son avenir en chantier. ■ La décentralisation atteint le Pacifique sud. pages 13 à 15

Le sommaire complet se trouve page 20

Le Monde EDITIONS

GOLFE

clefs pour une guerre annoncée

Alain Gresh, Dominique Vidal

Le livre qui expose les multiples dimensions du premier conflit de l'après-guerre froide et met en évidence la part de l'histoire et de l'héritage colonial, du pétrole et des ventes d'armes, du nationalisme arabe et de l'islam, de Washington, Paris et Moscou, de Bagdad, Téhéran et Ryad, d'Israël et de la question palestinienne. Pour comprendre la place et la responsabilité de chacun des acteurs de cette tragédie aux retombées incalculables.

Très prochainement en vente chez votre libraire

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Maroc, 7 DH; Tunisie, 700 m; Allemagne, 2,90 DM; Autriche, 2,90 S; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Espagne, 175 PTA; Grèce, 180 DR; Irlande, 50 p.; Italie, 2 000 L; Luxembourg, 40 FL; Norvège, 15 KR; Pays-Bas, 3,50 FL; Portugal, 180 ESC; Sénégal, 375 F CFA; Suède, 14 KR; Suisse, 1,80 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

LA GUERRE DU GOLFE

Le film des événements Marée noire

Saddam Hussein semble vouloir mettre ses menaces de « guerre pétrolière » à exécution. Des sauries militaires américaines et saoudiennes ont, en effet, indiqué, vendredi 25 janvier, que les Irakiens avaient ouvert les vannes des installations de la station de pompage du port koweïtien d'Al Ahmedi. Depuis trois jours, des milliers de tonnes de brut se déversent dans la mer et une marée noire se serait ainsi formée sur plus de 15 kilomètres dans le nord du Golfe.

Ce désastre écologique dant Bagdad rejette la responsabilité sur Washington accusé d'avoir bombardé ses tankers, n'a que, aux dires des experts, d'être bien pire que celui qu'avait provoqué, en mars 1989, en Alaska, l'échouage du pétrolier Exxon-Valdez. Cet acte de terrorisme dans le domaine de l'environnement, selon les termes du président Bush, pourrait ainsi menacer l'approvisionnement en eau de certains pays de la péninsule arabique, assuré par des usines de dessalement de l'eau de mer.

Cette marée noire gênerait-elle le débarquement emphile, des « marines » américains sur les plages koweïtiennes, qui accompagnerait une vaste

offensive terrestre ? La Pentagone a assuré qu'il n'en serait rien. A son avis, « déverser des millions de barils de pétrole (dans la mer) n'a pas plus de sens militaire que de tirer des missiles Scud sur des populations civiles ».

Contreparties

L'Irak qui, depuis le début des hostilités, a tiré une quarantaine de Scud à l'égard des navires américains et israéliens, les a, de nouveau, vendredi soir, pris pour cibles. Ces attaques qui n'ont pu être déjouées totalement par les missiles antissiles Patriot, ont causé le mort d'une personne à Tel-Aviv et d'une autre à Ryad et fait, au total, près d'une centaine de blessés.

« Le retour est toujours à l'ordre du jour », a aussitôt affirmé l'ambassadeur d'Israël en France. Ce sang-froid qu'affiche l'Etat hébreu, après cette cinquième attaque, lui vaut de bénéficier, dans le camp occidental, d'une considération certaine. Après les visites du chef de la diplomatie allemande et du secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, se sont annoncés à Jérusalem M. Pierre Mauroy et le maire de New-York.

Cette « rature » aura des contreparties politiques et financières. Déjà, Israël a demandé aux Etats-Unis une aide supplémentaire d'urgence de 13 milliards de dollars pour les cinq prochaines années afin de compenser les pertes causées par le conflit. Alors que l'Allemagne portait sa contribution à l'effort de guerre à 3,5 milliards de dollars et le Koweït à 13,5 milliards, la Communauté européenne a décidé de lever toutes les restrictions sur la coopération économique avec l'Etat hébreu qu'elle avait imposées, en janvier 1990, pour protester contre la fermeture des universités dans les territoires occupés.

Pour l'heure, les forces de la coalition continuent de planer des cibles stratégiques en Irak et au Koweït. Les Jaguar et les Mirage-2000 français ont déjà effectué plus de cent cinquante missions, à partir de la base saoudienne d'El Ahsa, sans avoir subi aucune perte en hommes et en matériel. A ce jour, le bilan des pertes alliées s'élève à vingt-cinq avions portés disparus et à vingt-deux appareils détruits. L'Irak a annoncé, vendredi, que la vingtaine de prisonniers de guerre ne seraient plus interrogés à la

télévision jusqu'à ce qu'il rede-
vienne « opportuniste » de la faire.

« La supériorité aérienne des forces alliées est totale », a déclaré, vendredi, le général Maurice Schmitt, chef d'état-major des armées françaises. Chaque fois que les avions irakiens ont été engagés, soit ils ont été abattus, soit ils se sont enfuis.

Saddam « désorienté »

A l'an croire, « le potentiel nucléaire est quasiment détruit et le potentiel chimique réduit de moitié », d'après lui, Saddam Hussein est « désorienté » et « s'écroule sans pouvoir reconstruire » ses forces. Et de conclure, tout en excluant, dans le dispositif « Dague », fait de douze mille hommes : « Le temps travaille pour nous ».

Qualifiant l'Irak de « quatrième puissance militaire mondiale », son homologue britannique, Sir David Craig, s'est, quant à lui, efforcé de calmer les impatiences de l'opinion publique outre-Manche, soulignant qu'un plan minutieux avait été mis au point et était appliqué sans forcer l'allure pour réduire les pertes au minimum. « La décision de lancer l'assaut au sol sera prise que lorsque le rap-

port des forces nous permettra de l'emporter rapidement », a-t-il insisté.

Depuis jeudi, la frontière entre l'Irak et la Jordanie est fermée pour arrêter le flot des réfugiés. L'Arabie saoudite a, pour sa part, interdit l'entrée de son territoire aux ressortissants de plusieurs pays arabes non membres de la coalition. La Syrie, par la voix de son ministre de l'information, a contesté la lien établi par Bagdad entre l'invasion du Koweït et la question palestinienne. Dans un entretien accordé à un journal égyptien, le ministre de la défense a, quant à lui, soutenu que « le président Bush avait affirmé au président Assad qu'il y aurait une conférence internationale sur le Proche-Orient ».

Aux cinq pays membres de l'Union du Maghreb arabe (UMA) qui avaient réclamé un débat au conseil de sécurité de l'ONU, l'ambassadeur saoudien aux Nations unies a, verbalement, répliqué : « Commencez donc par demander à Bagdad de retirer ses forces du Koweït. S'il s'agit seulement d'avoir un débat pour dire qu'aucun de nous n'aime la guerre, alors je ne pense pas qu'il soit nécessaire de se réunir... »

JACQUES DE BARRIN

2 707 sorties de l'aviation alliée en vingt-quatre heures Isoler la garde républicaine irakienne et détruire les rampes de missiles

La journée du vendredi 25 janvier, marquée dans la soirée par de nouvelles attaques de missiles irakiens contre Israël et l'Arabie saoudite et par l'annonce que des milliers de tonnes de pétrole se déversent dans la mer à partir de la station de pompage koweïtienne d'Al Ahmedi, a été celle de la plus intense activité aérienne alliée depuis le début de la guerre. Selon le Pentagone, les forces alliées n'ont perdu aucun appareil vendredi.

L'aviation alliée a effectué 2 707 sorties entre jeudi minuit et vendredi minuit (heure de Bagdad), avec pour principal objectif de couper les lignes d'approvisionnement et de communication entre Bagdad et Basrah, où se trouvent les huit divisions de la garde républicaine, réserve des troupes irakiennes stationnées au Koweït. « Nous nous attaquons à leurs dépôts de fournitures, nous détruisons des ponts, nous visons des routes stratégiques », a déclaré vendredi soir le général Thomas Kelly, chef des opérations de l'état-major interarmes.

Le général Kelly a ajouté que les alliés avaient intensifié leur recherche des lanceurs de missiles Scud irakiens après les der-

nières attaques, sans toutefois donner d'indications sur le résultat de ces recherches. Des météorologues américains ont fait remarquer vendredi que les missiles Scud étaient toujours tirés par temps couvert, ce qui, selon eux, permet de mieux dissimuler les rampes de lancement.

Les mauvaises conditions climatiques ont d'autre part à nouveau perturbé vendredi les opérations alliées. Il semble que certaines formations aériennes aient dû regagner leur base sans avoir pu lâcher leurs munitions en raison de l'épaisse couche nuageuse. Du côté américain on n'a donné aucune précision sur ces missions manquées. De source militaire française, on a appris en revanche que l'une des deux opérations lancées vendredi matin par les Jaguar et les Mirage-2000 n'avait pu être menée à bien en raison du mauvais temps.

Les responsables du Pentagone n'ont pas mis en cause les informations données vendredi de Bagdad par le chaîne CNN selon lesquelles les bombardements alliés n'ont fait d'importants dégâts dans une zone civile, Al Dour, au nord de la capitale irakienne. Le général Kelly a indiqué que se trouvaient dans cette zone un dépôt de munitions, un centre de communications mili-

taires et une unité de production et de stockage d'armes chimiques.

Quant aux opérations visant à anéantir la garde républicaine, « elles se déroulent conformément au plan prévu », a affirmé le général américain, en se refusant toutefois à en faire le bilan. Un porte-parole du Pentagone a de son côté insisté sur ces unités irakiennes : « Oui, nous attaquons les voies d'approvisionnement ; mais nous, elles ne sont pas encore coupées », a-t-il dit. Le commandant des forces britanniques dans le Golfe, Sir Peter de La Billière, affirmait pour sa part vendredi que les bombardements alliés avaient fortement perturbé les communications radio de l'armée irakienne et réduit son efficacité en vue d'une offensive terrestre alliée dont il s'est gardé de préciser la date.

Le Pentagone a rectifié vendredi à la baisse son précédent bilan des pertes infligées à l'aviation irakienne depuis le début de la guerre. Six chasseurs Mig-29 (et non huit) ont été abattus dans les combats aériens, de même que huit Mirage-F1, deux Mig-23, un Mig-23 et deux Mig-21. Le nombre d'avions détruits au sol est estimé à vingt-quatre appareils dont deux bombardiers Tupolev-16.

Assassinat de l'imam de la mosquée de Jaffa et de son frère. L'imam de la Grande Mosquée de Jaffa, Josef Al Shur, et son frère, Chamis, ont été abattus vendredi 25 janvier. Ils marchaient dans une des principales rues de la ville, après la traditionnelle prière du vendredi, lorsque des inconnus masqués circulant à bord d'une voiture ont ouvert le feu avec des armes automatiques. Les deux hommes ont été tués sur le coup, indique le police, qui précise que trois suspects ont été arrêtés. (Reuters)

La « stupéfaction » du président George Bush

Suite de la première page

Et il a toujours également adopté à son égard une attitude et un langage propres à humilier un homme dont l'une des obsessions majeures est de toute évidence d'obtenir la considération des grands de ce monde.

Que M. Bush soit « stupéfait », par le comportement de son adversaire ne l'empêche d'ailleurs pas de continuer à afficher son mépris : comme on demandait au président américain s'il ne craignait pas pour sa sécurité et ne songeait pas à limiter ses déplacements, il a répliqué qu'il n'allait certainement pas être empêché de quitter la Maison Blanche « par Saddam Hussein d'Irak ».

Une fois de plus, on a demandé à M. Bush si l'élimination physique du dictateur irakien ne simplifierait pas les choses, et il a réitéré la réponse « standard » de tous les responsables de l'administration : « Nous ne le prenons pas pour cible ». Un peu plus tôt, le Pentagone avait démenti une information du Washington Post, selon laquelle une récente opération qui devait être lancée contre Saddam Hussein et l'état-major irakien, dont le localisation venait d'être établie, avait dû être annulée en raison du mauvais temps.

Le sommet de Moscou en suspens

Le discours officiel à ce sujet suscite cependant un assez grand scepticisme à Washington. La loi américaine interdit certes l'assassinat de dirigeants étrangers, mais le haut commandement irakien est clairement l'un des objectifs visés en priorité par l'aviation américaine, et Saddam Hussein se trouve aussi être le commandant en chef de son armée.

M. Bush a aussi profité de l'occasion pour affirmer que les

buts des Etats-Unis n'étaient pas changés et qu'ils restaient « la libération du Koweït ».

La veille, son porte-parole avait tenu des propos similaires, dans le soubord évident de répondre aux critiques et aux interrogations qui commencent à se faire jour, tant la conduite des opérations et les inflexions du langage officiel attestent d'une extension des buts de guerre des Etats-Unis. Un élu influent, le démocrate Lee Hamilton, avait par exemple fait remarquer qu'exiger « la capitulation » de Saddam Hussein et menacer de le juger ne pouvait qu'encourager le dictateur à poursuivre la lutte jusqu'au bout.

Et tandis que nombre de commentateurs — ceux en particulier qui depuis des mois « poussaient » à la guerre — réclament désormais que les forces américaines aillent jusqu'à Bagdad et éliminent le régime irakien, d'autres préconisent une telle montée des enchères, susceptible selon eux d'entraîner des dérapages dangereux et de rendre le conflit encore beaucoup plus meurtrier.

Avant sa conférence de presse, M. Bush avait cherché à rassurer un certain nombre de représentants de la communauté arabe installés aux Etats-Unis, sur ses intentions qui, leur a-t-il dit, ne sont pas de détruire l'Irak.

Ses interlocuteurs avaient insisté pour que la Maison Blanche soit très claire à ce sujet, et M. Bush a déclaré qu'il n'en voulait pas aux Irakiens de la rue, même si certains témoignages d'observateurs étrangers ayant quitté l'Irak ces derniers jours semblaient cependant indiquer que les bombardements de l'aviation alliée sont devenus récemment un peu moins précis.

Un an de sa conférence de presse, M. Bush avait également été interrogé sur le maintien ou le report du sommet américano-

soviétique prévu à Moscou du 11 au 13 février. Le président américain a laissé entendre que beaucoup dépendrait du résultat des entretiens du secrétaire d'Etat James Baker avec le nouveau ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, attendu à Washington samedi 26 janvier. Les propos de M. Bush semblaient tout de même aller plutôt dans le sens d'un report du sommet.

Le président américain a rappelé que le but de la rencontre était la signature d'un accord Start sur la limitation des armements stratégiques, et qu'il y a « quelques difficultés à le signer ». M. Bush a aussi mentionné, mais sans insister, l'existence de « quelques problèmes à propos des pays baltes ».

Le soutien de l'URSS

En même temps, le président américain a souligné que les Etats-Unis et l'URSS avaient toujours « beaucoup de choses en commun ». Et, interrogé sur son attitude à l'égard de M. Gorbatchev, il a mentionné les mérites du numéro 1 soviétique dans la réunification de l'Allemagne, et son rôle dans la crise du Golfe. S'assurer que Moscou maintiendra une attitude coopérative tout au long de la guerre contre l'Irak reste apparemment une préoccupation majeure pour l'administration.

Cette coopération est particulièrement précieuse au Conseil de sécurité, où l'URSS s'oppose pour l'instant à toute démarche qui pourrait conduire à un appel à un cessez-le-feu temporaire ou à une discussion publique de la manière dont est mise en pratique la résolution autorisant le recours à la force pour obtenir l'évacuation du Koweït.

Les Etats-Unis — sans compter leurs partenaires britannique et français — peuvent certes bloquer toute velléité de ce genre, mais le soutien de l'URSS contribue à donner une véritable légitimité internationale aux opérations militaires en cours.

JAN KRAUZE

Les quatre journalistes de CBS portés disparus seraient au Koweït, selon Ryad. — Les quatre journalistes de la chaîne de télévision américaine CBS portés disparus jeudi 25 janvier (le Monde du 25 janvier) se trouvent « selon toute vraisemblance » au Koweït, a indiqué le gouvernement saoudien dans un communiqué publié vendredi à Doha. Le véhicule tout terrain de ces journalistes avait été retrouvé près de la frontière saoudo-koweïtienne, en panne de carburant. « Les traces de pas orientés vers le nord montrent que ces journalistes se sont dirigés vers le poste le plus proche tenu par les forces irakiennes en territoire koweïtien occupé », précise le communiqué. — (AFP)

Après les... Israéliens s'installent dans l'angoisse

Les Irakiens ont tiré vendredi 25 janvier, à l'égard des navires américains et israéliens, les a, de nouveau, vendredi soir, pris pour cibles. Ces attaques qui n'ont pu être déjouées totalement par les missiles antissiles Patriot, ont causé le mort d'une personne à Tel-Aviv et d'une autre à Ryad et fait, au total, près d'une centaine de blessés.

« Le retour est toujours à l'ordre du jour », a aussitôt affirmé l'ambassadeur d'Israël en France. Ce sang-froid qu'affiche l'Etat hébreu, après cette cinquième attaque, lui vaut de bénéficier, dans le camp occidental, d'une considération certaine. Après les visites du chef de la diplomatie allemande et du secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, se sont annoncés à Jérusalem M. Pierre Mauroy et le maire de New-York.

Cette « rature » aura des contreparties politiques et financières. Déjà, Israël a demandé aux Etats-Unis une aide supplémentaire d'urgence de 13 milliards de dollars pour les cinq prochaines années afin de compenser les pertes causées par le conflit. Alors que l'Allemagne portait sa contribution à l'effort de guerre à 3,5 milliards de dollars et le Koweït à 13,5 milliards, la Communauté européenne a décidé de lever toutes les restrictions sur la coopération économique avec l'Etat hébreu qu'elle avait imposées, en janvier 1990, pour protester contre la fermeture des universités dans les territoires occupés.

Pour l'heure, les forces de la coalition continuent de planer des cibles stratégiques en Irak et au Koweït. Les Jaguar et les Mirage-2000 français ont déjà effectué plus de cent cinquante missions, à partir de la base saoudienne d'El Ahsa, sans avoir subi aucune perte en hommes et en matériel. A ce jour, le bilan des pertes alliées s'élève à vingt-cinq avions portés disparus et à vingt-deux appareils détruits. L'Irak a annoncé, vendredi, que la vingtaine de prisonniers de guerre ne seraient plus interrogés à la

télévision jusqu'à ce qu'il rede-
vienne « opportuniste » de la faire.

GUERRE
DU GOLFE

“GRAND DIRECT” RTL - Le Monde

Posez vos questions dès 10 h
au 42.90.15.15

RTL

Les experts répondront de 18 h 30 à 19 h 30 sur

LA GUERRE DU GOLFE

Après les nouvelles attaques de Bagdad contre Israël et l'Arabie saoudite

Les Israéliens s'installent dans l'angoisse

JÉRUSALEM

de nos envoyés spéciaux

Sans illusions sur la capacité des États-Unis à diriger le manège des missiles, les Israéliens s'installent dans cette guerre que la « politique » leur interdit de faire.

Tout est contraire à leurs réflexes traditionnels : l'impossibilité d'une réplique - qui, en moins, « soulagerait les nerfs » - et cette obligation de maintien d'une posture strictement défensive. La guerre vient, toujours, sous la même forme : une attaque de missiles irakiens, imprévisible, décidée par l'ennemi au moment qui lui sied, visant des civils, destinée à briser le moral de la population, à forcer le gouvernement à entrer dans le conflit. La guerre vient, le plus souvent, à la nuit tombante, devenue moment d'angoisse, instant d'expectative impuissante.

Il en fut ainsi, vendredi 25 janvier dans la soirée, pour la cinquième salve de missiles Al Hussein (Scud modifiés) tirée contre Israël depuis le début du conflit. Scénario déjà trop bien rodé : mugissement des sirènes - cette fois vers 18 heures - rumeur des pièces-abris, masques à gaz, écoute de la radio, attente. Il y a, tout de suite, les détonations assourdissantes des missiles anti-missiles Patriot, ententes des dizaines de kilomètres à la ronde, le spectacle de boules de feu qui déchirent la nuit à l'horizontale, l'impossibilité de localiser rapidement les impacts, et, toujours, l'attente, l'écoute de la radio.

« Faire preuve de patience »

Vendredi soir, l'attaque était massive et la défense fut aussi : un barrage serré de Patriot contre une salve de sept fusées Al Hussein. La technologie la plus avancée contre une arme de terreur rudimentaire, mais redoutablement efficace. « Ça a été » au cœur du nord du pays, ont dit les autorités militaires, sans vouloir donner davantage de précisions. La formule veut dire que « ça a été » dans la région de Tel-Aviv et, une centaine de kilomètres plus au nord, dans celle de Haïfa. Cinq des missiles irakiens ont été interceptés et détruits en vol par les Patriot; deux autres sont passés au travers, tuant une personne, en blessant soixante, faisant d'importants dégâts matériels.

Le moment de l'attaque - un peu plus tôt que de coutume - a été choisi. Quand on sait qu'il faut au minimum quatre à cinq heures pour ravitailler en carburant le missile Al Hussein, un engin de grande taille, difficile à manier et encore plus difficile à cacher, et le placer sur sa rampe de lancement, cela veut dire que ces longs préparatifs ont lieu en plein jour dans l'ouest de l'Irak. Et cela vient singulièrement relativiser l'avantage militaire que donne aux alliés cette fameuse maîtrise absolue des airs dont on vante la conquête à longueur de communiqués. A la télévision et dans les salles de briefing modern-style, les officiers d'état-major - ceux de la génération des spécialistes de la guerre high tech - avaient expliqué au public que les satellites américains détectent une motovélolette au sol par jour de grand brouillard. C'était « avant », avant la guerre du Golfe, cette guerre dont on disait, aussi, qu'elle ne durerait que quelques jours.

Dans l'attente d'une réplique, dont on affirme à Jérusalem qu'elle viendra en temps voulu, les Israéliens renforcent leur défense antimissile. Ils ont reçu ces dernières vingt-quatre heures de nouvelles batteries de Patriot, venues d'Allemagne avec leurs servants américains. Lors de l'attaque de vendredi soir, certaines des batteries entrées en action étaient déployées à peine depuis quelques heures. Il faut donc Patriot pour détruire une fusée Al Hussein. Les Israéliens estiment que l'Irak possède encore de quatre cents à mille missiles et plusieurs dizaines de lanceurs - mobiles ou fixes - dans l'ouest de l'Irak.

Toutes ces prévisions, données à la radio, transmettent un message très clair et passablement déprimant au public. De plus en plus les autorités, comme la presse, cherchent à préparer la population à une longue épreuve, à une guerre dont hommes politiques et commentateurs militaires disent

aujourd'hui qu'elle devrait durer des semaines, voire des mois. Ainsi de M. Moshe Arens, ministre de la défense, selon qui la durée du conflit doit s'évaluer en mois et certainement pas en jours. Pour l'un des éditorialistes de Haaretz, la guerre va durer des semaines et « nous devons faire preuve de patience. Les Américains finiront par avoir Saddam ».

La presse est longuement revenue vendredi sur les performances des stratégies américaines pour expliquer aux Israéliens, dont les nerfs sont soumis à des épreuves de plus en plus dures - « Il faut voir à la fois les missiles s'abattre sur nous et supporter la lenteur de la machine de guerre américaine » - que l'erreur était d'attendre des États-Unis qu'ils mènent une guerre éclair du style de celle dont l'État hébreu dit avoir le secret. Après une volée de critiques exprimées dans le pays contre ce que certains estimaient être de la maladresse ou tout au moins de la timidité de la part des généraux américains, le ton a très nettement changé. Le souci est de faire comprendre que la tâche est difficile et que les Américains ont leurs méthodes ainsi que des problèmes politiques qu'Israël ne peut ignorer.

Mais il ne s'agit pas pour autant de dédramatiser totalement Washington, et les différences d'appréciation demeurent. Essentiellement sur deux points. En premier lieu, les Israéliens sont persuadés que, même si les Irakiens connaissent actuellement des problèmes techniques dans la mise au point d'ogives à charges chimiques, ces derniers ne sont que passagers et peuvent être surmontés. Une attaque irakienne au gaz est donc possible à court ou moyen terme, d'autant plus qu'elle peut toujours être menée par l'aviation.

En revanche, pour Washington, et le général Norman Schwarzkopf, commandant en chef des forces alliées dans le Golfe, vient encore de le rappeler, Bagdad est incapable de concevoir une tête chimique qui puisse être adaptée à un missile Scud.

Normaliser la guerre

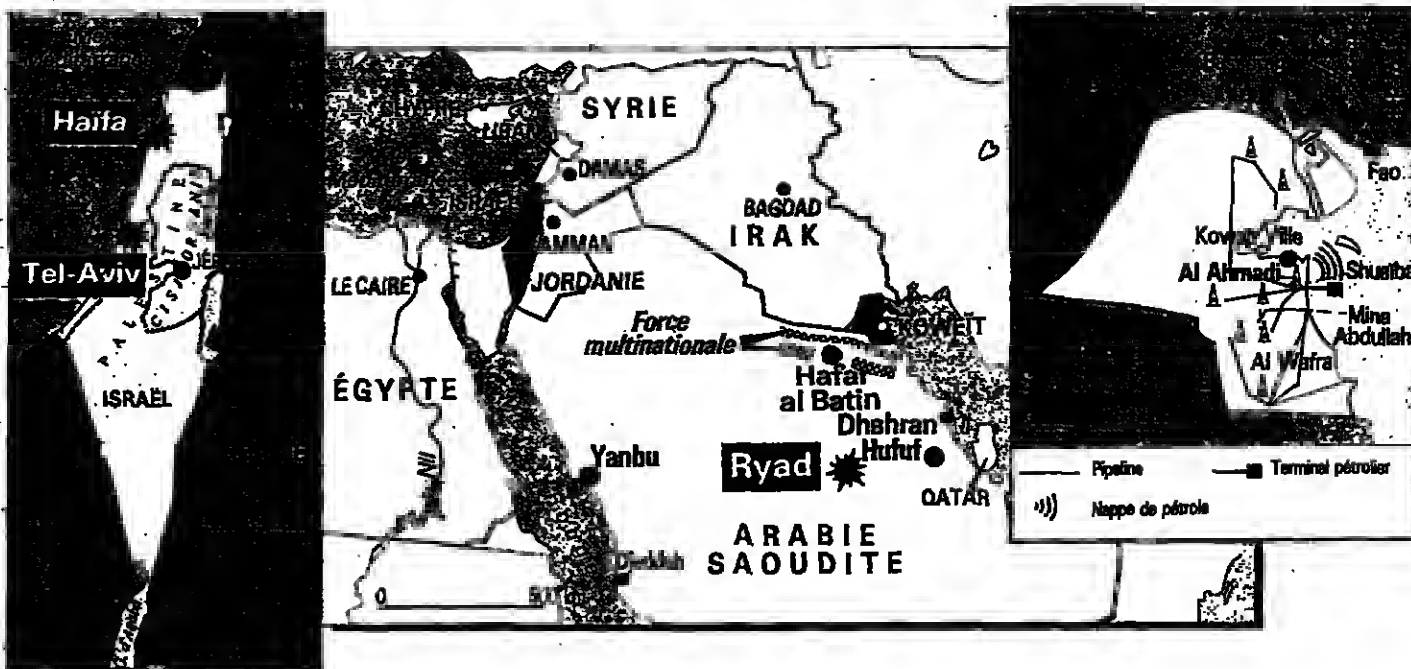
De plus, explique le commentateur militaire de Haaretz, Zeev Schiff, l'offensive aérienne allée, si elle s'appuie sur un plan solide, n'a pas encore obtenu de succès significatifs dans trois domaines : la destruction de l'appareil de commandement et de contrôle irakien; l'arrêt de l'entraînement des forces aériennes de Saddam Hussein ainsi que celui du réseau de missiles sol-sol. Les coalisés reconnaissent, dit Schiff, qu'ils ont cependant réussi à atteindre des objectifs stratégiques tels que les installations nucléaires et chimiques, les centres électriques ainsi que les lignes de communication. « Les Américains sont convaincus que le temps joue pour eux », écrit encore Haaretz.

Face à ce qui n'est plus du domaine des hypothèses mais est maintenant considéré comme une certitude, le gouvernement de M. Itzhak Shamir a adopté une double position : mobiliser la population autour des consignes de prudence et alléger la pression en normalisant petit à petit la vie quotidienne. En raison des craintes des autorités concernant les capacités irakiennes en matière d'armes chimiques, les Israéliens sont vivement encouragés à conserver leurs masques à gaz constamment avec eux et à suivre scrupuleusement les consignes de sécurité.

D'un autre côté, le pouvoir lève progressivement les restrictions auxquelles la population était soumise depuis le début du conflit. Après la reprise de la vie économique, ce sera au tour des classes familiales de reprendre dimanche, dans des conditions particulières puisque les cours auront lieu dans des salles calfeutrées et que les élèves devront toujours avoir leurs masques à gaz avec eux. Autre signe - même modeste - de « normalisation », le Musée d'Israël à Jérusalem a rouvert ses portes.

Déjà, la situation d'urgence dans laquelle vit Israël depuis huit jours a créé ses flux de migration. Plusieurs dizaines de milliers d'habitants de Tel-Aviv vont passer la nuit loin de la région côtière et travailler le jour travailler dans la grande métropole méditerranéenne.

ALAIN FRACHON et YVES HELLER



La première victime de la capitale saoudienne

Une nouvelle attaque au Scud a eu lieu, contre l'Arabie saoudite, dans la nuit du vendredi 25 au samedi 26 janvier. Elle a fait un mort à Ryad, le premier mort de ces attaques nocturnes devenues quasi quotidiennes. Trente personnes ont été blessées. Dhuhran a connu elle aussi une série d'alertes au cours de la nuit. À 3 h 40, deux Scud ont été interceptés à proximité de la grande base aérienne américaine après que cinq Patriot eurent été tirés dans leur direction. Il n'y a pas eu de dommages.

RYAD

de notre envoyé spécial

Il était 22 h 28 lorsque les sirènes ont retenti dans la capitale bientôt suivies de plusieurs explosions. Deux missiles Scud venaient d'être tirés sur Ryad, dont un n'a pas fait de dégâts. Le second a lui aussi été intercepté, selon le ministère de l'Intérieur saoudien, mais a causé de graves dommages provoqués par cette interception. L'immense de six étages qui a été le plus sérieusement atteint, abrite des bureaux administratifs vides à cette heure-là le vendredi, jour de repos en pays islamique, ce qui explique qu'il n'y ait pas

eu davantage de victimes. Un pan entier de cet immeuble s'est effondré, que des bulldozers éclairés par des projecteurs, ont commencé à déblayer au cours de la nuit. Le bâtiment fait face à une clinique qui a été moins gravement endommagée.

Ce centre de soins était vide d'occupants au moment de l'attaque. Les dégâts sont très importants autour : portes arrachées, vitres brisées et murs criblés d'éclats. La victime qui est décédée est saoudienne. Dix-neuf personnes de la même nationalité ont été blessées et onze étrangers, parmi lesquels cinq Égyptiens, deux Jordaniens, trois ressortissants du Bangladesh et une Soudanaise.

Une autre alerte a réveillé les habi-

tants de la capitale à 3 h 50, mais cette fois c'est Dhuhran qui était visée. À 5 h 03, les sirènes retentissaient de nouveau à Ryad, mais la télévision saoudienne annonçait peu après, en s'excusant, qu'il s'agissait d'une « fausse alerte ».

Les gens de Ryad ont vécu leur plus mauvaise nuit depuis le début des hostilités. L'immeuble qui a été atteint est situé à égale distance, « environ un kilomètre », du quartier populaire d'El Batha et de l'hôtel Hyatt qui abrite le centre de presse des forces conjointes. C'est dans cet hôtel aussi que logent de nombreux officiers alliés.

B. L. G.

Ryad l'intégriste à l'heure des Scud

RYAD

de notre envoyé spécial

La photo a été prise dans une des innombrables mosquées de la ville. Elle occupe une large place au-dessus d'un article qui vante les performances des combattants « furifs » américains. Masque à gaz sur le visage, trois Saoudiens font leurs dévotions. La légende dit tout le fatalisme de ce peuple et son immense pitié : « La prière, notre meilleure arme ».

Cette insistance à rappeler, à l'heure de la guerre, les valeurs du Coran n'empêche pas les Saoudiens d'applaudir aux exploits de leurs pilotes ni de se tenir informés minute par minute des événements. Intégrisme et pragmatisme : dans ce pays où l'on tranche en public la main des voleurs récidivistes, le radio des troupes américaines peut diffuser le très sulfureux Justify my love de Madonna sans provoquer d'émot apparent. Au volant de sa Cadillac, un Saoudien coiffé du traditionnel keffiyeh rouge et blanc, laisse son autoradio perpétuer ce crime de lèse-islam, l'autre jour au milieu des encombrements de Ryad.

Le vice et la vertu

La guerre laisse des traces. Politiquement, mais aussi culturellement, lorsque le départ des troupes alliées rendra l'Arabie saoudite à elle-même. Si ne faut pas exclure une brutale réaction d'orthodoxie, il ne faut pas minimiser non plus les conséquences de l'« invasion » étrangère. Plus d'un demi-million d'Occidentaux campent dans l'un des pays les plus fermés du monde et, s'ils s'efforcent d'être discrets, leur présence ébranle les fondements de la société saoudienne. De même que le boom pétrolier avait transformé un royaume médiéval en société d'abondance, la guerre ennemie peut-être une seconde révolution culturelle analogue à celle des années 70.

Les symptômes de cette révolution sont encore peu palpables mais les Saoudiens goûtent à une certaine liberté à laquelle ils auront du mal à renoncer. Depuis le début des hostilités, on capte CNN à Ryad comme dans n'importe quelle capitale du monde.

Mais justement, Ryad n'est pas n'importe quelle capitale. Jus-

qu'en 1984, les ambassades étrangères ne pouvaient y établir leurs quartiers. Tenues à bonne distance du cœur du royaume, le Nedj, elles étaient maintenues en quarantaine à Djeddah, très loin de là, sur les bords de la mer Rouge.

Pendant de longues années, Ryad l'intégriste s'est efforcé de préserver de toute influence pétrieuse. Il n'en est que plus extraordinaire de pouvoir déambuler aujourd'hui dans les rues de la capitale et d'y engager la conversation avec le premier venu sans risquer de se retrouver au poste de police dans le minute qui suit, encore que cela ait survécu à y a quelques jours à un journaliste suisse. La présence des troupes étrangères a ébranlé l'ouverture de l'Arabie saoudite sur l'extérieur. Ses habitants n'en reviennent pas eux-mêmes qui ne connaissent qu'une loi, la charia, laquelle bannit dans sa version la plus orthodoxe tout contact avec les sirènes et les juifs.

Aucune femme, même occidentale, ne saurait circuler au volant d'une voiture sans encourir des représailles mais la police religieuse, les tout-puissants mutawass, se font moins voyants depuis que le conflit a éclaté. Leur organisation, qui répond au nom évocateur de « Commission pour la propagation de la vertu et l'élimination du vice », se tient apparemment coite. Il y a quelques semaines, un commando de mutawass n'avait pas hésité à défoncer la porte d'un Français qui avait commis l'imprudence de

convier des amis à partager quel-

ques bouteilles d'alcool.

Dans un pays où les outremes n'ont autorité que tardivement les transfusions sanguines, contrairement, selon certaines interprétations, à la tradition islamique, les appels à donner son sang pour parer au pire se multiplient. Les journaux y vont de leurs obligations tout en s'efforçant de ne pas alarmer leurs lecteurs. C'est l'un des quotidiens de langue anglaise, le Riyadh Daily, qui est le mieux rompu à cet exercice, lequel consiste à annoncer les nouvelles nouvelles en les enrobant de propos rassurants. « Tout est normal à Ryad, malgré les attaques de missiles ».

Certitudes ébranlées

Les habitants de la capitale que les sirènes hurlantes et les bruits d'explosions ont tiré trois nuits de suite de leur sommeil, appréciant la « moindre » et apprenant à ne pas se satisfaire de ces titres éphémères. S'ils lisent sur la largeur d'une page que « toutes les précautions ont été prises à Ryad », ils devinent que les stocks de masques à gaz sont épuisés, même si les autorités assurent qu'il y en aura de nouveaux « dans quelques jours ».

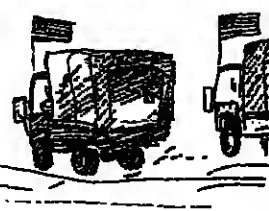
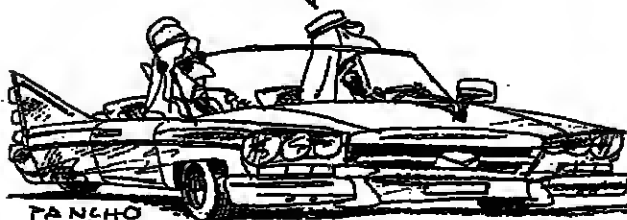
Les variations sur le thème « tout est normal » sont quasi quotidiennes. Les écoles rouvrent, après les vacances d'hiver. Les magasins ne manquent de rien. Les banques et le poste fonctionnent comme d'habitude. La Saudi a repris ses vols commerciaux, etc.

Tout est normal, mais des Toyota chargées jusqu'au toit prennent la route pour Djeddah, à 2 000 kilomètres au sud de la frontière du Koweït, hors de portée des missiles irakiens. Tout est normal, mais des automobilistes parcourent au ralenti les rues de la capitale, chargées de soldats en treillis camouflés. Tout est normal, mais les magasins qui vendent des transistors à ondes courtes ont été dévalisés : les gens de Ryad font davantage confiance à la BBC qu'à la radio saoudienne. Tout est normal, mais les tirs de Scud n'épargnent pas la capitale. Chacun redoute qu'il ne se fasse plus meurtriers encore et, plus, qu'ils ne répandent le terreur chimique.

Cette guerre fratricide éprouve les nerfs des habitants de Ryad qui ne sont pas toujours sûrs de leurs sentiments anti-irakiens même si cette interrogation n'est jamais exprimée ouvertement. Il faut le déduire des propos de tel ou tel Saoudien comme ceux de ce pilote dont l'influent Arab News rapporte que, « musulman dévot », il n'omet jamais de prier avant de partir bombardier la Koweït. Le major Muhammad Abu Amneh ne se bat pas pour l'Aramco et son pétrole mais pour la vraie foi : « Quel que prétende Saddam Hussein de sa guerre sainte, c'est à maux que Dieu a confié une mission spéciale. » Un rôle auquel les Saoudiens ont besoin de croire pour continuer cette guerre qui ébranle leurs certitudes et trouble profondément un pays qui se vit d'abord comme la gardien de l'islam.

BERTRAND LE GENOIRE

JE ME DEMANDE CE QUI VA RESTER DE NOTRE CULTURE QUAND ILS SERONT PARTIS..



LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire et les risques de catastrophe écologique

La marée noire pourrait menacer l'alimentation en eau potable des populations côtières

Il y a du pétrole brut sur les eaux du Golfe. Le fait est sûr. En revanche, on ne sait pas quelle est la source de cette marée noire : les Irakiens accusent les Américains et leurs alliés d'avoir bombardé il y a quelques jours deux tankers pleins de pétrole; les Américains accusent les Irakiens d'avoir volontairement ouvert, au large de la ville de Koweït, les vannes du terminal pétrolier d'Al Ahmadi, où était chargée dans les tankers une partie de la production koweïtienne. On ne sait pas non plus la quantité de pétrole déjà répandue, ni si le déversement continue, ni s'il s'agit de pétrole léger ou lourd.

Selon le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams, «plusieurs millions de barils» (1 baril = 159 litres) se seraient déjà répandus sur la mer. Mais, d'après le commandement américain à Ryad, le débit des déversements pourrait atteindre 100 000 barils (soit environ 13 700 tonnes) par jour. Ce der-

nier chiffre correspond aux capacités de chargement du terminal d'Al Ahmadi.

A titre de comparaison, rappelons que le naufrage du tanker *Amoco Cadiz* le 16 mars 1978 a précipité 230 000 tonnes de pétrole brut sur les côtes bretonnes. Rappelons aussi que la marée noire due à l'échouage du pétrolier *Exxon Valdez* le 24 mars 1989 — marée noire qui a beaucoup plus choqué l'opinion publique américaine que celle de l'*Amoco Cadiz* — n'avait répandu, sur les côtes de l'Alaska, que 35 000 tonnes de pétrole brut.

En 1983, au cours de la guerre Iran-Irak, la destruction d'une plateforme iranienne avait provoqué une marée noire dont les effets s'étaient fait sentir sur les côtes de Bahreïn et du Qatar. Outre les dommages causés aux organismes marins, le pétrole avait des effets désastreux sur le fonctionnement des usines de dessalement d'eau de mer qui fournissent une grande partie de l'eau

potable aux populations de la côte orientale de la péninsule Arabique. Tout dépendra de la direction des vents au cours des prochains jours. La nappe, selon certains renseignements, dériverait actuellement vers le sud, et pourrait donc menacer dans quelques jours les côtes saoudiennes. La menace est d'autant plus sérieuse que l'expérience a montré qu'il est impossible d'arrêter la progression des nappes. Seule est possible la protection très ponctuelle d'installations côtières.

Encore faudrait-il savoir la nature du brut répandu. Le pétrole a, en effet, beaucoup de «crus» différents, étant donné l'extrême variété des molécules qui le composent. Certaines pétroles sont légères, donc très fluides, et comprennent aussi beaucoup d'éléments volatils qui, en s'évaporant, diminuent d'autant (parfois de 40 %) le volume de la nappe. Bien évidemment, l'évaporation est accélérée par la température de la mer : dans le nord-ouest du

golfe Persique, la température de l'eau varie de 15°C à 30°C et même plus le long des côtes. Certains autres pétroles bruts sont lourds, donc visqueux et pratiquement inflammables.

De toute façon, du pétrole flottant sur la mer se transforme assez rapidement en émulsion (c'est-à-dire que le pétrole se met en gouttelettes réparties dans la masse d'eau), puis éventuellement en émulsion inverse (ce sont alors des gouttelettes d'eau qui s'installent dans le pétrole), qui a l'apparence d'une «mousse de chocolat» stable, visqueuse et collante. A un stade ultérieur, la surface de la «mousse de chocolat» se transforme, sous l'action du soleil et de l'oxygène de l'air, en goudron encore plus visqueux et collant.

Depuis plusieurs semaines, les Américains et leurs alliés redoutent une telle marée noire provoquée par l'Irak (le Monde du 19 janvier). En effet, Bagdad avait fait mettre à l'ancre dans la baie de

Koweït, plusieurs tankers pleins de brut irakien chargés avant l'embargo décrété après l'invasion et aurait pu répandre puis enflammer ce pétrole pour gêner d'éventuelles opérations de débarquement. Les experts faisaient néanmoins remarquer qu'il devait plutôt s'agir de brut lourd, très difficile, pour ne pas dire impossible, à enflammer sur la surface de la mer.

La «marée» de cette marée noire n'est pas assurée pour Saddam Hussein — si ce dernier en est bien le responsable, ce dont le président George Bush n'a pas l'air de douter : «Saddam Hussein ne retirera aucun bénéfice» de cet acte «scandaleux pour le monde». La décision d'utiliser «le pétrole comme une arme» est une décision «irrationnelle et désespérée».

VERONIQUE MAURIS et YVONNE REBEYROL

Précisions géographiques

Le golfe Persique est un appendice de l'océan Indien, avec lequel il communique par le détroit d'Ormuz, un passage entre la péninsule Arabique et l'Iran dont la largeur est d'une cinquantaine de kilomètres. Il a une superficie de 239 000 kilomètres carrés, et sa profondeur moyenne est de 25 mètres. Ses eaux sont plus salées que l'eau de mer normale : de 37 à 41 pour 1 000 et même plus sur certaines portions du littoral du sud-ouest (au lieu des 35 pour 1 000 de la salinité marine moyenne), étant donnée la chaleur et les faibles apports d'eau douce qu'elles reçoivent. Les vents les plus fréquents et les plus forts soufflent du nord-ouest. Les marées n'ont pas très d'importance (1,20 à 1,50 mètre autour du Qatar), mais peuvent atteindre 3 mètres dans le fond du Golfe.

La Syrie dénonce les tirs de missiles sur Israël

LE CAIRE

de notre correspondant

Le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Al Chareh, a déclaré, vendredi 25 janvier, que la Syrie ne pouvait pas accepter les tentatives irakiennes de lier la crise du Golfe au conflit israélo-arabe. Au sujet des missiles irakiens lancés contre Israël, M. Chareh a affirmé que la Syrie rejetait «les tentatives irakiennes de brouiller les cartes en vue de tromper l'opinion publique [arabe]».

A ce même sujet, le ministre syrien de la défense, M. Mustapha Tlass, a déclaré, dans une interview publiée samedi 26 janvier par le quotidien caennais *Al Akhbar*, que la Syrie était «apposée aux méthodes démagogiques de Saddam Hussein», qui, selon lui, ne profiterait qu'à l'Irak hébreu. «La Syrie ne se laissera pas entraîner dans une guerre dont elle n'a chassé ni le moment ni le lieu», a-t-il déclaré. Il a en outre affirmé que le président américain George Bush avait assuré le président syrien Hafez Al Assad qu'une conférence internationale sur le Proche-Orient aurait lieu après la libération du Koweït.

Il a estimé qu'Israël n'avait pas intérêt à entrer dans un conflit au stade actuel et a mis en garde le chef de l'Etat israélien contre «toute provocation à l'égard de la Syrie», car s'il s'en prend à nous, a-t-il

dit, nous lui rendrons les coups démultipliés. Le ministre de la défense a indiqué que ses services avaient enregistré deux contacts «entre celui qui prétend vouloir libérer la Palestine (Saddam Hussein) et M. Itzhak Rabin, quand il était ministre de la défense, pour envoyer, via Israël, des armes ou général libanais antisyrrien Michel Aoun». Il a ajouté que Nasser l'avait déjà averti, dès 1962, que Saddam Hussein était un agent des services de renseignement américains. «L'arrivée de Saddam à la tête de la Syrie ne nous a pas permis de savoir quelles étaient les limites qu'il ne pouvait franchir», a-t-il estimé. Il a souligné qu'un Irakien aimant son pays débarrasse Bagdad de Saddam Hussein pour sauver l'armée irakienne par un retrait du Koweït.

Le ministre syrien a estimé que la victoire des alliés ne faisait pas de doute. «La guerre durera quelques semaines ou quelques mois, mais ce ne sera pas un nouveau Vietnam», a-t-il déclaré. Il a en outre affirmé que le président américain George Bush avait assuré le président syrien Hafez Al Assad qu'une conférence internationale sur le Proche-Orient aurait lieu après la libération du Koweït.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Il serait «suicidaire» pour l'Irak d'entrer en guerre au côté de Bagdad estime le président Rafsanjani

Le président iranien Ali Akbar Rafsanjani a rejeté catégoriquement, vendredi 25 janvier, les appels des durs du régime islamique à entrer en guerre au côté de l'Irak, en affirmant que «ce serait un suicide pour l'Iran». Intervenant comme imam de la prière du vendredi à l'université de Téhéran, M. Rafsanjani a longuement défendu la politique de stricte neutralité adoptée par son gouvernement. «Nous ne donnerons pas notre sang à l'Irak pour qu'il ait accès au golfe Persique, ni aux Américains pour qu'ils gagnent leur guerre», a-t-il affirmé.

«L'Iran, en tant que foyer de la Révolution islamique internationale, ne peut accepter le grave menaçé que constitue le déploiement de l'Irak sur les côtes du sud du golfe Persique. Nous ne pouvons

pas entrer en guerre pour que l'Irak reste au Koweït et rallonge ses frontières avec l'Iran dans le golfe Persique», a-t-il ajouté.

M. Rafsanjani a de nouveau déclaré que la résolution du «problème palestinien constitue l'un des principaux objectifs de la République islamique». «Tous les moyens des pays islamiques doivent être mobilisés pour la guerre contre Israël», a-t-il souligné. Mais M. Rafsanjani a noté : «Tous les saïens protecteurs d'Israël sont en ce moment dans la région, et ce n'est pas le moment du jour la guerre avec Israël. La guerre et le Jihad [guerre sainte] contre Israël se feront un jour pour sauver toute la Palestine, et pas seulement les territoires occupés depuis 1967.» — (AFP)

L'Irak suspend les «interviews» télévisées de pilotes capturés

Les pilotes alliés capturés par les forces irakiennes ne seront plus interrogés à la télévision jusqu'à ce qu'il y ait eu un échange de prisonniers, a-t-il affirmé vendredi 25 janvier un porte-parole du ministère irakien de l'information cité par Radio Bagdad.

«La diffusion par la télévision d'entrevues avec des aviateurs

prisonniers va être interrompue jusqu'à nouvel ordre. Le nombre d'aviateurs présentés jusqu'à présent est suffisant», a indiqué la radio captée à Chypre. Néanmoins, «la télévision reprendra la diffusion d'autres interviews de pilotes capturés au moment opportun». — (AFP, Reuters)

Le chef d'état-major appelle l'opinion britannique à la patience

A Londres

Sir David Craig, chef d'état-major des armées, a procédé, vendredi 25 janvier, au cours d'une conférence de presse, à une évaluation d'ensemble des résultats atteints jusqu'ici par les forces alliées. Cet exercice était destiné à inviter l'opinion britannique à faire preuve de patience et à lui rappeler que cette guerre n'est nullement un «jeu d'enfants» ou «l'affaire de quelques jours».

LONDRES

de notre correspondant

A force de voir des avions ultra modernes décoller à un rythme rapide et des spécialistes lui venir à la rencontre de jour en jour, l'opinion britannique se sentait rassurée. Le chef d'état-major des armées, Sir David Craig, a souligné que les militaires américains et britanniques dressent des plans en commun et prévoient toutes les hypothèses. Le message est le suivant : les alliés ont un plan d'ensemble. Ils l'appliquent sans force l'allure afin de réduire les pertes au minimum. Il peut y avoir des imprévus, mais les mauvais temps ou le refus de M. Saddam Hussein d'engager son aviation, mais l'opération ne peut pas échouer.

«Nous n'avons eu jusqu'ici aucune difficulté à maintenir notre supériorité aérienne», a déclaré Sir David. Lors des rares occasions où les forces aériennes irakiennes se sont manifestées, elles ont été abattues. Il en sera de même si elles se montrent à nouveau. Si Saddam Hussein engage ses avions pour quelque opération, nous sommes prêts. Les avions à eux seuls, ne suffisent pas.

Le chef d'état-major des armées cherchait à remettre en perspective l'ensemble de l'opération. Il a employé un langage susceptible de faire sentir au public que celle-ci n'est, en aucune façon, une petite affaire. Il a présenté l'Irak comme la «quatrième puissance militaire mondiale», une force qu'il n'était donc pas question de mettre à bas et de le jour ou lendemain.

Face à une opinion déçoute par l'attitude attentiste de M. Saddam Hussein, saturée d'images de missiles Scud tombant sur Israël et sur l'Arabie saoudite, et qui ne sait plus trop à quoi s'en tenir sur l'état réel de l'opération, il a insisté sur le caractère minutieux de la préparation de la campagne allée. Voilà des mois, quasiment depuis l'invasion du Koweït le 2 août dernier, que les militaires américains et britanniques dressent des plans en commun et prévoient toutes les hypothèses. Le message est le suivant : les alliés ont un plan d'ensemble. Ils l'appliquent sans force l'allure afin de réduire les pertes au minimum. Il peut y avoir des imprévus, mais les mauvais temps ou le refus de M. Saddam Hussein d'engager son aviation, mais l'opération ne peut pas échouer.

«Nous n'avons eu jusqu'ici aucune difficulté à maintenir notre supériorité aérienne», a déclaré Sir David. Lors des rares occasions où les forces aériennes irakiennes se sont manifestées, elles ont été abattues. Il en sera de même si elles se montrent à nouveau. Si Saddam Hussein engage ses avions pour quelque opération, nous sommes prêts. Les avions à eux seuls, ne suffisent pas.

de toute façon. Il faut aussi du carburant, des armes, des équipements et des ordres. Contrairement à ce qu'affirment certains, nous avons eu un effet massif sur son système de commandement, et la grande partie de sa capacité en armes non conventionnelles a été détruite.

Epreuve d'usage

Les troupes irakiennes, y compris la garde républicaine, sont soumises à une épreuve d'usage. «Elles n'ont aucun moment pour dormir, ou se détendre», a-t-il déclaré. Les décisions de lancer l'assaut au sol ne sera prise que lorsque le rapport entre nos forces et les leurs sera tel que nous bénéficierons d'une supériorité décisive nous permettant de l'emporter rapidement et sans trop de pertes.

Sir David a rappelé que la Grande-Bretagne avait renoncé, depuis le fin des années 50, à la production d'armes chimiques mais a refusé d'écarter totalement l'emploi de ces armes par les alliés, si l'Irak avait recours. Les Britanniques pourraient sur les mesures de protection. On sait que les Etats-Unis, pour leur part, ont des armes chimiques à leur disposition.

Le chef d'état-major des armées a jeté un peu de lumière sur le système de commandement. Les opérations sont dirigées à partir du centre de High Wycombe, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Londres, par le commandant en chef interarmes, Sir Patrick Hine. A chaque échelon, un contact presque permanent est maintenu avec le respon-

sable américain correspondant. Sir David a aussi des «conversations fréquentes» avec le général Powell, son homologue américain.

Sir David a voulu justifier le caractère très vague, parfois jusqu'à la caricature, des propos tenus par les divers porte-parole militaires. «Franchement, ce n'est pas notre travail de vous donner un bilan détaillé de chaque nuit d'été. Je ne veux pas que Saddam Hussein apprenne de notre bouche ce que nous savons et adapte sa tactique en conséquence. Je ne vais pas mettre en danger la vie de nos soldats. Je vous prie de comprendre le boulot, et de vivre avec», a-t-il déclaré.

Dans ce domaine également, la coopération entre Londres et Washington semble complète. Les Américains disent avoir étudié avec soin la façon dont les Britanniques ont très efficacement contrôlé les médias en 1982 lors du conflit des Malouines. Ils en auraient tiré la conclusion qu'il fallait appliquer des consignes identiques, voire encore plus strictes, surtout en matière d'images, et ne pas recommencer ce qui s'était passé au Vietnam, avec la guerre en direct dans chaque foyer. On peut parfaitement montrer des images qui démontrent que les troupes américaines, mais on ne vers pas les consignes des soldats tués au combat. Il n'est pas davantage question pour ne pas froisser les susceptibilités américaines, d'interviewer les prisonniers militaires irakiens qui se trouvent avec les troupes en Arabie saoudite.

DOMINIQUE DHOMBRES

Une conférence de presse du chef d'état-major des armées françaises «Le potentiel nucléaire et chimique de l'Irak est quasiment détruit» a déclaré le général Schmitt

«La capacité des Irakiens d'avoir sur leurs missiles Scud des composants chimiques n'est pas prouvée», a expliqué, vendredi 25 janvier à Paris, le général Maurice Schmitt, chef d'état-major des armées françaises. Mais il est «certain», en revanche, que les Irakiens peuvent utiliser des armes chimiques «par air ou par l'artillerie». «Nous l'avons prouvé, a-t-il ajouté, nous combattrons en ardeur chimique. Il n'a pas échappé que l'Irak dispose d'une arme comparable à la Bundeswehr pour ce qui est des chars et des avions, avec en plus des éléments chimiques. Une puissance militaire de cette dimension, on n'en vient pas à bout en vingt-quatre heures».

Selon le général Schmitt, «le potentiel nucléaire (de l'Irak) est quasiment détruit et le potentiel chimique réduit de trois quarts». Ce taux est aussi applicable aux réseaux irakiens de communications et de défense antiaérienne.

«Le temps travaille pour nous», a expliqué le chef d'état-major, et il nous permet d'économiser des vies humaines. Nos soldats le savent et Saddam Hussein le sait. Il n'a pas sans pouvoir se reconstruire, sans pouvoir utiliser une armée de l'air d'élite, ou sans strict du terme».

Estimant entre huit cents et mille le nombre des «sorties» des avions

alliés dans leurs missions d'attaque d'objectifs irakiens au sol, le général Schmitt a indiqué : «Nous envisageons de faire voler d'ici peu les Mirage F1-CR basés en Arabie saoudite». Les Mirage F1-CR, qui sont des avions de reconnaissance et qui sont au nombre de quatre sur la base de Al Ahsa, avaient été interdits de

vol après, néanmoins plusieurs missions d'espionnage le long de la frontière avec le Koweït : leur ressemblance avec les Mirage F1 que la France a vendus à l'Irak justifiait cette interdiction.

Le général Schmitt a précisé que — outre ces Mirage F1-CR — les avions de combat français en Arabie saou-

dite se répartissent en vingt-six Jaguirs d'attaque et douze Mirage 2000 de défense aérienne. Selon le Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA), la France a réalisé plus de cent cinquante «sorties» d'avions au-dessus du Koweït et de l'Irak depuis le début de l'opération «Tempête du désert».

Des volontaires du contingent à bord de la «Foudre»

Le transport de charniers de débarquement *Foudre* a quitté Toulon, vendredi 25 janvier, pour Yabou en mer Rouge, où il participera à la logistique de la chaîne de santé au sein de l'opération «Daguet».

Outre ses deux cent dix membres d'équipage, ce navire, qui vient d'arriver en service et qui déplace 11 200 tonnes à pleine charge, a embarqué trois cents hommes destinés à renforcer la logistique du dispositif militaire français en Arabie saoudite. Il a à son bord une équipe de huit médecins, un pharmacien, vingt-neuf infirmières et soixante-sept aides-

soignants, avec un stock d'une douzaine de tonnes de matériels et de médicaments transportables sur terre par ses deux hélicoptères lourds du type Super-Frelon.

En propre, la *Foudre* dispose également d'installations hospitalières, comprenant notamment deux blocs opératoires et deux salles de réanimation, pour soulager, le cas échéant, soixante blessés graves et deux cents blessés plus légers.

Ce navire de la marine nationale est parti avec des marins du contingent volontaires pour un contrat d'engagement en Arabie saoudite.

Le président de la République a souhaité que les navires de guerre français, dans la zone du Golfe, n'aient plus à leur bord de marins appelés, sauf s'ils acceptent de signer un contrat d'engagement de durée variable. Selon la chef d'état-major de la marine, l'amiral Alain Costères, qui a assisté au départ de la *Foudre*, entre 45 et 50 % des marins du contingent — qui sont tous majeurs — à bord du navire ont été volontaires pour un contrat d'engagement en Arabie saoudite.

Les islamistes jordaniens de profiter de la guerre pour

Le service de la sécurité de la Jordanie a déclaré, vendredi 25 janvier, que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes. Les services de sécurité ont déclaré que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes. Les services de sécurité ont déclaré que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes.

Les services de la sécurité de la Jordanie ont déclaré, vendredi 25 janvier, que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes. Les services de sécurité ont déclaré que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes.

Les services de la sécurité de la Jordanie ont déclaré, vendredi 25 janvier, que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes. Les services de sécurité ont déclaré que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes.

Les services de la sécurité de la Jordanie ont déclaré, vendredi 25 janvier, que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes. Les services de sécurité ont déclaré que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes.

Les services de la sécurité de la Jordanie ont déclaré, vendredi 25 janvier, que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes. Les services de sécurité ont déclaré que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes.

Les services de la sécurité de la Jordanie ont déclaré, vendredi 25 janvier, que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes. Les services de sécurité ont déclaré que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes.

Les services de la sécurité de la Jordanie ont déclaré, vendredi 25 janvier, que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes. Les services de sécurité ont déclaré que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes.

Les services de la sécurité de la Jordanie ont déclaré, vendredi 25 janvier, que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes. Les services de sécurité ont déclaré que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes.

Les services de la sécurité de la Jordanie ont déclaré, vendredi 25 janvier, que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes. Les services de sécurité ont déclaré que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes.

Les services de la sécurité de la Jordanie ont déclaré, vendredi 25 janvier, que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes. Les services de sécurité ont déclaré que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes.

Les services de la sécurité de la Jordanie ont déclaré, vendredi 25 janvier, que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes. Les services de sécurité ont déclaré que des islamistes jordaniens ont profité de la guerre pour se livrer à des activités terroristes.

Journal du Monde

LA GUERRE DU GOLFE

Les répercussions du conflit au Moyen-Orient et au Maghreb

Les islamistes jordaniens les plus radicaux tentent de profiter de la guerre pour renforcer leur audience

AMMAN
de notre envoyé spécial

Personnage pittoresque, haut en couleurs, une longue barbe blanche par l'âge, un turban gris clair soigneusement enroulé autour de la tête et la soutane ample, le cheikh Assad Beyout El Tammimi, leader du Jihad islamique, Belt Madressa, a l'air d'un pacifique et vénérable patriarche sorti d'un livre d'images saintes. Pourtant, ses déclarations au vitriol, appelant à la guerre sainte contre les « nouveaux croisés du vingtième siècle », ne cessent de défrayer la chronique.

Nous recevons dans sa maison située en plein centre d'Amman, il affirme tout de go : « Nous sommes pour la violence et nous ne la cachons pas. Nos objectifs sont clairs : mettre fin à l'Etat d'Israël, libérer la Palestine et frapper les intérêts des Etats Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de tous les pays qui participent à l'agression contre Bagdad ».

Né à Hébron, en Palestine, il y a soixante-six ans, il a fait ses études religieuses à l'université d'Al-Azhar, au Caire, avant de s'installer en Jordanie à partir de 1967. Son mouvement, affirme-t-il, n'est pas un parti politique mais un groupe consacré à l'action directe. Depuis quelques mois, avec d'autres organisations extrémistes islamistes, il est sorti de la clandestinité, profitant du climat créé dans le pays à la suite de la relative

démocratisation de la Jordanie et de la crise du Golfe. Il est cependant fort prudent et aime souligner qu'il n'en veut pas au gouvernement jordanien et l'appuie entièrement dans toutes ses initiatives. Il ne nourrit cependant aucune sympathie particulière pour les Frères musulmans (vingt-deux députés et cinq membres au gouvernement), avec lesquels il n'a aucun lien. Son programme peut se résumer en quelques idées vagues.

« Pourquoi l'Occident a-t-il peur de l'Islam alors que notre religion apporte la solution à tous les maux de la terre, interdit les boissons alcooliques, les stupéfiantes, ainsi que les meurtres dissolus et la débauche ? Lorsque je préconise des attentats contre les Etats-Unis et ses alliés, je ne crains pas de faire d'innocentes victimes. Elles sont des victimes innocentes », dit-il. Il reproche au président Mitterrand d'avoir voulu convaincre Saddam Hussein de quitter le Koweït. « Un musulman ne doit pas quitter le Koweït », ajoute-t-il, « la famille des Sabah est impie et ne mérite pas de régner sur la destinée de l'émirat ».

Son amour et son attachement à l'égard du président irakien sont de fraîche date. Pendant la guerre irano-irakienne, il a été un fervent khéméniste. Il affirme candidement : « Je n'ai pas changé, c'est Saddam Hussein qui a changé en devenant un musulman éminent. Le Baas irakien n'existe plus, je viens de rentrer de Bagdad, où les oulémas m'ont assuré que le retour à la religion est irréversible ».

Que pense-t-il de M. Arafat ? « Beaucoup de bien, j'ai d'excellents rapports d'amitié avec lui, mais je suis opposé à l'OLP, qui est un mouvement laïque ».

Une intervention américaine

Les organisations islamistes fondamentalistes de Jordanie ne constituent pour l'instant, que des groupuscules brouillants qui tentent de profiter de la crise du Golfe pour essayer de grignoter l'audience de l'association des Frères musulmans qui, elle, est fort populaire. Jusqu'à tout récemment, les autorités avaient feint d'ignorer leurs propos incendiaires. Elles semblaient avoir estimé que M. Atta Abou Rachta, le porte-parole d'un autre mouvement islamiste encore plus extrémiste, al Tahrir (le parti de libération islamique), avait dépassé les limites de la tolérance officielle en invitant, au cours d'une conférence de presse publique, les Arabes et les musulmans à se prendre aux intérêts des Etats-Unis et de leurs alliés. M. Atta Abou Rachta a mystérieusement disparu de la scène avant qu'il ait pu achever ses propos, et n'a pas réapparu. On apprendait

par la suite qu'il avait été arrêté par les forces de sécurité qui, bien que fort discrètes, savent lorsqu'il le faut, agir avec beaucoup de détermination et d'efficacité.

Comme d'habitude, son arrestation n'a été annoncée que par le *Jordan Times*, destiné à la communauté étrangère ; la presse en langue arabe s'est abstenue de faire état de ce fâcheux incident. Le journal *al Destour* (« la Constitution ») est allé jusqu'à publier les propos de M. Abou Rachta en les édulcorant de manière à les rendre moins violents. Ses lecteurs ne sauront même pas que le porte-parole d'al Tahrir a été arrêté.

Le Tahrir, créé en 1952 à Gaza à la suite d'une scission à l'intérieur de l'association des Frères musulmans, se propose de créer un Etat islamique en Jordanie et d'y proclamer le califat. Mais les autorités jordaniennes n'ont jamais accepté de le légaliser en expliquant que son programme

était contraire à la Constitution. L'arrestation de M. Abou Rachta constitue un avertissement aux extrémistes de tous bords et une conséquence directe des entretiens que le roi Hussein a eus mardi avec l'ambassadeur du président Bush, l'ancien sous-secrétaire d'Etat américain Richard Armitage, à qui il aurait promis de mettre au pas les mouvements islamiques qui prêchent la violence.

L'avertissement semble avoir été entendu. Le cheikh Tammimi, qui devait prononcer un sermon « important » vendredi à la mosquée du camp de réfugiés palestiniens de la Baq'a, a tenu un langage relativement modéré. La marche populaire prévue pour protester contre « l'agression de M. Bush » s'est déroulée sans incident, ne réunissant que quelques quatre cents manifestants.

JEAN GUEYRAS

Une frontière désertée

Amman ne reçoit plus de pétrole irakien

RUWAYSHED
(frontière jordanienne-irakienne)

de notre envoyé spécial

« Vous ne pouvez plus passer, c'est un ordre du ministère de l'Intérieur ». Les quelques rares journalistes qui s'étaient aventurés, vendredi 25 janvier, au poste frontalier jordanien de Ruwayshed, ont été poliment mais fermement priés de rebrousser chemin par la police des frontières. Le camp de transit situé dans un no man's land profond de 80 kilomètres, nous a-t-on dit sur tous les tons, est totalement vide. Les journalistes ont au beau brandir l'autorisation officielle fournie par le ministère de l'Information, rien n'a modifié la fermeté des policiers, et ils ont dû obtempérer à l'ordre venu d'Amman.

Dans le petit bourgade de Ruwayshed, qui compte près de quatre mille habitants, les personnes interrogées affirment ne rien savoir des raisons qui ont poussé les irakiens à fermer la frontière ou, selon certains, plusieurs milliers de candidats au départ attendant au poste frontalier irakien de Trabali une ouverture. Mais nul ne sait quand, exactement, celle-ci aura lieu. Le bourgade, qui ne vit que du trafic entre la Jordanie et l'Irak, est presque désertée et ressemble à une agglomération sinistrée.

J. G.

L'opposition en exil à Damas se dit prête à assumer le pouvoir après la défaite de Saddam Hussein

DAMAS

de notre envoyé spécial

De quoi sera fait, le cas échéant, l'après-Saddam Hussein ? Certains prédisent le chaos, l'Irak étant constitué d'ethnies, d'arabes et de kurdes pour l'essentiel, et de communautés chiites (majoritaire mais dominée) et sunnites (dominante), sans compter les minorités chrétiennes dont plus rien n'endiguait les contradictions.

Constitué à Damas, qui abrite de longue date les opposants irakiens de toutes obédiences, le Comité conjoint de l'opposition irakienne se prépare à tous les cas de figure. Regroupant, des islamistes aux communistes, dix-huit partis ou mouvements au total, cette coalition a réussi à s'entendre sur une plate-forme commune et se dit prête à assumer le pouvoir sur une base de démocratie et de pluralisme. Le leader des islamistes — sept mouvements sur les dix-huit — est l'ayatollah As Sayed Hadi Al Modarressi, frère de l'ayatollah Mohamed Taki Modarressi. M. Jalal Talabani est, de son côté, depuis trente ans, le principal animateur sur la scène diplomatique des sept mouvements kurdes de la coalition.

« Le peuple irakien n'est pas avec Saddam Hussein, mais il est, bien sûr, contre la destruction de l'Irak », nous déclare As Sayed Hadi Al Modarressi, avant d'ajouter : « Saddam cherche l'amalgame entre lui-même et son pays. La coalition internationale qui le combat doit prendre garde à ce piège car face à des bombardements massifs, que peut faire le peuple sinon se soulever dans un réflexe de solidarité nationale ? Avant la détermination de la guerre, il y avait un peuple annihilé par l'Etat, un Etat annihilé par le parti, un parti annihilé par Saddam. Il existe dix organisations en Irak chargées de réprimer, terroriser, liquider les gens. Il y a même un « service du poison » dont le travail consiste à supprimer les indésirables. Cent un ulémas ont été exécutés, sans parler de centaines de disparus ».

« La tâche sera colossale »

M. Al Modarressi ajoute : « Outre que le peuple veut se débarrasser de Saddam, la revendication sur le Koweït n'a jamais été populaire. Mais si la coalition internationale bascule de la libération du Koweït vers la destruction de l'Irak, elle rend un service à Saddam : cela peut ressouder la population autour de lui ».

Le chef de file des Kurdes, M. Jalal Talabani, soutient qu'aux yeux de ses siens, rien ne peut égaler la « tyrannie » de Saddam : populations gazées, déportées, villages

rasés au point qu'il ne reste pas une des quelques cinq mille agglomérations du Kurdistan irakien. Il parle également de cinquante mille morts et de cent quatre-vingt-six mille disparus. « Nous avons arrêté nos opérations (de guérilla) depuis le début de la guerre pour qu'il ne soit pas dit que nous pactisons avec l'étranger et pour éviter de brouiller les cartes. Depuis trente et un ans, nous combattons seuls. Aujourd'hui, nous regardons du haut de nos montagnes les autres combattants. Cela dit, le peuple kurde est en fureur car il entrevoit l'espoir de se débarrasser de Saddam ».

Selon Al Modarressi, les pertes irakiennes sont infiniment plus lourdes qu'annoncé par Bagdad : il y aurait, estime-t-il, déjà plus de cent mille morts et blessés, dont trente mille civils et soixante dix mille militaires, principalement dans la Garde républicaine. M. Talabani affirme, de son côté, que les désertions se multiplient dans l'armée. « Les déserteurs fuient vers nos montagnes », dit-il.

Les deux dirigeants estiment que le régime peut s'effondrer brusquement, « comme un chapelet dont le fil finit par casser ». « Un putsch est possible, comme un attentat », estime l'ayatollah, qui aurait préféré la poursuite du blocus à la guerre, « car il aurait finalement porté ses fruits et le tyran aurait été renversé de l'intérieur ».

Après la chute de Saddam, la tâche sera colossale poursuit-il : il faudra restaurer les libertés, un Parlement, des institutions. Il faudra reconstruire le pays. Mais nous possédons des richesses : l'eau, le pétrole et un peuple. Comme l'Allemagne et le Japon, nous nous relèverons. M. Talabani précise à ce sujet : « Nous ne sommes pas une coalition d'exilés. Nous avons nos gens à l'intérieur. C'est pourquoi nous ne voulons pas de gouvernement en exil. Nous en constituerons éventuellement un à partir d'une portion libérée du territoire ».

Les deux hommes pensent que les risques de démemberment de l'Irak, après Saddam, sont inexistantes. « Les trois pays que l'on peut soupçonner de visées sur notre pays — la Turquie, l'Iran et la Syrie — ont proclamé qu'ils tiennent à l'intégrité de l'Irak. Ils se neutralisent mutuellement », affirme l'ayatollah.

M. Talabani ajoute une raison spécifiquement kurde : « Ankar n'a pas intérêt à réunir les deux principales foyers du peuple kurde, la Turquie et l'Irak. Qu'il soit bien clair — et le premier ministre turc le sait — que nous ne pensons pas aujourd'hui à un Etat kurde parce qu'il est irréaliste. Nous avons accepté les accords d'autonomie du Kurdistan irakien et nous nous y tenons, dans l'Irak démocratique que nous construisons après Saddam ».

LUCIEN GEORGE

Les partis marocains d'opposition organiseront le 30 janvier une « marche populaire » en faveur de l'Irak

Au Maroc, la journée de grève du lundi 28 janvier constituera un test pour les organisations syndicales autant que pour le régime. Suivant l'exemple de l'Union marocaine du travail (UMT), qui avait appelé ses militants de Casablanca à vingt-quatre heures de débrayage (le Monde du 28 janvier), trois autres syndicats — la Confédération démocratique du travail (CDT), l'Union générale des travailleurs du Maroc (UGTM) et le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-sup) — ont lancé, vendredi après-midi, un mot d'ordre de grève générale en signe de « solidarité avec le peuple frère d'Irak ». Le mouvement de grève, désormais étendu à tout le pays, devrait toucher « tous les secteurs d'activité ».

A ce nouveau défi syndical — c'est l'occasion d'une grève générale qu'avaient éclatée, les 14 et 15 décembre dernier, les « décentes

de Fès » — s'ajoute celui des partis de l'opposition. Les cinq plus importants d'entre eux ont en effet appelé, vendredi, à une « marche populaire » pour le mercredi 30 janvier à Rabat, afin de « confirmer la solidarité absolue et l'appui total du peuple marocain au peuple irakien qui résiste aux forces de l'agression ». On ignorait encore, samedi 26 janvier, quelle serait la réaction des autorités. Il y a une quinzaine de jours, à la veille du déclenchement de la guerre, le roi Hassan II avait prévenu qu'il proclamerait l'état de siège aux premiers signes de désordre.

En Tunisie, le journal indépendant *le Temps* a vivement critiqué, vendredi, la « précipitation » avec laquelle la France a rejeté l'initiative maghrébienne de paix et dénoncé « la coalition des alliés, dirigée par les Etats-Unis » qui « se transforme en curée ordonnée pour anéantir l'Irak ». De son côté, l'ancien secrétaire général de la Ligne arabe, M. Cheddi Khilbi, a exhorté, vendredi à Tunis, les Etats arabes à joindre leurs efforts « non seulement pour sauver le Koweït, mais

pour arrêter la machine de guerre qui n'entreprend d'écraser l'Irak et son peuple ».

En Mauritanie, une nouvelle manifestation favorable à Saddam Hussein — la quatrième depuis le début de la guerre — a rassemblé, juste après la prière du vendredi, plusieurs centaines de personnes dans les rues de Nouakchott. La manifestation, qui se déroulait loin du quartier des ambassades, a été rapidement dispersée par les forces de l'ordre, qui ont fait usage de matraques et de grenades lacrymogènes.

En revanche, les rues d'Alger sont restées calmes vendredi, malgré un nouveau prêche virulent de l'imam Bahadi, annonçant que des « cours de Jihad » (guerre sainte) allaient être désormais dispensés dans les mosquées. Cette déclaration traduit, selon les observateurs, un net recul du responsable du Front islamique du salut (FIS), qui avait adressé, en début de semaine dernière, un « ultimatum » à l'Etat pour l'ouverture de camps d'entraînement militaire pour les Algériens désireux rejoindre l'armée irakienne.

Les dirigeants israéliens ont exposé à M. de Beaucé leurs griefs contre la France

Les Israéliens ont renouvelé à M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, les griefs qu'ils n'ont cessé de formuler à l'encontre de la France depuis le début de la guerre du Golfe.

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Recevant M. de Beaucé, vendredi 25 janvier, le ministre israélien des affaires étrangères, M. David Lévy, lui a indiqué que la France ne devait pas s'étonner des critiques formulées à son encontre dans l'opinion israélienne. Celle-ci pouvait attendre une plus grande fermeté face à l'Irak de la part d'un allié traditionnel de l'Etat hébreu, a souligné M. Lévy, à en croire un compte rendu de la rencontre fait de source diplomatique israélienne.

Compte tenu des liens privilégiés unissant les deux pays, Jérusalem pouvait espérer que Paris ne tente pas de jouer, jusqu'au dernier moment, la carte de la médiation auprès de Saddam Hussein, a encore dit le ministre, auquel M. de Beaucé venait de faire part des regrets de la France face à la campagne de critiques qui la vise. Des attaques que le secrétaire d'Etat a qualifiées de

« totalement injustes » et de « calomnies », dans un entretien diffusé par la radio israélienne. Israël reproche aussi à la France la constance avec laquelle elle a participé à la destruction de l'appareil militaire irakien, ainsi que sa participation au développement de l'arsenal « non conventionnel » de Bagdad. M. de Beaucé a déclaré avoir voulu dissiper ce malentendu.

Le représentant de M. Mitterrand a en outre fait part aux autorités de l'Etat — le premier ministre, M. Yitzhak Shamir, ainsi que le président Haim Herzog — de l'attachement de la France à la sécurité d'Israël et de l'émotion ressentie à Paris après les tirs de missiles irakiens contre le territoire israélien. M. de Beaucé a également exprimé « la solidarité, l'unité et le soutien » de Paris.

M. Lévy s'est en revanche félicité de la décision prise par la CEE de lever un certain nombre de « restrictions » à la coopération avec Israël décidées l'an passé afin de protester contre les atteintes aux droits de l'homme dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Ainsi les discussions sur vingt-cinq projets de coopération scientifique vont reprendre de même que les pourparlers sur la perspective du marché unique de 1993.

YVES HELLER

La peur des Arabes de Marseille

La prudence du Vatican

ROME

Une reconnaissance « implicite »

PATRICE CLAUDE

de notre envoyé spécial

Une cible privilégiée



Maison de l'étranger. Résultat, depuis une semaine, le marché Veiten, porte d'Alx, qui fournissait autrefois aux départs de

Marchés fantômes

sont déçus par la position française : « On n'a pas voté Mitterrand pour qu'il nous lance dans la guerre. » Les femmes ne comprennent pas : « Comment peut-on lutter contre le FIS en Algérie et soutenir dans le Golfe le roi d'Arabie saoudite qui finance le FIS ? »

Tous réclament la paix et des négociations immédiates. L'expression de telles opinions est-elle suffisante pour **assamiler les musulmans à la cinquième colonne de Saddam**?, remarque un bibliothécaire, Remzi Tedroché ? En fait, le pacifisme semble le plus petit dénominateur commun d'une population où se jouent les luttes d'influence sont extrêmement complexes. La zizanie qu'évait provoquée fin 1989 le projet de grande mosquée en a été la meilleure illustration.

Bref, la guerre est condamnée, mais aucun chef charismatique n'appelle à la « guerre sainte ». Les réactions laïques sont aussi pléthoriques que les embarras de militants ant-islamiques. Les voix des imams sont plus faibles. Meis quand Mahand Alili, qui passe pour proche du Front islamique du salut, et qui a participé à la conférence islamique de Bagdad avant le déclenchement des hostilités, prêche rue Bonapasteur, son propos n'a de portée que s'il est repris par Cheikh Abdel Hali Doudi ou par Bachir Daud. Les trois derniers multiplient les appels au calme et soulignent l'appartenance de la communauté musulmane à la France.

ALAIN GIRAUDO

14 HAYF

Elèves modèles du pacifisme il y a dix ans, les Néerlandais sont désormais au fond de la classe : 84 % d'entre eux ont « approuvé » le déclenchement des hostilités, selon un sondage de la chaîne de télévision RTL4 effectué le 17 janvier. Avant cette date, ils étaient déjà 65 % à reconnaître à la coalition anti-irakienne le droit de faire parler les armes.

Déchiré, sans résonance sociale, le pacifisme est privé du relais politique qu'avait représenté, du temps des euro-missiles, le Parti du Travail (PVDA). Aujourd'hui allié du CD (chrétien-démocrate) au sein de la coalition au pouvoir, le PVDA est un pilier essentiel du large consensus qu'a rencontré depuis août 1990 la ligne « atlantiste » de plus en plus marquée suivie par La Haye.

Certes, la décision du gouvernement de faire participer au conflit armé les légations néerlandaises a donné de bons résultats. L'impact politique de ces troupes de maintien de l'ordre légionnaire a été toutefois finalement approuvé, à l'exception d'un seul membre qui a voté contre, avec le Parti Vert-Gauche. De plus, alors que les observateurs estimaient que le PVDA était allé au maximum de sa compétence, il semble que les tirs de missiles tirés sur Israël et le traitement infligé par Bagdad aux pilotes alliés capturés ont annihilé les derniers effets d'une des plus hautes responsabilités européennes.

Mais le fossé se creuse entre le soutien du PVDA et sa base, à en juger par les critiques formulées ces derniers jours par un groupe de personnalités et des présidents de fédérations, adéquatement nommés en épigone par le quotidien prêté de sympathisants. La famille travailliste lèvera son lingot sale lors du congrès du parti, les 1^{er} et 2^e février prochains, mais la proximité des élections provinciales (6 mars) la retardera sans doute de procéder au grand déboulage.

CHRISTIAN CHARBET

CHRISTIAN CHAPTER

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

CHAMPS ÉCONOMIQUES

[illegible]

Journal 150

LA GUERRE DU GOLFE

Le rôle des médias et les manifestations pacifistes

M. Rocard intervient dans le débat sur l'information

Parallèlement aux initiatives du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de l'Observatoire parlementaire sur les médias (le Monde du 26 janvier), le premier ministre a jugé bon d'intervenir dans le débat déontologique sur la couverture médiatique du conflit. M. Michel Rocard a écrit, le 24 janvier à M. Jacques Boutet, président du CSA et à M. Claude Pohl, président de la Fédération de la presse française.

Tout en affirmant que les problèmes déontologiques « relèvent de la seule appréciation de la profession et du CSA », M. Rocard souligne « la contradiction entre la tendance parfois observée au spectaculaire et à la dramatisation et le sang-froid indispensable tant à la rigueur de l'information qu'au souci de la cohésion nationale ».

Le premier ministre consacre la plus grande partie de sa mise en garde aux problèmes soulevés par la diffusion des images de prisonniers par les médias. Il appelle les chaînes de télévision à réfléchir à l'opportunité d'une telle diffusion avant d'être confrontées à l'exhibition d'éventuels prisonniers français. Pour le premier ministre, ces images

« constituent, pour ceux qui sont contraints par la force à paraître publiquement, qu'ils soient ou non conduits à s'exprimer, un outrage, une humiliation insupportable devant tous leurs compatriotes et les placent dans une situation très grave, attentatoire à leur dignité ».

M. Rocard ajoute : « Aux souffrances et aux sévices éventuels subis par ces prisonniers, la diffusion de telles images ajoute - le passé l'a prouvé - un traumatisme qui dure bien au-delà de la durée de la captivité, pour les intéressés et pour leurs familles. Vous comprendrez qu'il est de mon devoir à l'égard des soldats de m'en préoccuper ».

Au moment où cette lettre parvenait au CSA, les directeurs de l'information de A2, FR3, la Cinq, M6, Canal Plus et RFO étaient reçus par les conseillers des « sages » pour évoquer les mêmes problèmes. Si l'autorité indépendante se dit satisfaite des efforts accomplis par les télévisions depuis la première réunion du 16 janvier, quelques dérapages continuent à susciter l'inquiétude des neuf membres. Le plus spectaculaire est celui de la Cinq qui a diffusé les images d'une manifesta-

tion algéroise en mélangeant celles d'un défilé du Hezbollah tournées au Liban. Sur la demande du CSA, la chaîne d'Hachette a diffusé un rectificatif. Les conseillers ont donc réitéré « l'obligation absolue » de s'assurer et de dater les documents en laissant entendre que de nouvelles manipulations d'images seraient sévèrement sanctionnées.

Les images des prisonniers

La réunion a aussi abordé les problèmes soulevés par les reportages sur les réactions des immigrés en France, et le communiqué du CSA souligne « la nécessité de traiter avec la pondération et la rigueur indispensables les sujets relatifs aux tensions intercommunautaires, en évitant d'exagérer la portée de tel ou tel incident ».

Repondant aux préoccupations du premier ministre, le CSA et les chaînes semblent s'être accordés sur la non-diffusion « de documents contraires à la dignité des personnes et aux stipulations de la Convention de Genève sur les prisonniers de guerre et de renoncer à toute exploi-

tion complaisante des images des soldats tués, prisonniers ou blessés et des réactions de leurs proches ».

Au CSA, on insiste sur le consensus nécessaire entre les médias : « Nous ne voulons pas nous ériger en maître moral », affirme M. Jean-Eric Schoettl, directeur général de l'institution. Nous cherchons à bâtir un soubassement éthique suffisamment solide pour affronter sereinement la couverture d'une guerre qui s'annonce, hélas, longue ».

Mais l'attitude de TF1 trouble ce consensus. Ses responsables de la Une n'ont pas voulu participer à la réunion du 25 janvier malgré une conversation téléphonique orageuse entre M. Boutet et M. Patrick Le Lay, président-directeur général de la chaîne. Une attitude que les membres du CSA jugent en privé « insolente et irresponsable ». Préférant fixer elle-même ses propres règles déontologiques, TF1 a décidé de ne diffuser que des images muettes des prisonniers quelle que soit leur nationalité et de couper « le son de propos nécessairement tenus sous la contrainte ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Attentats anti-occidentaux en Grèce et au Pérou

De nouvelles manifestations contre la guerre devaient avoir lieu, notamment en France et en Allemagne, samedi 26 janvier, pour protester contre le développement de la guerre dans le Golfe. Par ailleurs des intérêts américains, français et britanniques ont été la cible d'attentats, notamment en Grèce et au Pérou.

Une nouvelle manifestation en faveur de la paix, organisée par les signataires de l'appel des 75, devait avoir lieu samedi 26 janvier à Paris au départ de la place de la République avec dispersion à Port-Royal. Une vingtaine d'associations représentatives de la population immigrée en France ont par ailleurs décidé de se regrouper au sein d'un collectif national « afin d'éviter les dérapages » et d'assurer la protection de toutes les communautés », à l'initiative de Djida Tazdait, députée européenne sur la liste des Verts. Cette action serait justifiée par la situation dans certains départements, notamment en Corse : ainsi, alors que de nombreux actes racistes ont été relevés dans l'île ces derniers jours, une tentative d'incendie criminel a été commise dans la nuit du 24 au 25 janvier contre les locaux du consulat du Maroc de Bignaglia (Haute-Corse).

En Allemagne, une trentaine de trains spéciaux et des centaines de bus ont été réservés par un groupe de coordination des mouvements pacifistes, écologistes, chrétiens, et humanitaires ainsi que du parti social-démocrate, afin de drainer les quelque cent cinquante mille personnes attendues à Bonn samedi 26 janvier pour un rassemblement sur le thème : « Arrêtez la guerre dans le Golfe ». Une contre-manifestation devait avoir lieu au même moment à l'appel de l'Association d'amitiés germano-israéliennes sur le thème : « Solidarité avec Israël ».

En Turquie, la police a sévèrement réprimé, le 25 janvier, une manifestation pacifiste à Tattvan, dans l'est du pays, où un homme ayant été tué par une balle et deux autres blessés. De nombreuses manifestations anti-américaines et pro-irakiennes ont eu lieu en Inde, à Bangalore, Bidar et Calcutta. Au Pakistan, le parti de l'ancien premier ministre, M. Benazir Bhutto, a dénoncé les bombardements commis par les alliés de l'Irak et a réclamé le rapatriement des soldats pakistanais déployés en Arabie saoudite.

Toujours au Pakistan, vendredi, au moins trois personnes ont été tuées et sept autres blessées - quatre morts et quinze blessés selon

Le général Schmitt conteste le compte rendu de ses propos

Polémique entre l'Etat-major et l'AFP

Le chef d'Etat-major des armées, le général Maurice Schmitt, a mis en cause vendredi 25 janvier, le compte rendu par l'Agence France Presse de propos tenus par lui-même et le ministre de la Défense. Pour le général Schmitt, « le souci de réagir très vite conduit quelquefois à avoir des télégrammes très réducteurs ».

Le général affirme ainsi que le 17 janvier sur Europe 1, en réponse à Jean-Pierre Elkabbach qui lui disait : « On annonce que 80 % du potentiel aérien irakien avait été détruit », sa réponse fut : « Ecoulez 80 %, cela ne me paraît pas du tout possible. Je crois que je vous dirais aujourd'hui que si nous en étions à 50 %, je serais très heureux ». La dépêche de l'AFP relayant « le général Schmitt annonce que 50 % de l'aviation irakienne a été détruite » n'est donc « pas du tout la même chose » selon le général, qui ajoute « on alors j'écris dans le nouveau français, ou je parle un nouveau français ».

Pour sa part, la direction de l'AFP reprochait « à toutes fins utiles » la transcription des propos tenus en direct du général Schmitt. Question : « Est-ce que ce soir on peut dire que l'aviation irakienne est vraiment clouée au sol, ou ce qui était caché dans les hangars est inutilisable et ne peut plus intervenir dans la guerre ? » Réponse du général Schmitt : « Je pense qu'on peut donner une certaine probabilité à cette affirmation là. Si vous voulez, en me risquant à des pourcentages, mais avec toute la prudence dont il faut faire preuve - car les avions irakiens sont dans des hangars et protégés - je pense que l'on a bien causé de l'ordre de 50 % de pertes à l'aviation irakienne. En tous cas, il y a un constat, c'est qu'il y a très peu d'avions irakiens en vol ».

Le général Schmitt accuse aussi l'AFP d'avoir déformé les propos en conférence de presse de M. Jean-Pierre Chevènement le 17 janvier. Après avoir indiqué

que les objectifs traités par l'aviation étaient « des cibles ou des cibles », le ministre de la Défense aurait répondu « non » à un journaliste lui demandant : « Est-ce que vous excluez - ou quelque chose comme ça - des cibles en Irak ? ».

Cette version du général Schmitt ne coïncide pas, à son avis, avec le script des propos du ministre, que l'AFP diffuse pour sa défense. Question : « Les avions sont-ils intervenus sur le territoire du Koweït ? » Réponse du général Schmitt : « Cela veut-il dire que la France a pris comme limite à son engagement de ne pas intervenir sur le territoire irakien ? » Réponse de M. Chevènement : « C'est exact. Il y a comme vous le savez un protocole qui a été fixé, cette nuit même, avec le commandement américain pour régler les modalités du contrôle opérationnel ».

Enquêtes pénales sur des tracts vendus en Allemagne. - Les parquets de Colmar Mulhouse et Strasbourg ont ouvert des enquêtes pénales pour retrouver les auteurs de tracts anonymes contenant des propos racistes diffusés dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin depuis le début de la guerre du Golfe. Présents comme des lettres qui seraient écrites par des « Algériens et Arabes », ces documents appellent à la constitution d'une « Francmaison musulmane » en usant de termes violents et injurieux.

Trois revues pro-irakiennes interdites. - Trois publications pro-irakiennes éditées en France ont été interdites à la circulation, à la distribution et à la vente par arrêté du ministre de l'Intérieur publié le 26 janvier, qui les estime « de nature à troubler l'ordre public ». Il s'agit de *Al Arab*, *Al Dastour*, et *Kol al Arab*, le directeur de cette dernière ayant été expulsé de France cette semaine en application de la procédure d'urgence absolue.

M. Chevènement porte plainte contre « le Quotidien de Paris »

Après la publication d'un éditorial du *Quotidien de Paris*, (édition du 24 janvier), le ministre de la Défense a annoncé, le vendredi 25 janvier, qu'il demandait au garde des sceaux de porter plainte pour « imputations diffamatoires » devant la 17^e chambre du tribunal de Paris.

Sous le titre « Chevènement, le chant partisan », le directeur délégué du *Quotidien de Paris*, M. Alain Chastagnol, commentait des propos de M. Jean-Pierre Chevènement qui a accusé, sur Europe 1, MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac de ne pas avoir fait preuve de patriotisme dans leurs relations avec l'Irak pendant qu'ils étaient au pouvoir.

« Est-ce à dire, a écrit notamment l'éditorialiste du *Quotidien*, que Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing sont les sèdes d'un « parti de l'étranger » ? Voilà une accusation qu'on connaît. S'agit-il du parti des Etats-Unis ou de celui d'Irak ? Accuser l'opposition de trop suivre les Etats-Unis rendrait fausement compte de toute l'histoire gaulliste. L'accuser de succomber aux pressions israéliennes laisse horriblement pressentir l'antisémitisme (...) ». (M. Chevènement) s'est encore refusé, à ce jour, même à traiter Saddam Hussein de criminel de guerre, en arguant du fait qu'aucun pilote français n'avait été torturé. Voilà qui nourrit terriblement le doute ».

Les pacifistes américains se mettent à l'informatique

Comme les stratégies militaires qu'ils aiment de contrer, les opposants à la guerre du Golfe tout en continuant à distribuer des tracts dans la rue, utilisent à présent l'informatique pour organiser leur mouvement à l'échelle mondiale. Il s'agit de PeaceNet, un réseau informatique basé à San Francisco et qui compte huit mille abonnés dans une cinquantaine de pays.

Au printemps 1989 lors des

événements de Pékin, les étudiants chinois à l'étranger avaient déjà utilisé ce réseau pour faire circuler des informations en déjouant la censure. Les opposants à la guerre du Golfe se servant à présent de PeaceNet pour contrer ce qu'ils considèrent comme la couverture partielle du mouvement pacifiste par la presse. Ils échangent aussi des informations sur les activités du mouvement. « En 1987,

quand j'étais étudiant à Stanford, nous devions écouter les émissions des radioamateurs pour savoir ce qui se passait sur les autres campus à propos de la guerre du Vietnam », a déclaré M. Frederick, l'un des directeurs du réseau informatique. Aujourd'hui, il suffit de consulter PeaceNet moyennant 15 dollars à l'inscription et 10 dollars par mois. - (AFP)

EUROPE 1 SUR TOUS LES FRONTS

A PARIS 104.7 FM

AMIENS 104.7 FM	BEZIERS 96 FM	COURCHEVEL 104.7 FM	LE MANS 104.7 FM	MONTPELLIER 88.8 FM	PAU 104.7 FM	RENNES 104.7 FM	TOULOUSE 96.1 FM
ANGERS 104.7 FM	BIARRITZ 105.1 FM	DIJON 104.7 FM	LILLE 92 FM	MORLAIX 104.7 FM	PERPIGNAN 90.5 FM	ST-BRIEUC 104.7 FM	TOURS 104.7 FM
ARCAHON 104.7 FM	BORDEAUX 104.7 FM	GRENOBLE 104.6 FM	LIMOGES 104.7 FM	NANCY 105.5 FM	POITIERS 104.7 FM	ST-ETIENNE 104.7 FM	TROYES 104.7 FM
AUXERRE 104.4 FM	BREST 104.7 FM	GURET 88.7 FM	LORIENT 104.7 FM	NANTES 104.7 FM	QUIMPER 104.7 FM	ST-MALO 104.7 FM	VALENCE 105.9 FM
AVIGNON 104.4 FM	CHALON S/S 106.7 FM	LA ROCHELLE 104.7 FM	LYON 104.6 FM	NEVERS 104.6 FM	REIMS 104.7 FM	ST-NAZAIRE 104.7 FM	VANNES 104.7 FM
BAYONNE 105.1 FM	CHAMBERY 97.6 FM	LAVAL 104.7 FM	MARSEILLE 104.7 FM	NIMES 104.7 FM		TOULON 104.7 FM	
BESANCON 104.9 FM	CLERMONT-FD 104.7 FM	LE HAVRE 104.7 FM	METZ 105.3 FM	ORLEANS 104.7 FM			

EUROPE 1

L'information en continu

EUROPE

URSS : pour assurer le maintien de l'ordre

L'armée et la milice vont former des unités mixtes dans les grandes villes

Un nouveau pas a été franchi en URSS dans la politique de durcissement et de reprise en mains, avec l'annonce, vendredi 25 janvier, de la création de patrouilles conjointes de l'armée et de la milice dans les grandes villes à partir du 1^{er} février.

En vertu d'un ordre signé par le ministre de l'Intérieur, M. Boris Pougov, et par son collègue de la Défense, le maréchal Dmitri Iazov, ces patrouilles mixtes - armées et équipées de blindés - seront déployées à Moscou et dans les principales villes du pays en cas de manifestations ou durant certains

week-ends, a annoncé l'agence non officielle Interfax. C'est la première fois depuis le début de la perestroïka, en 1985, que l'armée soviétique se trouve ainsi associée de façon permanente à des opérations de maintien de l'ordre. Cela s'apparente à l'état d'urgence et il est possible que des instructions secrètes accompagnent cet ordre, a estimé un député du Parlement de Russie, l'officier Sergueï Iatchoukov, cité par Interfax. L'ordre des ministres insiste sur la nécessité de constituer des patrouilles et de tenir prêt dans chaque garnison militaire, une compagnie ou un bataillon avec ses armes et ses munitions. Toutes les grandes villes sont

concernées par ce dispositif : les capitales de république ou de région, mais aussi les grandes villes industrielles. Il sera fait appel à ces unités « en cas de manifestations, d'événements politiques importants ou les week-ends et les jours de fête si nécessaire », ajoute Interfax.

L'armée n'était employée jusqu'à présent que ponctuellement pour des opérations de maintien de l'ordre, dans le Caucase ou en Asie centrale, des régions où se produisent des troubles interethniques. Elle n'est notamment jamais intervenue dans les rues de Moscou, cette tâche étant jusqu'ici de la seule compétence de la milice (police) et des troupes du ministère de l'Intérieur (régiments constitués

sur le modèle militaire et équipés de blindés).

L'armée est intervenue directement ces dernières semaines dans les Républiques baltes, participant notamment, en collaboration avec les troupes de l'Intérieur, à l'attaque des installations de la Télévision lituanienne du 13 janvier, qui a fait quatorze morts.

Ce changement de politique, justifié officiellement par la chasse aux milliers de réfractaires au service militaire, constitue un tournant important dans l'attitude de l'armée devant les événements intérieurs qui ont en lien en Union soviétique. (AFP)

YUGOSLAVIE

Un compromis se dessine entre les autorités fédérales et la Croatie

La présidence yugoslave et les dirigeants de la Croatie ont annoncé, samedi matin 26 janvier, être convenus d'un moyen d'éviter un affrontement entre la République fédérale et l'armée fédérale. Les dirigeants de Zagreb ont accepté, lors d'une réunion de crise tenue au cours de la nuit, de démolir le même jour les réserves de la milice locale (police armée). L'armée a accepté, de son côté, de lever en même temps les mesures qui plaçaient ses soldats en état de préparation au combat.

Un affrontement direct risquait d'opposer l'armée aux miliciens croates, le gouvernement de Zagreb de la Croatie ayant décliné l'ordre que lui avaient donné les autorités fédérales et les chefs militaires de démanteler les unités armées gardant les bâtiments stratégiques et les ponts de Zagreb depuis le week-end dernier.

Vendredi soir, l'armée yugoslave, dans un film présenté à la télévision de Belgrade avait accusé les autorités nationalistes de Croatie de préparer un « soulèvement armé » et d'avoir déjà dressé des listes de militaires à abattre. Avant la diffusion de ce documentaire, le ministre fédéral de la Défense avait annoncé que « plusieurs personnes » soupçonnées de préparer des actes terroristes et des attaques contre des militaires avaient été arrêtées en Croatie. Ces personnes seraient parties des « unités paramilitaires illégales » dont les autorités fédérales avaient exigé, sans succès, le démantèlement (le Monde du 26 janvier).

On s'interroge à Belgrade sur l'authenticité des documents présentés dans ce film, manifestement montés par les services spéciaux de l'armée, qui met également en

cause les États-Unis, soupçonnés d'avoir proposé à la Croatie une aide militaire gratuite, et la Hongrie, accusée d'avoir « vendu illégalement » à la Croatie plusieurs milliers de kalachnikov. « Une armée terroriste a été formée en Croatie », a estimé le commentateur militaire anonyme, en accusant le président de la République de Croatie, M. Franjo Tudjman, d'avoir couvert ces opérations.

L'ambassadeur des États-Unis à Belgrade, M. Warren Zimmerman, de même qu'un porte-parole de l'ambassade de Hongrie ont démenti ces informations.

M. Tudjman se trouvait vendredi soir à Belgrade, où il a rencontré son homologue serbe, M. Slobodan Milosevic, pour discuter des relations entre la Croatie et la Serbie et de l'avenir de la Fédération. Au cours d'une session d'urgence du Parlement croate le matin même, M. Tudjman avait averti que la Croatie ferait sécession en cas d'intervention de l'armée yugoslave. « C'est une situation où l'armée populaire yugoslave tente d'opérer une sorte de putsch militaire », a déclaré M. Tudjman.

Le gouvernement britannique a fait savoir aux autorités yugoslaves qu'il « déplorait tout usage de la force contre les gouvernements démocratiquement élus de Croatie et de Serbie ». A Washington, le porte-parole du département d'État, Mme Margaret Tutwiler, a fait savoir à Belgrade que les États-Unis prenaient « le danger de violence » très au sérieux. (AFP, Reuter.)

POLOGNE

L'interdiction de l'avortement sera soumise à une « consultation sociale »

Les députés polonais ont décidé, vendredi 25 janvier, de soumettre le projet de loi proposant d'interdire l'avortement à une « consultation sociale ». Ils ont refusé de se prononcer sur ce texte déjà adopté par le Sénat et prévoyant jusqu'à deux ans de prison pour les médecins pratiquant des interruptions de grossesse (le Monde du 26 janvier). Cette consultation aura lieu du 15 février au 31 mars dans tout le pays. Une tentative d'adopter immédiatement la proposition controversée des sénateurs a également été repoussée par les députés.

qui ont décidé de mettre sur pied une commission ad hoc, alors que, pour la deuxième journée consécutive, partisans et adversaires de l'avortement ont défilé sous les fenêtres de la Diète.

L'Eglise catholique a mis tout son poids pour faire interdire l'avortement, une mesure présentée comme « un don de la Pologne à l'Europe », selon l'expression du cardinal-primat Józef Glemp. Le pape Jean Paul II est lui-même intervenu pour demander que la loi de 1956, très libérale, soit abrogée. (AFP)

La conférence de Vienne sur les migrations en Europe

Entre 1,5 et 2 millions de Soviétiques sont susceptibles de quitter leur pays

VIENNE

de notre envoyé spécial

L'URSS estime le nombre de Soviétiques susceptibles de quitter le pays pour l'Occident entre 1,5 et 2 millions de personnes, a indiqué vendredi 25 janvier M. Vladimir Tchitcherbakov, chef de la délégation soviétique à la conférence internationale sur les migrations d'Europe de l'Est vers l'Europe de l'Ouest, organisée à Vienne par le Conseil de l'Europe (le Monde du 26 janvier).

M. Tchitcherbakov, président du comité d'État pour le travail et les questions sociales, a assuré devant la presse qu'il n'y aura toutefois pas de vague humaine déferlant sur l'Europe en provenance d'URSS. S'adressant auparavant aux ministres représentant les trente-quatre pays présents à la conférence, il a proposé d'« éviter des discussions sur les migrations (...) qui sont seulement pourrissent l'émotion et ne font que nuire à la migration, mais, ce qui nous importe bien plus, assurer un haut niveau de protection sociale aux ressortissants soviétiques travaillant à l'étranger ». M. Tchitcherbakov a indiqué que Moscou était « en train de préparer des accords appropriés » avec la RFA, la Finlande, la Suède et la Belgique. Avant de lancer un plaidoyer en faveur d'une aide à l'URSS, le délégué soviétique a accusé les pays occidentaux de vouloir limiter la libre circulation des citoyens soviétiques. « Nous interdisons la sortie du pays, en conjonction, alors que nous favorisons, certains ministres de l'Intérieur ici présents proposent de nous

interdire l'entrée dans leurs pays, a-t-il affirmé. (...) Ces mesures discriminatoires portent atteinte aux droits des citoyens soviétiques à la libre circulation en Europe, ce qui contredit, à notre avis, non seulement la lettre mais aussi l'esprit des accords d'Helsinki et de la Charte européenne ».

La conférence a clos ses travaux par l'adoption d'une résolution recommandant aux États de coopérer notamment en matière de formation, d'harmonisation des politiques d'asile, d'échange d'informations et de lutte contre le travail clandestin. Et afin que cette résolution ne reste pas lettre morte, les ministres sont convenus de prolonger, au niveau de leurs experts, cette première concertation à l'échelle du continent. Une réunion entre hauts fonctionnaires doit avoir lieu le 15 février.

M.-P. S.

M. Tchourkine n'exclut pas un retour à la « guerre froide ». « Un retour à la guerre froide est possible », a estimé vendredi 25 janvier à Moscou, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Vitali Tchourkine. Répondant à quelques journalistes à l'issue d'un point de presse, M. Tchourkine, précisant qu'il s'agissait d'un avis personnel a expliqué : « Une réaction hâtive à des événements qui ont pu se produire ou qui peuvent encore se produire en URSS peut mettre en danger les résultats que nous avons eu tant de mal à obtenir depuis cinq ans ». (AFP)

En visite à Paris

Les ministres letton et lituanien des affaires étrangères demandent des sanctions politiques contre Moscou

Alors que des dizaines de milliers de personnes participaient, vendredi 25 janvier à Riga, aux obsèques des victimes de la fusillade du dimanche 20 janvier, qui a fait quatre morts, les ministres letton et lituanien des affaires étrangères, MM. Janis Jurkans et Algirdas Saudargas, ont plaidé la cause balte à Paris auprès des dirigeants français. Ils ont déclaré que si les militaires soviétiques étouffaient le processus démocratique dans les Républiques baltes, ils ne tarderaient pas à faire de même en Europe de l'Est.

Reçus par le premier ministre, M. Michel Rocard, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, et les présidents des deux chambres, MM. Laurent Fabius et Alain Poirer, les deux ministres se sont déclarés satisfaits de la « véritable compréhension » qu'ils ont rencontrée auprès d'eux, comme d'ailleurs dans d'autres pays occidentaux où ils s'étaient rendus auparavant. M. Rocard leur a indiqué que le gouvernement français était prêt à faciliter, « y compris financièrement », l'ouverture d'un bureau d'information et de représentation des pays baltes à Paris.

Les deux ministres ont insisté au cours d'une conférence de presse sur la gravité de la crise qui, selon eux, ne le cède en rien à celle du Golfe, estimant au passage que les Soviétiques avaient fait « un faux calcul » en pensant que la seconde

occulterait la première. M. Jurkans n'a pas moins exprimé sa conviction que l'on allait entrer en URSS dans « une phase de dictature, militaire ou autre ». Il a affirmé que M. Mikhaïl Gorbatchev n'avait « pas le contrôle de la situation » et déploré qu'il soit « trop faible même pour condamner les morts survenues à Vilnius et Riga, parce que cela l'obligerait à condamner ceux qui les ont provoqués ». M. Saudargas a constaté « un changement dans le raisonnement des pays occidentaux, qui jusqu'à présent n'avaient vu en Gorbatchev, et dans le processus en cours en URSS, que ce qu'ils voulaient bien y voir ».

Ils ont d'autre part « attiré l'attention » des dirigeants français sur le fait que les responsables soviétiques qui ont « mené l'action » répressive dans les pays baltes ne se souciaient pas d'économie et ne craignaient pas les sanctions économiques des Occidentaux. « Peut-être est-il nécessaire, a précisé M. Saudargas, de passer à des sanctions politiques, de faire des démarches diplomatiques avec les pays baltes. Il faudrait aussi que les Occidentaux adoptent une position plus ferme sur la sécurité en Europe et que le problème balte soit posé devant le Conseil de sécurité ». (AFP)

AFRIQUE

SOMALIE

Les rebelles rejettent une offre de démission du président Syaad Barré

« Si un cessez-le-feu intervient, je quitte mon poste », a annoncé, vendredi 25 janvier, sur les ondes de la radio nationale, le président Mohamed Syaad Barré. Ce geste sans précédent de la part du vieux dirigeant, au pouvoir depuis 1969, a été aussitôt rejeté, à Londres, par les représentants des rebelles de l'Union de la Somalie unifiée (USC), qui ont qualifié l'offre présidentielle de « tactique de trahison ».

La proposition du chef de l'État survient alors qu'un nouveau gouvernement vient d'être mis en place, dirigé par un ancien opposant, M. Omar Arteh Galeb, et que Mogadiscio est dévastée par les combats que se livrent l'USC et les forces régulières depuis le 30 décembre dernier. Plus des deux tiers des habitants ont fui la capitale. Ceux qui restent n'ont plus ni eau ni nourriture.

En l'espace de quatre semaines, près de 100 000 civils somaliens se sont réfugiés en Éthiopie, tandis que quelque 10 000 autres arrivent au Kenya. Selon des pêcheurs kenyans, une centaine d'habitants de Mogadiscio, tentant de s'enfuir par la mer, ont péri noyés. (AFP, Reuter, UPI)

DJIBOUTI

Une vingtaine de présumés putschistes restent en prison

La « tentative de complot » ayant visé, selon le ministère de l'Intérieur, à renverser le régime du président Gouled début janvier s'est soldée par une vague importante d'arrestations, touchant essentiellement les membres de la communauté des Afars - dont une vingtaine restent en prison sous l'inculpation d'« association de malfaiteurs », d'« atteinte à la sûreté de l'État », d'« assassinat » ou de « tentative d'assassinat ». Dernière arrestation en date : celle, mercredi 23 janvier, d'un des assistants présumés de la caserne de Tadjoura (Nord). Au cours de cette attaque, survenue dans la nuit du 8 au 9 janvier, un soldat avait été tué et deux autres blessés.

Plusieurs autres incidents - embuscade près de la localité de Dittion, manifestation dans le quartier sûr de Djibouti-ville - ont secoué la minuscule république et ravivé les frustrations ethniques. Située au débouché de la mer Rouge, Djibouti, qui subit indirectement les ravages de la guerre du Golfe, se serait bien passée de ces querelles de famille.

Les Afars, écartés du pouvoir après l'indépendance en 1977, représentent de 40 % des quelque 450 000 habitants de Djibouti. Certains opposants, dénonçant la « répression aveugle » dont la communauté afar serait victime, n'hésitent pas à brandir le spectre d'une prochaine « guerre civile ». Selon eux, la thèse du « putsch manqué », défendue dans les cercles gouvernementaux, ne serait qu'un « prétexte » pour justifier les coups de fil policiers.

La saisie d'un stock de 700 kilos d'armes, mercredi 16 janvier, dans le district de Tadjoura - aussitôt annoncée par le quotidien gouvernemental la Nation - semble pourtant accréditer la thèse d'un complot. « Si complot il y a eu, ce qui reste à prouver, je suis persuadé qu'aucun Afar n'est impliqué », s'insurge M. Mohamed Kadamy, chercheur djiboutien d'origine afar, résident en France. « Ou alors, ce ne seraient que des gens isolés », ajoute-t-il prudemment.

D'après les témoignages recueillis par M. Kadamy, trois des inculpés, actuellement détenus à Djibouti, auraient été « enrôlés par l'armée ». L'officier Mohamed Ahmed « Diny », Amnesty International, qui s'est officiellement inquiété des conditions de détention des prisonniers, n'était pas en mesure, samedi, de confirmer ou démentir ces déclarations - dont elle n'a pas été informée.

En revanche, l'organisation humanitaire a reçu l'assurance du ministère de l'Intérieur que les droits des présumés putschistes ne seraient pas respectés, ces derniers bénéficiant notamment du droit de visite de leurs familles et de leurs avocats. Parmi les principaux inculpés figurent MM. Ali Aref Bourhan (ancien président du conseil du gouvernement à la veille de l'indépendance), Aref Mohamed Aref (neveu du président) et Mohamed Desoud, directeur des finances.

C. S.

AMÉRIQUES

COLOMBIE

Une opération contre les « extraditables » se termine par la mort d'un otage

Une opération montée par la police pour récupérer deux des journalistes retenus en otage par le cartel de Medellín s'est terminée tragiquement, vendredi 25 janvier. Dans Turbay, ville de l'ancien président de la République Julio Cesar Turbay, et directrice de la revue Hoy por Hoy, de Bogotá, blessée de plusieurs balles pendant l'assaut, est morte à l'hôpital.

La police avait appris que les « extraditables », bras militaire du cartel, gardaient deux de leurs otages dans une villa de Copacabana, localité située à quelque 40 kilomètres au nord-est de Medellín. Selon une radio locale, elle pensait trouver sur les lieux Pablo Escobar, numéro un du cartel. Une opération fut montée, avec une centaine de membres de l'unité d'élite spécialisée dans la lutte antiterroriste. Dans la fusillade qui s'ensuivit, cinq des quinze ravisseurs ont été tués. L'un des deux otages, un cameraman, Ricardo Becerra, a été libéré sain et sauf, mais sa compagne de détention, Diana Turbay, a été atteinte de trois balles tirées, selon la version officielle, par ses gardiens. Transportée aussitôt dans un hôpital de Medellín, la journaliste a été opérée, mais sans succès.

Diana Turbay avait été enlevée le 30 août dernier en même temps que cinq collègues alors qu'elle tentait d'interviewer le chef d'un des principaux mouvements de guérilla, Manuel Pérez, de l'ELN (Armée de libération nationale). (AFP, Reuter.)

EN BREF

■ BELGIQUE : nouvelle démission d'un diplomate dans l'affaire Walid Khaled. - Un troisième diplomate, M. Jan Van Dessel, conseiller de M. Mark Eyskens, ministre belge des affaires étrangères, a démissionné à la suite de l'affaire Walid Khaled, membre du groupe d'Abou Nidal qui s'est récemment rendu en Belgique pour d'ultimes tractations secrètes liées à l'échange des otages belges du SILCO contre un terroriste palestinien. Deux hauts responsables du ministère des affaires étrangères avaient déjà démissionné lundi 21 janvier à la suite de la visite à Bruxelles du porte-parole du Fatah-CR. (AFP)

■ ITALIE : explosion dans une discothèque. - Une jeune femme de vingt-sept ans, Léona Rossi, a été tuée et une trentaine de personnes blessées dans la nuit du vendredi 25 au samedi 26 janvier, dans une discothèque d'Arezzo, en Toscane, lors d'une violente explosion. Selon les premiers éléments de l'enquête, la déflagration se serait produite dans les toilettes de l'établissement et pourrait être due à une fuite de gaz, mais l'hypothèse d'une explosion d'origine criminelle n'est pas écartée. (AFP)

■ ROUMANIE : nouvelle manifestation à Timisoara. - Plus de dix mille personnes ont manifesté, vendredi 25 janvier, à Timisoara pour demander la démission du président Ion Iliescu et du gouvernement de M. Petre Roman. Les manifestants s'étaient rassemblés à l'appel de l'association humanitaire « 17 décembre » qui milite en faveur des victimes de la révolution roumaine de décembre 1989 et de leurs héritiers. (AFP)

■ Décès de la princesse Hélène. - La princesse Hélène de Roumanie, tante du roi Michel, est décédée aux États-Unis lundi 21 janvier à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Plus connue sous le nom de « Mère Alexandra », la princesse Hélène, sœur de Carol II, avait été mariée à l'archiduc Anton d'Autriche. Elle avait quitté Bucarest avec sa famille en 1948, lors de l'instauration du régime communiste, et s'était établie en Suisse, puis en Argentine et aux États-Unis. Après la mort de son second fils dans un accident d'avion, elle s'installa en France et entra dans les ordres en 1967. Deux années plus tard, de retour aux États-Unis, elle fonda un couvent orthodoxe en Pennsylvanie. Pendant trente ans elle ne cessa d'envoyer des messages vers la Roumanie.

ASIE

CHINE

L'ancien dirigeant étudiant Wang Dan condamné à quatre ans de prison

L'ancien dirigeant étudiant chinois Wang Dan a été condamné, samedi 26 janvier, à quatre ans de prison pour son rôle au cours du « printemps de Pékin », en 1989. Selon l'agence Chine nouvelle, le tribunal du peuple de Pékin l'a jugé coupable de « crimes graves », mais sa peine a été atténuée parce qu'il avait fait des aveux et avait impliqué d'autres personnes.

Cinq autres militants ont également été condamnés à des peines de prison. Le défenseur des droits de l'homme Ren Wandong s'est vu infliger la plus lourde d'entre elles : sept ans. (Reuter.)

SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'installation du nouveau procureur général de Bastia

Le pari corse de M. Henri Nallet

BASTIA

de notre envoyée spéciale

Si M. Henri Nallet a décidé de ne pas annoncer sa visite en Corse, ce n'est ni par goût du secret, ni, comme on le murmure à Bastia, pour des raisons de sécurité. Le ministre de la justice veut, en réalité, par ce geste peu habituel, assister personnellement à l'installation du magistrat à qui il vient de confier la mission de diriger l'action publique sur l'île.

M. Jean-Louis Nadal, ancien procureur de la République à Créteil (le Monde du 11 janvier), et, en menaçant l'effet de surprise, donner plus de retentissement à son déplacement.

Certes, au cours des discours protocolaires prononcés devant le corps judiciaire, le barreau et toutes les autorités locales, certains magistrats ont tenu à souligner que les juridictions insulaires « fonctionnent aussi bien que sur le continent et avec le même indépendance » et ont estimé que la justice en Corse ne mérite pas « les critiques et les sarcasmes » dont elle fait l'objet.

Mais chacun avait en tête la récente vague d'assassinats et le désaveu implicite du ministre délégué à la justice, M. Georges Kiej-

man qui (le Monde du 5 janvier) avait appelé les magistrats de Corse à accomplir leur tâche « avec plus d'énergie et avec plus de pugnacité ». A Bastia, deux juges d'instruction sont toujours suspendus et l'inquiétude, face à une criminalité et une petite délinquance que l'on a du mal à poursuivre, va croissant.

Une vision extensive de la tâche

M. Jean-Louis Nadal, le nouveau procureur général, n'est pas allé par quatre chemins en définissant les axes de la politique pénale qu'il entend conduire, rappelant, ce qui ailleurs pourrait être une évidence, que « la loi s'applique à tous sur toute l'étendue du territoire (...). Je ne cessai de rappeler la place de la loi. Elle est applicable à tous. Il ne peut y avoir de supra, d'infra ou de non-droit, en un mot de passe-droit. L'exigence d'égalité entre tous les citoyens est une nécessité, une obligation. C'est la donnée incontournable : la loi ne peut être bafouée (...). On ne transige pas avec l'ordre public ».

En énonçant qu'il entend travailler étroitement non seulement avec la police et le gendarmier, avec qui il veut mettre en place des

« observatoires de la délinquance », mais aussi avec les services chargés de l'application « des législations économiques, financières et fiscales » et ceux chargés de « l'urbanisme et l'environnement », M. Nadal a clairement montré qu'il avait une vision extensive de sa tâche.

C'est pour lui « un pari, un défi » que « cette île si libre à juste titre de son originalité, de sa capacité, envers et contre tous, de ne pas désespérer de la justice ».

Le soutien du garde des sceaux ne lui sera, d'évidence, pas complot. Celui-ci a déjà annoncé que les moyens humains comme matériels de la cour d'appel de Bastia seraient sensiblement renforcés, qu'il s'agisse de postes de magistrats et de fonctionnaires vacataires qui seront rapidement pourvus, ou de la dotation « en Corse, ce n'est pas un luxe » de cinq voitures pourvus de radiotéléphone.

Deux télécopieurs « sécurisés », c'est-à-dire codés - ils seraient les premiers du genre à être utilisés par la justice - seront aussi mis à la disposition des magistrats, ce qui en dit long sur la fameuse « originalité » de la justice corse.

AGATHE LOGEART

Simone Weber devant la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle

Le secret d'un mariage

Avant d'examiner le premier crime reproché à Simone Weber et malgré une série d'incidents de procédure, la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle a évoqué, vendredi 25 janvier, les conditions dans lesquelles elle aurait épousé, en 1980, un homme âgé de soixante-dix-neuf ans, décédé vingt-deux jours plus tard dans des conditions indéterminées.

NANCY

de notre envoyé spécial

« Simone Weber, veuve Fixard », c'est ainsi que le président Nicolas Picaud désigne l'accusée. Pourtant, selon l'accusation, son mariage avec Marcel Fixard, le 22 avril 1980, serait un faux réalisé avec l'aide d'un complice qui aurait joué le rôle du mari. A l'époque, ce mariage avait été gardé secret. Les bans n'avaient pas été publiés grâce à une dispense spéciale et même les proches de Marcel Fixard ignoraient cette union, qui, une fois connue, a cependant soulevé quelques murmures.

Etat-il normal qu'une femme de quarante-neuf ans épouse un homme de soixante-dix-neuf ans ? Le président Picaud lui pose la question en s'étonnant qu'elle ne s'ait pas prêté à la réflexion. A l'époque, ce mariage n'a pas été gardé secret. Les bans n'avaient pas été publiés grâce à une dispense spéciale et même les proches de Marcel Fixard ignoraient cette union, qui, une fois connue, a cependant soulevé quelques murmures.

qualités de cœur. Je ne cherchais pas un homme à mettre dans mon lit. C'est ainsi qu'elle a rencontré ce militaire en retraite par le biais des annonces matrimoniales, et le courrier saisi à son domicile est émaillé de phrases d'une poésie touchante. Mais le président ne fait qu'effleurer cette partie du dossier et décide d'entendre un témoin.

Un témoin et des irrégularités

M^{me} Marie-Joséphine Walter, soixante-seize ans, n'était pas au courant du mariage mais elle a vu le couple vivre lorsqu'elle promenait son chien. Pour elle, Marcel Fixard, c'était un beau monsieur, un bel homme quoi. Le président avait compris, mais le témoin ajoute : « Un beau militaire ». L'homme qui pourrait avoir joué le rôle de Marcel Fixard lors du mariage étant entaillé d'un léger strabisme, le magistrat voudrait savoir si M^{me} Walter a regardé les yeux du retraité qu'elle admirait tant. « Je ne regarde pas les yeux des hommes », s'offusque la dame qui ajoute : « Je ne vais pas voir à l'œil un œil qui prend le miroir et l'autre qui n'a pas de billet ». La salle, jurés compris, éclate de rire.

La détentée sera de courte durée car un incident survient à propos des photographies que la police a montrées à M^{me} Walter. Elle affirme n'en avoir vu que quatre alors que le procès-verbal dit qu'il y en avait seize. La défense demande qu'un lui en

donne acte. Pour authentifier sa signature, on montre la déposition à M^{me} Walter qui en profite pour le lire : « On me donne à lire, je lis ». Nouvel incident. La défense exige qu'un lui donne acte de cette nouvelle irrégularité. L'avocat général Philippe Ker se met en colère et menace de s'en aller.

La cour se retire pour délibérer. Et, pendant une heure, M^{me} Walter reste seule au milieu de la salle, assise sur une chaise avec deux gardiens de la paix à proximité qui s'assurent que personne ne vient influencer le témoin. La cour revient et donne partiellement raison à la défense. L'audition du témoin reprend. M^{me} Walter, un peu sordide, qui parle abondamment, révèle que son mari a assisté à sa déposition devant la police. Nouvel incident. Nouvelle demande de donner acte. Nouvelle entrée de l'avocat général. M^{me} Henri-René Garsud lui rétorque : « On y passera le temps qu'il faudra. Ma cliente n'a pas à pour risquer une simple amende ». Cette fois la cour libère le témoin. Mais le président lui explique qu'elle devra revenir le 8 février et qu'entre-temps elle n'a pas à confier de l'affaire avec d'autres.

Frenchement Inquiète, M^{me} Walter rassure la cour : « Je vais rester chez moi ».

MAURICE PEYROT

MÉDECINE

Sida et discrimination

Le gouvernement américain propose de lever l'interdiction de séjour pour les séropositifs

Le gouvernement américain a proposé, vendredi 25 janvier, de lever l'interdiction de séjour frappant les étrangers contaminés par le virus du sida qui souhaitent se rendre aux États-Unis. Selon une proposition, publiée mercredi 23 janvier par le ministère de la Santé, seule la tuberculose, à cause de sa possible contamination par les voies aériennes, ferait encore partie de la liste des maladies infectieuses limitant l'entrée sur le territoire américain. Cette mesure,

qui devrait prendre effet le 1^{er} juin, supprimerait de cette liste le sida et six autres maladies infectieuses, dont la contamination par le virus du sida, ont précisé les autorités sanitaires. « Le sida provoque une grande émotion chez certains - et c'est compréhensible - mais nous sommes pratiquement le seul grand pays à exclure d'entrée les voyageurs atteints par le virus HIV d'entrée sur notre territoire », a expliqué le docteur Louis Sullivan, secrétaire américain à la Santé.

« Cette mesure, a-t-il ajouté, nous permettra de nous aligner sur la réflexion médicale qui est la meilleure, ici comme à l'étranger ».

La législation américaine, considérée par beaucoup comme discriminatoire, avait conduit de nombreuses organisations de lutte contre le sida à boycotter la sixième conférence internationale sur le sida, en juin, à San-Francisco (le Monde du 5 janvier). — (UPI)

Un inculpé dans l'affaire de Saper-Carnes. — M. René Cros, l'industriel qui avait entrepris la démolition, sans autorisation, d'une bâtisse militaire sur la commune de Vallauris (Alpes-Maritimes) a été inculpé, vendredi 25 janvier, d'infraction aux règles d'urbanisme par M. Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction à Grasse. M. Cros avait

acquis, en 1987, un terrain inconstructible de 24 000 mètres carrés sur lequel se trouvait la bâtisse, puis obtenu une simple permis d'aménagement de l'ouvrage. Il avait ensuite revendu le terrain à un promoteur en vue de la construction d'une résidence de loisirs dont les travaux ont été interrompus à la fin de décembre 1990 (le Monde du 8 janvier).

PARIS

MM. Sarre et Chirac polémiquent sur la réforme des finances locales

M. Georges Sarre a répondu, vendredi 25 janvier, à M. Jacques Chirac à propos de la réforme des finances locales. « Le maire, a déclaré le président du groupe socialiste au Conseil de Paris, est le plus mal placé pour critiquer une nouvelle répartition de la dotation globale de fonctionnement, la DGF ». Le gouvernement souhaitait que la DGF, que l'on peut définir comme la subvention que l'Etat verse chaque année aux communes, s'élève à 140 milliards de francs en 1991, à 150 milliards en 1992, à 160 milliards en 1993, à 170 milliards en 1994, à 180 milliards en 1995, à 190 milliards en 1996, à 200 milliards en 1997, à 210 milliards en 1998, à 220 milliards en 1999, à 230 milliards en 2000, à 240 milliards en 2001, à 250 milliards en 2002, à 260 milliards en 2003, à 270 milliards en 2004, à 280 milliards en 2005, à 290 milliards en 2006, à 300 milliards en 2007, à 310 milliards en 2008, à 320 milliards en 2009, à 330 milliards en 2010, à 340 milliards en 2011, à 350 milliards en 2012, à 360 milliards en 2013, à 370 milliards en 2014, à 380 milliards en 2015, à 390 milliards en 2016, à 400 milliards en 2017, à 410 milliards en 2018, à 420 milliards en 2019, à 430 milliards en 2020, à 440 milliards en 2021, à 450 milliards en 2022, à 460 milliards en 2023, à 470 milliards en 2024, à 480 milliards en 2025, à 490 milliards en 2026, à 500 milliards en 2027, à 510 milliards en 2028, à 520 milliards en 2029, à 530 milliards en 2030, à 540 milliards en 2031, à 550 milliards en 2032, à 560 milliards en 2033, à 570 milliards en 2034, à 580 milliards en 2035, à 590 milliards en 2036, à 600 milliards en 2037, à 610 milliards en 2038, à 620 milliards en 2039, à 630 milliards en 2040, à 640 milliards en 2041, à 650 milliards en 2042, à 660 milliards en 2043, à 670 milliards en 2044, à 680 milliards en 2045, à 690 milliards en 2046, à 700 milliards en 2047, à 710 milliards en 2048, à 720 milliards en 2049, à 730 milliards en 2050, à 740 milliards en 2051, à 750 milliards en 2052, à 760 milliards en 2053, à 770 milliards en 2054, à 780 milliards en 2055, à 790 milliards en 2056, à 800 milliards en 2057, à 810 milliards en 2058, à 820 milliards en 2059, à 830 milliards en 2060, à 840 milliards en 2061, à 850 milliards en 2062, à 860 milliards en 2063, à 870 milliards en 2064, à 880 milliards en 2065, à 890 milliards en 2066, à 900 milliards en 2067, à 910 milliards en 2068, à 920 milliards en 2069, à 930 milliards en 2070, à 940 milliards en 2071, à 950 milliards en 2072, à 960 milliards en 2073, à 970 milliards en 2074, à 980 milliards en 2075, à 990 milliards en 2076, à 1000 milliards en 2077, à 1010 milliards en 2078, à 1020 milliards en 2079, à 1030 milliards en 2080, à 1040 milliards en 2081, à 1050 milliards en 2082, à 1060 milliards en 2083, à 1070 milliards en 2084, à 1080 milliards en 2085, à 1090 milliards en 2086, à 1100 milliards en 2087, à 1110 milliards en 2088, à 1120 milliards en 2089, à 1130 milliards en 2090, à 1140 milliards en 2091, à 1150 milliards en 2092, à 1160 milliards en 2093, à 1170 milliards en 2094, à 1180 milliards en 2095, à 1190 milliards en 2096, à 1200 milliards en 2097, à 1210 milliards en 2098, à 1220 milliards en 2099, à 1230 milliards en 2100, à 1240 milliards en 2101, à 1250 milliards en 2102, à 1260 milliards en 2103, à 1270 milliards en 2104, à 1280 milliards en 2105, à 1290 milliards en 2106, à 1300 milliards en 2107, à 1310 milliards en 2108, à 1320 milliards en 2109, à 1330 milliards en 2110, à 1340 milliards en 2111, à 1350 milliards en 2112, à 1360 milliards en 2113, à 1370 milliards en 2114, à 1380 milliards en 2115, à 1390 milliards en 2116, à 1400 milliards en 2117, à 1410 milliards en 2118, à 1420 milliards en 2119, à 1430 milliards en 2120, à 1440 milliards en 2121, à 1450 milliards en 2122, à 1460 milliards en 2123, à 1470 milliards en 2124, à 1480 milliards en 2125, à 1490 milliards en 2126, à 1500 milliards en 2127, à 1510 milliards en 2128, à 1520 milliards en 2129, à 1530 milliards en 2130, à 1540 milliards en 2131, à 1550 milliards en 2132, à 1560 milliards en 2133, à 1570 milliards en 2134, à 1580 milliards en 2135, à 1590 milliards en 2136, à 1600 milliards en 2137, à 1610 milliards en 2138, à 1620 milliards en 2139, à 1630 milliards en 2140, à 1640 milliards en 2141, à 1650 milliards en 2142, à 1660 milliards en 2143, à 1670 milliards en 2144, à 1680 milliards en 2145, à 1690 milliards en 2146, à 1700 milliards en 2147, à 1710 milliards en 2148, à 1720 milliards en 2149, à 1730 milliards en 2150, à 1740 milliards en 2151, à 1750 milliards en 2152, à 1760 milliards en 2153, à 1770 milliards en 2154, à 1780 milliards en 2155, à 1790 milliards en 2156, à 1800 milliards en 2157, à 1810 milliards en 2158, à 1820 milliards en 2159, à 1830 milliards en 2160, à 1840 milliards en 2161, à 1850 milliards en 2162, à 1860 milliards en 2163, à 1870 milliards en 2164, à 1880 milliards en 2165, à 1890 milliards en 2166, à 1900 milliards en 2167, à 1910 milliards en 2168, à 1920 milliards en 2169, à 1930 milliards en 2170, à 1940 milliards en 2171, à 1950 milliards en 2172, à 1960 milliards en 2173, à 1970 milliards en 2174, à 1980 milliards en 2175, à 1990 milliards en 2176, à 2000 milliards en 2177, à 2010 milliards en 2178, à 2020 milliards en 2179, à 2030 milliards en 2180, à 2040 milliards en 2181, à 2050 milliards en 2182, à 2060 milliards en 2183, à 2070 milliards en 2184, à 2080 milliards en 2185, à 2090 milliards en 2186, à 2100 milliards en 2187, à 2110 milliards en 2188, à 2120 milliards en 2189, à 2130 milliards en 2190, à 2140 milliards en 2191, à 2150 milliards en 2192, à 2160 milliards en 2193, à 2170 milliards en 2194, à 2180 milliards en 2195, à 2190 milliards en 2196, à 2200 milliards en 2197, à 2210 milliards en 2198, à 2220 milliards en 2199, à 2230 milliards en 2200, à 2240 milliards en 2201, à 2250 milliards en 2202, à 2260 milliards en 2203, à 2270 milliards en 2204, à 2280 milliards en 2205, à 2290 milliards en 2206, à 2300 milliards en 2207, à 2310 milliards en 2208, à 2320 milliards en 2209, à 2330 milliards en 2210, à 2340 milliards en 2211, à 2350 milliards en 2212, à 2360 milliards en 2213, à 2370 milliards en 2214, à 2380 milliards en 2215, à 2390 milliards en 2216, à 2400 milliards en 2217, à 2410 milliards en 2218, à 2420 milliards en 2219, à 2430 milliards en 2220, à 2440 milliards en 2221, à 2450 milliards en 2222, à 2460 milliards en 2223, à 2470 milliards en 2224, à 2480 milliards en 2225, à 2490 milliards en 2226, à 2500 milliards en 2227, à 2510 milliards en 2228, à 2520 milliards en 2229, à 2530 milliards en 2230, à 2540 milliards en 2231, à 2550 milliards en 2232, à 2560 milliards en 2233, à 2570 milliards en 2234, à 2580 milliards en 2235, à 2590 milliards en 2236, à 2600 milliards en 2237, à 2610 milliards en 2238, à 2620 milliards en 2239, à 2630 milliards en 2240, à 2640 milliards en 2241, à 2650 milliards en 2242, à 2660 milliards en 2243, à 2670 milliards en 2244, à 2680 milliards en 2245, à 2690 milliards en 2246, à 2700 milliards en 2247, à 2710 milliards en 2248, à 2720 milliards en 2249, à 2730 milliards en 2250, à 2740 milliards en 2251, à 2750 milliards en 2252, à 2760 milliards en 2253, à 2770 milliards en 2254, à 2780 milliards en 2255, à 2790 milliards en 2256, à 2800 milliards en 2257, à 2810 milliards en 2258, à 2820 milliards en 2259, à 2830 milliards en 2260, à 2840 milliards en 2261, à 2850 milliards en 2262, à 2860 milliards en 2263, à 2870 milliards en 2264, à 2880 milliards en 2265, à 2890 milliards en 2266, à 2900 milliards en 2267, à 2910 milliards en 2268, à 2920 milliards en 2269, à 2930 milliards en 2270, à 2940 milliards en 2271, à 2950 milliards en 2272, à 2960 milliards en 2273, à 2970 milliards en 2274, à 2980 milliards en 2275, à 2990 milliards en 2276, à 3000 milliards en 2277, à 3010 milliards en 2278, à 3020 milliards en 2279, à 3030 milliards en 2280, à 3040 milliards en 2281, à 3050 milliards en 2282, à 3060 milliards en 2283, à 3070 milliards en 2284, à 3080 milliards en 2285, à 3090 milliards en 2286, à 3100 milliards en 2287, à 3110 milliards en 2288, à 3120 milliards en 2289, à 3130 milliards en 2290, à 3140 milliards en 2291, à 3150 milliards en 2292, à 3160 milliards en 2293, à 3170 milliards en 2294, à 3180 milliards en 2295, à 3190 milliards en 2296, à 3200 milliards en 2297, à 3210 milliards en 2298, à 3220 milliards en 2299, à 3230 milliards en 2300, à 3240 milliards en 2301, à 3250 milliards en 2302, à 3260 milliards en 2303, à 3270 milliards en 2304, à 3280 milliards en 2305, à 3290 milliards en 2306, à 3300 milliards en 2307, à 3310 milliards en 2308, à 3320 milliards en 2309, à 3330 milliards en 2310, à 3340 milliards en 2311, à 3350 milliards en 2312, à 3360 milliards en 2313, à 3370 milliards en 2314, à 3380 milliards en 2315, à 3390 milliards en 2316, à 3400 milliards en 2317, à 3410 milliards en 2318, à 3420 milliards en 2319, à 3430 milliards en 2320, à 3440 milliards en 2321, à 3450 milliards en 2322, à 3460 milliards en 2323, à 3470 milliards en 2324, à 3480 milliards en 2325, à 3490 milliards en 2326, à 3500 milliards en 2327, à 3510 milliards en 2328, à 3520 milliards en 2329, à 3530 milliards en 2330, à 3540 milliards en 2331, à 3550 milliards en 2332, à 3560 milliards en 2333, à 3570 milliards en 2334, à 3580 milliards en 2335, à 3590 milliards en 2336, à 3600 milliards en 2337, à 3610 milliards en 2338, à 3620 milliards en 2339, à 3630 milliards en 2340, à 3640 milliards en 2341, à 3650 milliards en 2342, à 3660 milliards en 2343, à 3670 milliards en 2344, à 3680 milliards en 2345, à 3690 milliards en 2346, à 3700 milliards en 2347, à 3710 milliards en 2348, à 3720 milliards en 2349, à 3730 milliards en 2350, à 3740 milliards en 2351, à 3750 milliards en 2352, à 3760 milliards en 2353, à 3770 milliards en 2354, à 3780 milliards en 2355, à 3790 milliards en 2356, à 3800 milliards en 2357, à 3810 milliards en 2358, à 3820 milliards en 2359, à 3830 milliards en 2360, à 3840 milliards en 2361, à 3850 milliards en 2362, à 3860 milliards en 2363, à 3870 milliards en 2364, à 3880 milliards en 2365, à 3890 milliards en 2366, à 3900 milliards en 2367, à 3910 milliards en 2368, à 3920 milliards en 2369, à 3930 milliards en 2370, à 3940 milliards en 2371, à 3950 milliards en 2372, à 3960 milliards en 2373, à 3970 milliards en 2374, à 3980 milliards en 2375, à 3990 milliards en 2376, à 4000 milliards en 2377, à 4010 milliards en 2378, à 4020 milliards en 2379, à 4030 milliards en 2380, à 4040 milliards en 2381, à 4050 milliards en 2382, à 4060 milliards en 2383, à 4070 milliards en 2384, à 4080 milliards en 2385, à 4090 milliards en 2386, à 4100 milliards en 2387, à 4110 milliards en 2388, à 4120 milliards en 2389, à 4130 milliards en 2390, à 4140 milliards en 2391, à 4150 milliards en 2392, à 4160 milliards en 2393, à 4170 milliards en 2394, à 4180 milliards en 2395, à 4190 milliards en 2396, à 4200 milliards en 2397, à 4210 milliards en 2398, à 4220 milliards en 2399, à 4230 milliards en 2400, à 4240 milliards en 2401, à 4250 milliards en 2402, à 4260 milliards en 2403, à 4270 milliards en 2404, à 4280 milliards en 2405, à 4290 milliards en 2406, à 4300 milliards en 2407, à 4310 milliards en 2408, à 4320 milliards en 2409, à 4330 milliards en 2410, à 4340 milliards en 2411, à 4350 milliards en 2412, à 4360 milliards en 2413, à 4370 milliards en 2414, à 4380 milliards en 2415, à 4390 milliards en 2416, à 4400 milliards en 2417, à 4410 milliards en 2418, à 4420 milliards en 2419, à 4430 milliards en 2420, à 4440 milliards en 2421, à 4450 milliards en 2422, à 4460 milliards en 2423, à 4470 milliards en 2424, à 4480 milliards en 2425, à 4490 milliards en 2426, à 4500 milliards en 2427, à 4510 milliards en 2428, à 4520 milliards en 2429, à 4530 milliards en 2430, à 4540 milliards en 2431, à 4550 milliards en 2432, à 4560 milliards en 2433, à 4570 milliards en 2434, à 4580 milliards en 2435, à 4590 milliards en 2436, à 4600 milliards en 2437, à 4610 milliards en 2438, à 4620 milliards en 2439, à 4630 milliards en 2440, à 4640 milliards en 2441, à 4650 milliards en 2442, à 4660 milliards en 2443, à 4670 milliards en 2444, à 4680 milliards en 2445, à 4690 milliards en 2446, à 4700 milliards en 2447, à 4710 milliards en 2448, à 4720 milliards en 2449, à 4730 milliards en 2450, à 4740 milliards en 2451, à 4750 milliards en 2452, à 4760 milliards en 2453, à 4770 milliards en 2454, à 4780 milliards en 2455, à 4790 milliards en 2456, à 4800 milliards en 2457, à 4810 milliards en 2458, à 4820 milliards en 2459, à 4830 milliards en 2460, à 4840 milliards en 2461, à 4850 milliards en 2462, à 4860 milliards en 2463, à 4870 milliards en 2464, à 4880 milliards en 2465, à 4890 milliards en 2466, à 4900 milliards en 2467, à 4910 milliards en 2468, à 4920 milliards en 2469, à 4930 milliards en 2470, à 4940 milliards en 2471, à 4950 milliards en 2472, à 4960 milliards en 2473, à 4970 milliards en 2474, à 4980 milliards en 2475, à 4990 milliards en 2476, à 5000 milliards en 2477, à 5010 milliards en 2478, à 5020 milliards en 2479, à 5030 milliards en 2480, à 5040 milliards en 2481, à 5050 milliards en 2482, à 5060 milliards en 2483, à 5070 milliards en 2484, à 5080 milliards en 2485, à 5090 milliards en 2486, à 5100 milliards en 2487, à 5110 milliards en 2488, à 5120 milliards en 2489, à 5130 milliards en 2490, à 5140 milliards en 2491, à 5150 milliards en 2492, à 5160 milliards en 2493, à 5170 milliards en 2494, à 5180 milliards en 2495, à 5190 milliards en 2496, à 5200 milliards en 2497, à 5210 milliards en 2498, à 5220 milliards en 2499, à 5230 milliards en 2500, à 5240 milliards en 2501, à 5250 milliards en 2502, à 5260 milliards en 2503, à 5270 milliards en 2504, à 5280 milliards en 2505, à 5290 milliards en 2506, à 5300 milliards en 2507, à 5310 milliards en 2508, à 5320 milliards en 2509, à 5330 milliards en 2510, à 5340 milliards en 2511, à 5350 milliards en 2512, à 5360 milliards en 2513, à 5370 milliards en 2514, à 5380 milliards en 2515, à 5390 milliards en 2516, à 5400 milliards en 2517, à 5410 milliards en 2518, à 5420 milliards en 2519, à 5430 milliards en 2520, à 5440 milliards en 2521, à 5450 milliards en 2522, à 5460 milliards en 2523, à 5470 milliards en 2524, à 5480 milliards en 2525, à 5490 milliards en 2526, à 5500 milliards en 2527, à 5510 milliards en 2528, à 5520 milliards en 2529, à 5530 milliards en 2530, à 5540 milliards en 2531, à 5550 milliards en 2532, à 5560 milliards en 2533, à 5570 milliards en 2534, à 5580 milliards en 2535, à 5590 milliards en 2536, à 5600 milliards en 2537, à 5610 milliards en 2538, à 5620 milliards en 2539, à 5630 milliards en 2540, à 5640 milliards en 2541, à 5650 milliards en 2542, à 5660 milliards en 2543, à 5670 milliards en 2544, à 5680 milliards en 2545, à 5690 milliards en 2546, à 5700 milliards en 2547, à 5710 milliards en 2548, à 5720 milliards en 2549, à 5730 milliards en 2550, à 5740 milliards en 2551, à 5750 milliards en 2552, à 5760 milliards en 2553, à 5770 milliards en 2554, à 5780 milliards en 2555, à 5790 milliards en 2556, à 5800 milliards en 2557, à 5810 milliards en 2558, à 5820 milliards en 2559, à 5830 milliards en 2560, à 5840 milliards en 2561, à 5850 milliards en 2562, à 5860 milliards en 2563, à 5870 milliards en 2564, à 5880 milliards en 2565, à 5890 milliards en 2566, à 5900 milliards en 2567, à 5910 milliards en 2568, à 5920 milliards en 2569, à 5930 milliards en 2570, à 5940 milliards en 2571, à 5950 milliards en 2572, à 5960 milliards en 2573, à 5970 milliards en 2574, à 5980 milliards en 2575, à 5990 milliards en 2576, à 6000 milliards en 2577, à 6010 milliards en 2578, à 6020 milliards en 2579, à 6030 milliards en 2580, à 6040 milliards en 2581, à 6050 milliards en 2582, à 6060 milliards en 2583, à 6070 milliards en 2584, à 6080 milliards en 2585, à 6090 milliards en 2586,

THÉÂTRE

Noir cousu de fil blanc

« En conduisant miss Daisy », Robert Liensoi et Tsilla Chelton vont au succès

Une pluie d'oscar est tombée sur le film *Driving miss Daisy*, adaptation d'une pièce d'Alfred Uhry, qui a écrit pas mal de ehuses : *America's Sweetheart*, *Swing*, *Mystic Pizza*... Ici, une gentille et riche Américaine n'est plus capable de prendre le volant de sa Cadillac sans rentrer dans un réverbère. Elle a soixante-douze ans et bougonne quand son fils l'oblige à engager un chauffeur, un grand black du même âge que la vieille dame, mais bon pied, bon œil. Dès qu'il apprend que maman et fils sont juifs, il est partant. Nous sommes invités à comprendre qu'en dehors des juifs et des noirs les Américains sont des sauvages.

Le fils confirmera la méchanceté, peut-être le racisme ambiant, quand sa mère l'invite à un meeting de Martin Luther King. Il a une grosse situation à Atlanta et se refuse à pas de devenir sénateur. Mais si à New-York on apprendait que lui, un juif du Sud, est allé écouter un Nair, sa carrière serait fichue.

Le propos de la pièce n'est pas tout à fait clair, il y a des fils entre les doigts parce que l'auteur décrit des racines, des intolérances, des exclusives, mais en même temps, semble dire que tout s'arrange, tout va bien. Et en fait, la soirée est très sympathique et attachante, avant tout de par l'ascendant de deux grands acteurs : Tsilla Chelton - miss Daisy - et Robert Liensoi - son chauffeur. Ils ont choisi la meilleure voie : ils évitent de jouer « au pied de la lettre ». Il y a toujours eu chez la grande Tsilla Chelton, depuis sa géniale création des *Chaises de l'océan*, un phénomène unique d'énergie spirituelle, fonceuse, risquée, comme d'une



conscience emballée qui se jeterait vers la démente, mais qui, au dernier instant, survole l'obstacle, et alors il y a un contre-coup de chaleur généreuse. C'est un art violent, à part, très beau, par lequel l'irréalisme, le sur-réalisme et une apparente anarchie rejoignent un dessein de la ligne la plus pure. Robert Liensoi, c'est plus calme. Son jeu est tout d'intériorité claire, de réserve élégante. C'est un feu ardent sous la montagne verte. C'est le magicien, à mains nues.

La mise en scène de Gérard Vergez, toute en animations, en diversions, avec des parenthèses rapides comme dans les meilleures comédies musicales de Broadway, contribue à faire de cette *Miss Daisy* une soirée assez merveilleuse.

MICHEL COURNOT

► Théâtre Antoine, du mardi au samedi à 21 heures. Matinées samedi à 17 h 30 et dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-08-77-71 et 42-08-76-58.

DANSE

La Rambert Dance Company au palais Garnier

On nous dira que c'est une bien fâcheuse conséquence de la guerre du Golfe, mais le public parisien a passablement perdu en changeant de lieu, au palais Garnier, la Rambert Dance Company en lieu et place de la Martha Graham Dance Company - qui s'est décommandée par crainte du nid de terroristes qu'est devenu Paris à ses yeux.

Doyenne des troupes de Grande-Bretagne (Marie Rambert, qui assista Nijinski pour le *Sacre du printemps* chez Diaghilev, la fonda en 1926), la Compagnie Rambert s'est longtemps consacrée presque exclusivement aux chorégraphes anglais, ce qui n'en a pas fait la plus excitante du monde. On nous assure qu'elle avait changé sous l'impulsion de Richard Alston, son directeur artistique depuis 1986 ; qu'elle faisait aujourd'hui appel au dessus du panier des chorégraphes américains... Aussi précisons-nous que nos espoirs en Loelode Childs, l'ardente et glaciale marcheuse de Bob Wilson, la météorologique inspiration de *Radical Cures* au de *Dance n° 1*, Hélas, ce qu'elle a réglé pour les Rambert, *Four Elements*, n'est que le devoir laborieux d'une élève pas très douée de Cunningham.

Glen Tetley est l'un des plus redoutables raseurs de l'époque ; revoir son ténant *Embrace tiger and return to mountain* est une épreuve qu'on ne pense pas avoir méritée. Par comparaison, *Roughcut*, de Richard Alston, paraît frisant parce qu'il y a dedans un peu d'enjouement, d'énergie, de modestie. Et la musique entêtante de Steve Reich.

SYLVIE DE NUSSAC

► Opéra de Paris-Garnier, 28 janvier, 20 heures.

CINÉMA

« Mauvaise fille » de Régis Franc

Au dernier Festival de Cannes, on a vu, dans la section « Perspectives du cinéma français », le premier long métrage d'un auteur de bandes dessinées (*Le Café de la plage*, *Nuits de Chine*, *Tout ça va changer*) Régis Franc. Le film qui s'appelle alors *Tous les hommes se ressemblent* est devenu *Mauvaise fille*.

« Mauvaise fille », Rose, l'héroïne, dix-huit ans, ne peut que s'être aux yeux de sa famille quand elle décide de s'en séparer. C'est une famille d'hommes, dans un village de Camargue. Le père, artisan, veut faire régner sa loi. Le frère, un apprenti, traîne avec des copains. Tous considèrent que Rose leur appartient, qu'elle se doit à eux. Autrement, sa mère, après avoir subi la même attention, a quitté la maison. Et puisque toutes les femmes se ressemblent, le grand frère du film sera le départ de Rose, à la suite du passage dans la région d'un météorite blessé et paumé. Lui, c'est Nicolas Rojas qui débute à Paris. Finalement, la Rose de cette Camargue sans pittoresque, ni ragnant ennui et mélancolie. La manière de traiter la liberté de la femme rappelle le *Drôle de jeu* de Paul Delvaux, qui se passait à Pelvoux-les-Fins au début des années 60. Moins la révolte et le défi sexuel. Rose, fille d'aujourd'hui confrontée à un clan masculin, porte en elle, et grâce à l'exemple de sa mère, ses propres ressources. Il ne manque à cette étude de comportement qu'un style plus affirmé.

JACQUES SICLIER

Il est vrai que Régis Franc a laissé la bride sur le cou à ses acteurs, sans doute pour réserver toute son attention à Florence Pernel, la Rose de cette Camargue sans pittoresque, ni ragnant ennui et mélancolie. La manière de traiter la liberté de la femme rappelle le *Drôle de jeu* de Paul Delvaux, qui se passait à Pelvoux-les-Fins au début des années 60. Moins la révolte et le défi sexuel. Rose, fille d'aujourd'hui confrontée à un clan masculin, porte en elle, et grâce à l'exemple de sa mère, ses propres ressources. Il ne manque à cette étude de comportement qu'un style plus affirmé.

JACQUES SICLIER

Demain notre supplément

Le Monde
CHAMPS ÉCONOMIQUES

Prudences, craintes, censures

Un nombre croissant de spectacles et de manifestations publiques sont annulés. Une raison, avouée ou non : la guerre du Golfe

Les concerts, tournées, spectacles et manifestations supprimés en raison de la guerre du Golfe se multiplient sur l'ensemble du territoire français. Un seul cas de censure caractéristique, à Saint-Etienne, où la préfecture de la Loire a fait annuler un concert du chanteur de raï Cheb Khaled, ainsi qu'une autre représentation au cours de laquelle devaient se produire plusieurs artistes, dont la chanteuse Elsa (*Le Monde* du 20-21 janvier). Au cabinet du préfet, on affirmait ne pas viser particulièrement le « rock islamique », faisant preuve d'une bonne conscience proportionnelle à la méconnaissance d'une musique qui n'a rien à voir avec le rock et a toujours eu des relations tumultueuses avec l'islam.

Pourtant, le même soir, la direction du New-Morning décidait de maintenir le spectacle de Fawzy El Aidy, musicien d'origine irakienne, de nationalité française. « Compte tenu du climat », les responsables de la salle avaient souhaité que peu de publicité soit donnée à la soirée et demandé une protection policière renforcée. Une semaine plus tard, le Théâtre de la Ville, serein jusqu'alors - le récit de musique iranienne donné le 19 janvier s'était déroulé sans encombre - décidait in extremis d'annuler le concert de la Mauritanienne Dimi Mint Akha, qui avait bénéficié d'une large promotion. « Nous avons reçu des menaces très précises », explique Gérard Violette, directeur du théâtre. Sans penser au pire, nous voulons éviter les perturbations, par respect pour l'artiste, pour le public et pour cet endroit qui a toujours été au cœur de la culture de la mairie de Séclio (Nord), où le groupe mauritanien se produisait le vendredi 23, n'ayant pour sa part eu aucun écho d'éventuelles réactions hostiles. Les concerts de Milan (le 28), étape suivante de la tournée des Mauritanies, de Marseille (le 29) n'ont fait, pour le moment, l'objet d'aucun remous. En revanche, le climat psychologique a été jugé défavorable dans la capitale belge : la salle de l'Auditorium de la Région wallonne de Bruxelles, n'accueillera pas Dimi Mint Akha le 31 janvier comme il était prévu. La taille et la réputation de la salle paraissent ainsi déterminantes : plus la soirée est discrète, plus elle a de chance de se dérouler sans encombre. A l'Auditorium des Halles, les concerts de Cheb Khaled (le 30), Larbi Dida et Rachid Taha (le 31) sont maintenus, malgré un très faible taux de réservation - faiblesse commune à toutes les salles.

La Maison des cultures du monde indique à son tour qu'elle a reporté sine die son cycle consacré aux « Grands maîtres du loth oriental » (prévu les 8, 9, 10 février), « devant la difficulté d'obtenir des visas et à assurer le transport des musiciens en provenance de Syrie, d'Égypte, de Jordanie et du Yémen ». De même, la troupe de théâtre libanaise qui devait interpréter *Arène*, de Paul Chaouli, du 22 février au 3 mars, ne viendra pas. « La thématique de cette pièce, totalement axée sur la guerre du Liban, aurait été faussée par les événements du Golfe. » Si le cycle « Grands maîtres d'Orient » (Azerbaijan, Tadjikistan et Turquie) - du 8 au 29 mars, toujours à la Mai-

son des cultures du monde - est maintenu, les Marseillais devront attendre quelques mois avant de découvrir les *Paravents*, mis en scène par Marcel Maréchal (*Le Monde* du 26 janvier). A l'Olympia, des mesures de sécurité exceptionnelles ont été adoptées pour le concert de l'irakien Samir Chniri (les 26 et 27 janvier) et pour le spectacle enjoint de Smaim, Boudjenah et Bedos (le 4 février).

La préfecture de police rappelle qu'aucune obligation d'inspection n'est faite aux salles, sauf en cas de présence de personnalités ou de membres du gouvernement. Des officiers privés peuvent offrir leur concours, mais c'est en principe le service de la Sécurité publique, qui assure, gratuitement, le « déminage ». Il peut en prendre l'initiative au vu de l'affiche. L'interdiction d'un spectacle incommode au préfet lorsqu'il estime que l'ordre public peut être troublé. Mis à part le cas de Cheb Khaled, ce sont les salles qui, toutes, ont pris d'elles-mêmes la décision d'annuler une manifestation, et dans certains cas, après avoir pris l'avis des commissaires de leur quartier.

Renvoyé

C'est également la peur d'attentats terroristes qui a conduit certains artistes américains à huer l'Europe. Elton Jones, Quincy Jones et Ray Charles ont décliné l'invitation du MIDEM, à Cannes. Les groupes de hard rock Cinderella et Slaughter ont annulé les concerts qu'ils devaient donner les 11 et 13 février à La Cipale. Le rapper LL Cool J, qui devait se produire à l'Elysée-Moutmarre, a préféré, lui aussi, suivre les recommandations du département d'Etat et rester dans son Queens natal. Enfin la tournée de l'Orchestre symphonique de Saint-Louis, qui devait se produire au Théâtre des Champs-Élysées, le 11 février est également supprimée.

Sur la Côte d'Azur, les festivités vont se réduire considérablement. Premier visé, le célèbre carnaval de Nice, dont l'annulation est plus que probable. Quant au festival du film italien qui devait se tenir dans cette ville, il est renvoyé à des jours meilleurs.

VERONIQUE MORTAIGNE

MUSIQUE

Les « Noces » du micro

Georg Solti dirige « les Noces de Figaro » au Théâtre des Champs-Élysées. S'est-il assez soucie du public ?

Aller au concert réserve quelques surprises, ces temps-ci. Après l'IRCAM qui convie une foule d'invités, la presse française et internationale à assister à la vraie-fausse création d'« *Explosion* » de Pierre Boulez (6 minutes 8 secondes de bonheur, une heure et demie de verbiage - *Le Monde* du 13 janvier), le Théâtre des Champs-Élysées programme les *Noces de Figaro* de Mozart, en version studio d'enregistrement.

Mercrdis soir, les chanteurs, le chœur, le continuo et l'orchestre étaient disposés à l'avant. Au fond, les chanteurs évoluaient sur une estrade surélevée, trop peu surélevée, face à sept micros ; devant eux l'orchestre et ses quatre micros haut perchés, à gauche les chœurs et leur couple de micros, au centre droit le clavier et son micro au ras des cordes, au centre, le chef commandant aux uns et aux autres. Cette disposition a été expressément demandée par Sir Georg Solti, le chef enthousiaste qu'un enregistrement d'archives soit réalisé. Le TCE n'en a eu connaissance que quelques jours avant la date du concert. Passé

l'ouverture, avalée par l'Orchestre de chambre de l'Europe dans les cordes et les vents patinent à vouloir suivre la direction de Solti, les chanteurs « entrent en scène ». Là ! Ils ont des difficultés pour projeter leur voix. Il ne leur faudra pas moins des deux premiers actes pour trouver leurs marques. Les actes III et IV les montreront au meilleur de leurs possibilités vocales.

A une exception près, les femmes dominent la distribution. La voix de Margaret Price a certes perdu de sa vaillance, de sa limpidité. Si ses vocalises ne sont plus aussi impeccables qu'autrefois, si sa justesse parfois vacille, son timbre a toujours des reflets éclatants qui s'ombrent parfois d'une douce patine. Ils donnent à la Comtesse une allure digne, blessée, si étonnante qu'elle fait regretter ces instruments à vent anciens, pour ne pas dire insuffisants, incapables de se fondre dans son chant, de respirer avec une chanteuse dont la voix « instrumentale » aurait dû inspirer l'Orchestre de chambre de l'Europe.

La Suzanne d'Adelina Sciarabelli est impeccable ; son timbre, sa mise et son allure si piquantes qu'on cherche en vain une excuse à lui opposer sérieusement dans ce rôle. Comment résister au Chérubin d'Anne Sophie von Otter ? Tant de grâce enjouée, d'élégance, un chant si pur, si suggestif, ravissent l'oreille... et l'œil, captivé par la présence physique d'une artiste qui, d'un geste à peine perceptible, réussit à donner vie à son personnage. Depuis Frederick von Stade, pareil Chérubin n'était apparu sur scène.

Voix petite, diction imprécise, Patricia Rozarin n'est pas inoubliable.

ble en Barberine : « *L'ho perduto* » peine à franchir l'obstacle de l'orchestre. La Marcelline de Della Jones, voilà bien, avec les hommes, le pierre d'achoppement de cette distribution des *Noces*. Sa voix est dure, sa ligne de chant assez grossière, son personnage ordinaire. Le Comte de William Stone (le chanteur américain remplaçant Olaf Bar souffrant) semble sortir d'un opéra de province de la pire époque : voix tonante, vocalises savonnées, effets pesant leur poids de vulgarité (les deux derniers actes l'exposeront sous un meilleur jour, il y sera plus alerte). Mais est-il une alternative envisageable au magnifique haryton de Bar ? Nous ne le pensons pas.

Un chef trop effervescent

Le cas de Ferruccio Farnet est plus complexe. Quel fringant Figaro ! Silhouette svelte, autorité de la voix. Farnet (le Figaro de la Bastille - *Le Monde* du 14-18 janvier) serait un baryton de premier choix s'il n'était affublé de ce timbre ingrat, d'une voix enrouée, dont les harmoniques métalliques gâchent l'épanouissement.

Carrière enriée en vérité qui, malgré de graves inégalités de distribution, un orchestre avec à sa tête un chef à la gestuelle, certes efficace, mais trop effervescent, s'est peu à peu affranchie des contingences matérielles pour nous plonger en cœur de la comédie douce-amère de Beaumarchais et Mozart. Heureux d'avoir assisté à des *Noces* qui, en costumes, auraient ravi les spectateurs de l'Opéra-Bastille.

ALAIN LOMPECH

interflora

CHEZ VOTRE FLEURISTE OU AVEC NOTRE
NUMERO VERT 05 203 204



Maison des Cultures du Monde
jusqu'au 3 février
CRIGITAN
SPECTACLE
FLAMENCO
avec les danseurs
MANOLETE
IRENE ILLANES
deux guitaristes
et
deux chanteurs
45.44.72.30

SÉLECTION OFFICIELLE BERLIN 91

NINO MANFREDI
PATRICK ROUCHTEY
MARGARITA LOZANO
VIRGINIE LEDOYEN
mima
UN FILM DE
PHILOMÈNE ESPOSITO

HEURES LOCALES

Les cadres territoriaux tentés par le privé

Pour éviter une « fuite des cerveaux », le gouvernement examine la crise du recrutement qui affecte la fonction publique territoriale

La fonction publique territoriale exerce un attrait certain auprès des diplômés de haut niveau, qui rêvent souvent de travailler non loin des pouvoirs de décision. Mais cette jeune institution présente de tels défauts en matière de salaires et de carrières que ces diplômés préfèrent de plus en plus exercer leurs talents dans la fonction publique d'Etat ou dans le secteur privé.

Jean-Gabriel, l'un des happy few reçus en 1990 au redoutable concours d'administrateur, a dû attendre quatre mois avant de percevoir son premier traitement. En effet, le triste privilège de la territorialité — la formation initiale des élèves fonctionnaires, qui donne droit à une rémunération, n'est pas organisée après leur succès au concours, mais seulement après leur recrutement. Or, les élus n'ayant plus l'obligation, depuis 1987, de choisir leurs collaborateurs sur les listes d'aptitude, il arrive que ce recrutement tarde.

Bien qu'il ait été embauché, en août 1990, au conseil général du Cher, Jean-Gabriel n'est pas sûr de pouvoir occuper, en juillet 1991, le poste de directeur des services financiers et techniques pour lequel il a été engagé. « La collectivité avait prévu un délai d'un an pour ma formation. Le Centre national de la fonction publique territoriale a décidé de l'organiser en janvier 1991 — le temps que les seize lauréats aient obtenu un emploi. — mais il l'a encore repoussée de trois mois. En attendant, je dois vaquer à d'autres tâches. »

Si le mécanisme de la formation initiale irrite les débutants, il déplaît encore plus aux élus, qui se plaignent de payer des collaborateurs absents pendant un certain nombre de mois (environ dix-huit pour les administrateurs, douze pour les attachés), au lieu de pouvoir disposer d'eux immédiatement. « Dans les petites collectivités, où la gestion prévisionnelle fait défaut, c'est encore plus insupportable. S'indigne le maire d'Aubenas, Bernard Hugo (RPR). Lorsque j'ai eu besoin d'un attaché, je me suis adressé aux fonctionnaires déjà en poste. Mais, comme leur formation n'était pas assez polyvalente, j'ai finalement recruté un contractuel. »

Décentralisation à deux vitesses

Ces pratiques alarment un certain nombre de syndicats, qui craignent de voir le service public passer aux mains du privé. Pour inciter les élus à recruter des fonctionnaires territoriaux, le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) propose de modifier la formation initiale: les lauréats suivraient un tronc commun avant leur recrutement, et une formation spécialisée après. Pendant la première période, ils seraient rétribués par le CNFPT, qui devrait alors disposer de ressources supplémentaires.

Cette solution, qui exigerait un déplacement des cotisations des élus, sera étudiée le 5 février par un groupe de travail associant, autour de Philippe Marchand, ministre chargé des collectivités territoriales, les représentants des syndicats, des élus, des groupes parlementaires, du CNFPT et du

demi-douzaine d'entre elles (qui revendiquent huit mille adhérents) se sont regroupées pour demander à participer au groupe de travail. Le ministre a promis d'entendre ce « lobby », assez puissant pour avoir obtenu, fin novembre, deux amendements améliorant son statut. L'un d'eux autorisait

parer aux mieux lois: les fonctionnaires du budget, ironise un secrétaire général. Toutefois il paraît plus logique de demander 44 %, comme les administrateurs civils du ministère de l'Intérieur. Pour cet ingénieur de l'Est, en revanche, « il serait temps de réclamer 77 % du salaire, comme aux Ponts et Chaussées, plutôt que de plafonner à 40 %... »

De meilleures passerelles vers l'Etat

Cet amendement coïncide aussi aux présidents de conseil général et aux maires, qui s'inquiètent de voir fuir vers le privé les cadres expérimentés. Ils n'ont d'ailleurs pas le moindre intérêt à respecter la circulaire du ministère de l'Intérieur qui recommande d'appliquer le texte de la façon la plus restrictive. En revanche, les syndicats redoutent un certain « clientélisme », le régime indemnitaire devant être négocié au plan local. Ils ne veulent pas non plus d'une « décentralisation à deux vitesses », qui creuserait le fossé entre les villes riches et les autres.

En effet, les collectivités n'ayant pas tardé à saisir l'opportunité de grandes disparités sont déjà apparues. A Tours, les administrateurs ont obtenu 40 %, ce qui leur donne le même régime que les ingénieurs. A Pluvien (Finistère), le secrétaire général a obtenu une indemnité de « confection des documents budgétaires » établie « dans la limite de l'indemnité de conseil versée au receveur principal », de 3 000 francs... par an.

Pour les fonctionnaires territoriaux, la crise du recrutement est largement imputable au principe d'équivalence institué entre les différents versants de la fonction publique. « Notre promotion interne, par exemple, s'appuie sur des quotas nationaux inapplicables dans les collectivités. Pour améliorer notre statut, nous sommes réduits à passer des concours », remarque un technicien, qui fait allusion au grade d'ingénieur en chef de première catégorie.

Les cadres souhaitent que la décharge de fonction soit assortie de garde-fous et que le reclassement soit facilité par de meilleures passerelles vers l'Etat. « Pour dix préfets passant à la territorialité, combien de secrétaires généraux font le chemin inverse ? Ils se battent aussi contre les seuils démographiques, qui freinent l'avancement. Une ville devrait pouvoir recruter un administrateur dès qu'elle compte 20 000 habitants, sans attendre le seuil des 40 000. »

Pour Jacques Marsaud, secrétaire général de la ville de Saint-Denis, « le drame de la fonction territoriale vient de ce qu'elle est conçue par des fonctionnaires de l'Etat, qui ne connaissent pas nos métiers. Comment leur faire comprendre que le personnel décentralisé a besoin de statuts différents et d'une formation spécifique ? »

RAFAËLE RIVAIS

Le rural en campagne

« Le problème du monde rural est avant tout culturel. » C'est à cette conclusion qu'est parvenue une mission sénatoriale d'information, après plus d'un an d'investigations à travers la province et dans les pays européens.

L'état des lieux dressé par les sénateurs montre, certes, des visages au Sud-Ouest, une « diagonale aride » qui menace plus du tiers du territoire de désertification, mais les membres de la mission ont trouvé aussi plus d'une raison d'espérer. « L'espace rural n'est pas, comme le pensent les Français, un monument historique au péril mortel, mais un espace d'avenir », estime Jean-François Poncet, président de la mission sénatoriale, fondant son optimisme sur les analyses de futurologues américains pour qui « la vingtaine siècle sera celui de la dispersion des activités économiques en zone rurale ».

Créer une structure interministérielle

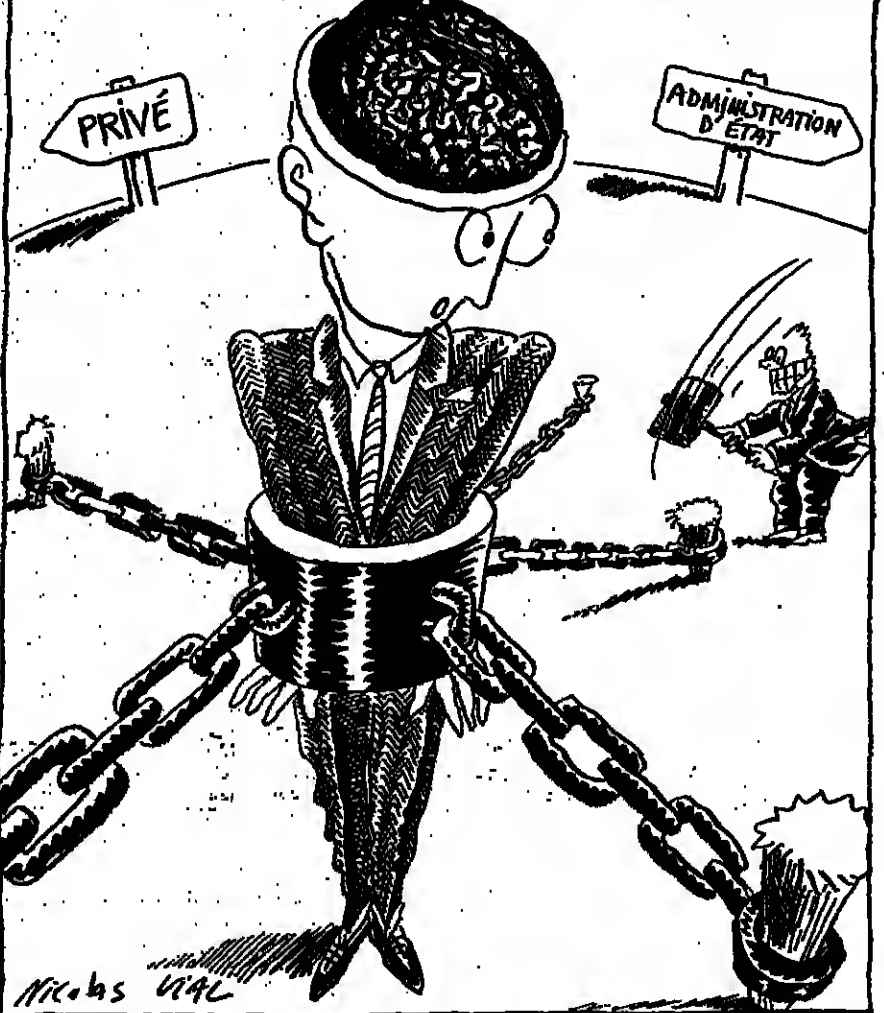
Cette « modernité » sera proclamée le 23 février et 1^{er} mars à Bordeaux, au cours d'une « Convention pour l'avenir de l'espace rural » à laquelle doivent participer quelque deux mille élus locaux et spécialistes de l'aménagement du territoire. Des propositions seront formulées dans les domaines des institutions, des finances, des services, de la diversification des activités et de l'agriculture. Les conclusions du colloque devraient servir de support à une véritable « croisade » en faveur des campagnes.

Pour M. François-Poncet, lui-même président de Lot-et-Garonne, « le département, dit-il, doit être la fédération des efforts communaux, est la clé de voûte du système ». Il faut « lui restituer son rôle d'aménageur du territoire rural ».

Au niveau gouvernemental, l'ancien ministre plaide pour une structure interministérielle sur laquelle regnerait un ministre d'Etat de haut niveau chargé de l'aménagement du territoire. Un ministre de la campagne après celui de la ville ? Ce serait, pour Jean-François-Poncet, un des moyens de guérir la France de son « obsession urbaine ».

J.-J. B.

LA FUITE DES CERVEAUX



Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (CSFPT). Au cours de cette réunion, les syndicats, CGT en tête, pourraient aussi recevoir sur le principe de la loi Galland, adoptée sans enthousiasme dans le difficile contexte de la cohabitation. En autorisant les élus à choisir leurs collaborateurs, celle-ci leur donne en effet la liberté de refuser les lauréats des concours territoriaux.

Le malaise est tel, dans les associations de cadres administratifs et techniques, qu'une

les collectivités locales à fixer elles-mêmes les primes de leurs collaborateurs (Le Monde daté 9-10 décembre 1990).

Les régimes indemnitaires ne doivent pas dépasser « ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat », stipule cet article. Mais, comme aucun décret d'application ne fixe d'équivalences entre les fonctions de la territorialité et celles de l'Etat, toutes les interprétations — les plus avantageuses, notamment — sont permises. « Nous pourrions nous com-

Les promoteurs font leur pelote sur la côte basque

Les appétits immobiliers, encouragés par les maires, provoquent un tollé et lézardent certaines alliances politiques

BAYONNE

de notre correspondant

VENDREDI 11 janvier, cinq « bombinettes », visant des bureaux de vente de promoteurs et des agences immobilières, ont cassé quelques carreaux. Ces gros pétards ont réveillé plus que le voisinage. Les nationalistes, clandestins ou légaux, dénoncent depuis vingt ans la priorité économique accordée au tourisme. L'opération en appelle même à « l'ensemble des forces vives pour donner un coup d'arrêt à l'expansion effrénée de l'immobilier touristique ». Aujourd'hui, leur croisade déborde leurs chapelles: de nombreux Basques sont mobilisés contre le béton qui se déverse sur leur littoral.

Le Pays basque est à la mode; la fréquentation touristique s'est considérablement accrue au cours de ces cinq dernières années. Les grands promoteurs immobiliers, après avoir bétonné le littoral méditerranéen et une partie de la côte vendéenne, s'attaquent aujourd'hui au rivage basque, relativement protégé.

De l'embouchure de l'Adour à la frontière espagnole, les chantiers se multiplient. Bien que, dans l'Atlantique, la moyenne annuelle de sortie en mer des plaisanciers n'excède pas

deux jours, les deux ports de plaisance existants seront bientôt cinq. Les golfs au nombre de quatre vont passer à huit. Et pour rentabiliser ces équipements, les maires modifient les plans d'occupation des sols pour concéder à tout va des permis de construire. Pour elles, il s'agit de satisfaire rapidement à la demande croissante des touristes, qui n'ont pu l'être totalement durant les étés de 1989 et 1990.

Guerre des greens

Qu'ils soient de droite comme à Biarritz et à Anglet, de gauche comme à Ciboure ou à Hendaye, les maires veulent leur part de gâteau. Chacun va de son projet plus ou moins grandiose, sans aucune concertation avec ses voisins, ce qui crée une concurrence acharnée entre réalisations de même nature.

Dans cette course au béton, on ne prend pas le temps d'évaluer les retombées sur le tissu social, culturel, économique ainsi que sur l'environnement. Or c'est près de 20 000 lits qui devraient être construits d'ici deux ans, avec, dans certaines communes, des accroissements de population de 100 %. Sur quelles plages, déjà très fréquentées,

iront-ils s'entasser ? Si des milliers de places de parking seront aménagées à leurs abords, encore faudra-t-il pouvoir y accéder, les routes du littoral ayant déjà connu, l'été dernier, des encombrements mémorables.

« Les projets que nous mettons en place ne visent pas un tourisme élitiste », assure M. Bernard Marie, maire de Biarritz (RPR), convaincu que les 8 000 lits prévus sur sa commune ne seront pas occupés en même temps. « Hôtels et résidences (entre 12 000 et 25 000 francs le mètre carré) seront implantés autour du golf que nous venons d'aménager, et leurs occupants seront pour l'essentiel des pratiquants de ce sport », dit-il.

La capacité maximale d'accueil quotidien d'un parcours de dix-huit trous étant de trois cents joueurs, la liste d'attente risque d'être longue. Peut-être pourront-ils tenter leur chance sur le golf d'Arcangues, construit sur les terres du château de village et qu'il comptait « rentabiliser » grâce à la construction de villas et de logements collectifs.

Lire la suite page 15
PHILIPPE ETCHEVERRY

Marseille libère des hectares

Pour enrayer l'hémorragie de sa population la cité phocéenne révisé son plan d'occupation des sols

MARSEILLE

de notre correspondant

MILLE hectares de plus réservés à la construction et mille autres consacrés à l'accueil d'entreprises ou d'activités: ce sont les deux modifications majeures apportées au plan d'occupation des sols (POS) de Marseille élaboré en 1972, appliqué depuis 1978 et qui était dépassé face aux réalités, en dépit de six modifications ponctuelles intervenues entre-temps.

Pourquoi, ces révisions que Robert Vigouroux a tenu à présenter en personne aux représentants des associations avant de les soumettre au vote du conseil municipal ? Il paraît clair que le maire de Marseille voit dans cette « libération » d'espaces à construire ou à consacrer aux activités industrielles ou commerciales (stockages, bureaux, laboratoires, industries non polluantes) un moyen de lutter contre la lente démolition de population dont souffre la ville, qui a perdu quelque 100 000 habitants en sept ans.

Les raisons de cet exode sont à rechercher notamment dans le désir des classes moyennes d'accéder à la propriété individuelle et dans les faibles offertes sur ce plan par les com-

munes périphériques, notamment entre Marseille, les rives de l'étang de Berre, la région d'Aix-en-Provence et Aubagne. Le taux de la taxe d'habitation à Marseille, qui a la réputation de détenir le record de France — plus de 32 % mais elle a grimpé jusqu'à 36 % — a aussi certainement joué son rôle dans l'incitation au départ.

« Nous étions en manque de terrains convenables pour l'accueil des entreprises », a reconnu le maire qui les a vues répondre nombreuses aux avantages consentis pour leur installation par ces mêmes communes périphériques, qui ont vidé en partie Marseille de sa substance industrielle et commerciale.

Protection accrue des bastides

Le manque de terrains est aggravé dans le POS actuel par le nombre de réservations en faveur d'équipements publics qui n'ont jamais été réalisés. 1 300 hectares avaient été « gelés » en 1981. Le nouveau document d'urbanisme n'en compte plus que 300.

Les nouveaux espaces réservés aux activités sont principalement situés dans le nord et l'est de la ville (notamment à proximité du technopôle de Château-Gombert), tandis que les dix nouvelles zones consacrées à la construction indivi-

duelle ou au « petit collectif » touchent essentiellement les 8^e et 9^e arrondissements (quartiers sud) et les 12^e et 13^e (quartiers est).

Parallèlement, 660 hectares d'espaces verts supplémentaires seront classés (Marseille en compte 9 000). Une dizaine de « taches blanches » subsistent sur le plan, qui concernent des « zones de projet » dont la vocation reste à préciser.

Le nouveau POS de Marseille, qui sera applicable en 1992, prévoit enfin la protection accrue des bastides, ces résidences secondaires (version cossue du « cabanon ») bâties à la périphérie par les bourgeois marseillais des siècles derniers, fuyant la chaleur et les nuisances industrielles du centre-ville. Il y avait plus de 2 000 bastides au début du siècle, il en reste à peine 200. La plupart — non protégées — ont disparu à la sauvette sous les coups de boutoirs des promoteurs, à l'occasion de chantiers de construction. Les Télécoms ont ainsi détruit Valbrun, un joyau du dix-huitième, en toute impunité. Désormais, toute transformation devra faire l'objet d'une demande d'autorisation spéciale.

JEAN CONTRUCCI

HEURES LOCALES

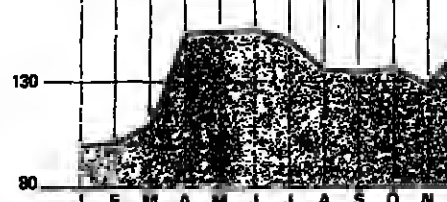
L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

«LE MONDE» FINANCES/CRÉDIT LOCAL DE FRANCE

Jusqu'à ce jour, aucun indicateur ne donnait d'éléments d'actualité sur la conjoncture des finances communales. Le Crédit local de France a mis en place, avec l'appui de Bpce Conseil, des indicateurs qui permettent de suivre mensuellement l'évolution de la situation financière des communes de plus de 5 000 habitants. Ces indicateurs donnent une information en temps réel et significative, même s'ils ne peuvent prétendre à l'exhaustivité. L'évolution sur l'ensemble de l'année 1990 de trois éléments-clés de l'activité des communes et de leur situation financière (emprunt, investissement, trésorerie) sera analysée ce mois-ci.

Évolution mensuelle de la trésorerie

180 - base 100 : janvier 1990

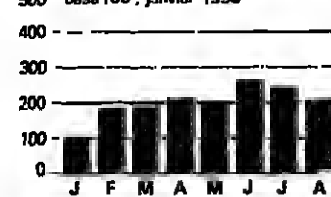


□ Au premier trimestre, le niveau de la trésorerie est resté modeste. Il s'agit d'une période difficile pour les collectivités locales en raison, notamment, des dépenses effectuées en début d'année mais rattachées à l'exercice précédent. La trésorerie devient plus abondante à partir du deuxième trimestre, du fait du versement des dotations de l'État et de rentrées fiscales plus importantes, mais aussi de la constitution de réserves destinées à financer les dépenses d'investissement du second semestre. La croissance

observée en décembre est liée à une mobilisation d'emprunts non encore utilisée. L'évolution annuelle du solde de trésorerie est plus hétérogène pour les communes de moins de 10 000 habitants que pour les autres, du fait de flux d'investissement plus irréguliers. Les communes disposant de lignes de trésorerie auprès d'un organisme financier en maîtrisent mieux l'évolution : en leur permettant de disposer de fonds dans un bref délai, ces lignes leur évitent de constituer une trésorerie de précaution sans risque de rupture de paiement.

Investissement : données brutes mensuelles

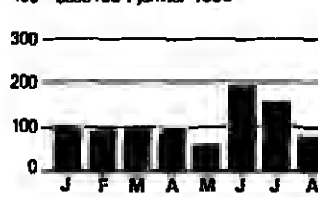
500 - base 100 : janvier 1990



□ Après une évolution irrégulière des dépenses d'investissement des communes du panel sur les huit premiers mois de l'année 1990, on constate une progression continue à partir du mois d'août. L'analyse du comportement des communes en fonction de leur taille montre cependant que, si les programmes des petites communes (moins de 10 000 habitants) ont fortement progressé en fin d'année, les plus grandes sont parvenues à maintenir un flux constant d'investissement toute l'année. Les collectivités de grande taille ont réalisé la majeure partie de la masse totale des dépenses d'investissement. Toutefois, le poids relatif de ces dépenses diffère selon les communes. Ainsi, le montant moyen des dépenses rapportées au nombre d'habitants n'est que de 985 francs pour les communes de plus de 200 000 habitants contre 1 415 francs pour celles de 10 000 à 50 000 habitants.

Emprunt : données brutes mensuelles

400 - base 100 : janvier 1990



□ En 1990, les communes du panel ont emprunté moins des 2/3 de ce qu'elles avaient prévu lors de l'adoption de leur budget primitif. Ce décalage entre prévisions et réalisations est traditionnel, il a pu être amplifié cette année par la forte croissance des recettes fiscales des communes en 1990 ainsi que par la hausse des taux d'intérêt, accentuée par la crise du Golfe. Ce moindre recours à l'emprunt s'inscrit de surcroît dans une tendance longue de baisse de la part de l'emprunt dans le financement de l'investissement : alors que cette part représentait entre 55 et 75 % des dépenses d'équipement dans les années 70, elle n'était plus que de 33 % en 1989. L'autofinancement a, en effet, progressivement pris de l'importance à partir de 1983, sous l'effet conjugué de la croissance des recettes fiscales et du ralentissement des dépenses de fonctionnement.

DÉBAT

Pour une répartition plus juste de la DGF

par Joël Bourdin

La loi de 1979 prévoit un système de répartition de l'envolée globale de la DGF - dite chaque année dans la loi de finances - en fonction de la population des communes (pour 40 %) mais en tenant compte, complémentarément, de critères qualitatifs ou quantitatifs visant à introduire, dans le calcul, la richesse fiscale et les sujétions relatives des communes. Ainsi la péréquation intercommunale est-elle explicitement inscrite dans le dispositif des lois instituant la DGF. Or, une étude récente réalisée par la direction générale des collectivités locales et dont les résultats figurent dans le dixième rapport du conseil des impôts (1) fait apparaître qu'en pratique on est loin du compte. À partir de ce document technique, on peut faire trois observations :

1) Toutes les communes dont la population est inférieure à 10 000 habitants enregistrent, après péréquation, une DGF par habitant inférieure à ce que procurerait un strict système de répartition *per capita* (selon la population communale). Dans ce groupe, même les communes « défavorisées » (potentiel fiscal par habitant et revenus par habitant inférieurs aux moyennes du groupe) sont pénalisées quant aux dotations qui leur sont attribuées. Ainsi, pour une commune « défavorisée » de 5 000 habitants, la perte, relativement à ce que procurerait une répartition *per capita*, est de 16 %. À l'égard de ces communes on ne peut plus parler de péréquation mais de péréquation inversée ou de contre-péréquation !

2) À l'inverse, toutes les communes de plus de 20 000 habitants, quel que soit le niveau de leur richesse fiscale, bénéficient d'une DGF par habitant supérieure à ce que donnerait un simple mécanisme de répartition *per capita*. C'est ainsi que, pour prendre le cas le plus outré, les communes les plus « favorisées » de 200 000 habitants et plus enregistrent une DGF par habitant de 70,38 % supérieure à ce que donnerait une répartition *per capita*.

3) Dans le groupe des communes de plus de 200 000 habitants, l'écart (positif) entre la DGF effectivement attribuée et celle qui serait versée en fonction de la population est plus élevé pour les communes « favorisées » (+ 70,38 %) que pour les communes « défavorisées » (+ 44 %). Non seulement la péréquation favorise largement les communes de ce groupe, mais elle est encore plus avantageuse pour la commune qui bénéficie de la plus grande richesse fiscale !

À l'évidence, le système de la DGF doit être revu, car il est profondément injuste, en dépit de la préoccupation d'équité inscrite dans la loi. En fait, deux contre-péréquations conjuguées jouent en faveur des communes de plus de 20 000 habitants :

— La première, verticale, pénalise largement les communes de moins de 10 000 habitants et certaines communes de moins de 20 000 habitants. Alors que leur potentiel fiscal par habitant est plus faible, voire nettement plus faible, que celui des communes de taille supérieure, elles bénéficient d'un supplément de DGF - s'il n'y avait pas de péréquation en fonction du potentiel fiscal, Comprenez qui voudra !

— La seconde, horizontale, pénalise sensiblement les communes « défavorisées » par rapport aux communes « favorisées » quand elles ont plus de 20 000 habitants. Dans un cas, même (communes de plus de 200 000 habitants), il y a une contre-péréquation puisque onze communes de ce groupe perçoivent 16 % en moins par habitant que la commune la plus favorisée.

Force est bien de constater que la péréquation souhaitée n'est pas réalisée. Bien au contraire. Il y a bien

des facteurs qui expliquent ces biais que des économistes pourraient éventuellement mesurer :

— Tout d'abord, le système de pondération de la population prise en compte dans le mécanisme n'est sans doute pas étranger à l'anomalie constatée. En comptant pour 1 l'habitant d'une commune de moins de 500 habitants et pour 2,5 l'habitant d'une commune de plus de 200 000 habitants (alors que 40 % de la DGF est répartie en fonction de la population) on exagère sans doute l'écart des charges nettes assumées par les communes rurales, d'une part, et les villes, d'autre part.

— La stratification des communes selon le critère de la taille, afin de réaliser une péréquation stricte par strate, c'est-à-dire horizontalement, ne garantit aucunement la péréquation verticale. Prenons l'exemple de deux communes de taille voisine : l'une, A, a 19 000 habitants et un potentiel fiscal par habitant de 1 700 francs, l'autre, B, a 21 000 habitants et un potentiel fiscal par habitant de 1 750 francs. A appartient au groupe des communes de 5 000 à 20 000 habitants, dont le potentiel fiscal moyen par habitant est de 1 675 francs, et ne bénéficie pas d'attribution de péréquation puisque son potentiel fiscal est plus important que la moyenne du groupe. B appartient au groupe des communes de 20 000 à 100 000 habitants, dont le potentiel fiscal moyen est de 1 810 francs, et va ainsi bénéficier d'une attribution supplémentaire de DGF. Ainsi, A, bien que moins riche, ne touchera rien au titre de la péréquation, tandis que B obtiendra un supplément de DGF.

— La garantie minimale, accordée à toutes les communes, d'une progression de 55 % du montant de l'évolution de l'envolée globale de DGF fige les inégalités, en les transférant d'une année à l'autre.

La justice d'une répartition per capita

Partant de là, dès l'instant qu'on souhaite que les objectifs de la loi soient atteints, on imagine les voies qui peuvent être empruntées afin de rééquilibrer les mécanismes prévus. S'il est difficile de s'engager, ex *abrupto*, dans une réforme du mode de pondération des populations (qui reste néanmoins envisageable), trois possibilités, parmi d'autres, sont envisageables :

— Révoir le calcul de la dotation de péréquation en élargissant substantiellement les strates de population afin d'augmenter les moyennes de références des potentiels fiscaux des communes de faible taille et d'abaissier celles des communes de taille plus élevée. Cela permettrait une meilleure péréquation horizontale et verticale.

— Redéfinir, pour diversifier la notion de garantie de progression minimale, *A priori*, à condition d'être en mesure de mieux cerner leur définition, où ne voit pas pourquoi il n'y aurait pas trois niveaux de garantie, suivant que les communes sont « favorisées », « défavorisées » ou dans une situation intermédiaire.

— Préciser, afin des critères de mesure de la richesse fiscale des communes en intégrant des éléments jusqu'ici omis.

Il reste évident que faute de pouvoir apprécier les incidences exactes de modifications similaires, la mise en œuvre d'un système de répartition *per capita* améliorerait déjà plus de justice. Il aurait par ailleurs le mérite de devenir compréhensible à tous.

(1) Conseil des impôts, Dixième rapport au président de la République, tome II, 1989, Journal officiel.

► Joël Bourdin est secrétaire de l'Eure (UDF), professeur de finances à l'université de Caen, auteur de l'ouvrage « Finances communales », chez Economica.

BLOC-NOTES

NOMINATIONS

□ M. Georges Cardona au SIVOM de l'agglomération rouennaise. Le président de l'Association des administrateurs territoriaux de France, M. Georges Cardona, est nommé secrétaire général du SIVOM de l'agglomération rouennaise. Ainsi, après avoir été secrétaire général de la ville de Limoges de mai 1982 à mai 1990, M. Cardona n'aura pas eu de quoi se plaindre au Crédit local de France.

(Né le 11 décembre 1945 à Londres, M. Georges Cardona est diplômé de l'IEP de Paris. Il a été attaché d'administration centrale, puis attaché principal au ministère de l'Économie et des finances de 1968 à 1982.)

□ Un nouveau directeur général au CNPPT. — M. Alain Verray a été nommé directeur général du Centre national de la fonction publique territoriale (CNPPT) le 16 janvier, en remplacement de M. Michel Delacoste, qui avait démissionné en novembre 1990. M. Verray occupait depuis plusieurs mois le poste de directeur général adjoint chargé des moyens (ressources humaines, questions financières, organisation des marchés). Il devra poursuivre deux objectifs : la décentralisation de la formation vers les régions et le rattachement des riches de gestion vers le siège. M. Verray ne sera pas remplacé. En effet, l'organigramme du CNPPT sera refondu de façon à donner une place prépondérante à la formation. Une seule des quatre directions générales adjointes est ainsi préservée, celle de la formation, dont est chargé M. Hugues Brunel.

(Né le 30 janvier 1950 à Rouen-Breze (Ain), M. Alain Verray a été, pendant dix ans, directeur général de la mairie d'Amiens. Il a mené à bien des missions d'audit et d'enseignement dans le cadre de diverses institutions.)

AGENDA

□ Ergonomie et collectivités territoriales. — L'adaptation des systèmes et des méthodes de travail aux techniques modernes dans les collectivités locales fera l'objet d'un colloque à Toulouse les 24 et 25 janvier. Il est organisé par la délégation Midi-Pyrénées de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (MIDACT) et par le RESACT (Recherche scientifique et amélioration des conditions de travail).

► Inauguration de la Bibliothèque, 11, boulevard des Récollets, Toulouse. Inscriptions : MIDACT, 47, rue de Metz, 31000 Toulouse. Tél. : 01-23-55-84.

□ Tourisme urbain. — Une série de cinq colloques intitulés « Sites et cités du tourisme » débutera à Nantes le 5 février. Cette ville a été choisie pour les nombreux travaux déjà effectués par ses commissions touristiques. Les colloques sont organisés par le ministère du tourisme et la revue *Urbanisme et architecture*, dont le rédacteur en chef est Michel Cantal-Dupart.

□ Précision. — L'arbitre de football Michel Vautrot, ex-arbitre international, n'anime pas une radio locale, comme nous l'avons écrit dans l'article intitulé « Besançon s'annonce le Prix Goncourt » (Le Monde cité 6-7 janvier) : il produit une émission hebdomadaire, « Mi-temps », le samedi, sur Radio-France Besançon.

PUBLICATIONS

□ Les finances locales. — Les éditions Economica, associées au Centre national de la fonction publique territoriale, publient un ouvrage pratique sur les budgets, les dépenses, les impôts et les interventions financières des collectivités locales.

Les budgets (700 milliards de francs) représentent près de 60 % du budget de l'État.

Les auteurs sont Jean-François Copé, administrateur civil, et François Werner, inspecteur des finances.

► Finances locales, Economica, 49, rue Harcourt, 75015 Paris, 215 p., 95 F.

□ Aquitaine Eco. — Le supplément économique annuel édité par Sud-Ouest, est consacré cette année aux grands chantiers de l'Aquitaine : l'arrivée du TGV, le tunnel du Somport, l'aménagement des quais de Bordeaux, le réseau autoroutier Aquitaine, construisant les principales têtes de chapitre de cette revue qui dresse d'autre part un bilan par secteur d'activité de l'économie régionale.

► Aquitaine Eco, 70 francs, Sud-Ouest, 8, rue de Chateaux, 33081 Bordeaux Cedex.

□ Besançon s'annonce le Prix Goncourt. — (Le Monde cité 6-7 janvier) : il produit une émission hebdomadaire, « Mi-temps », le samedi, sur Radio-France Besançon.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : Gérard Buisson (Lyon), Ginette de Matia (Bordeaux) et Gérard Vallès (Toulouse).

La Seyne met son...

Pour sortir le...
re relance industrielle...

La Seyne-sur-Mer, commune de 15 000 habitants, est une commune de la région PACA. Elle est connue pour son industrie aéronautique, notamment pour la production de moteurs d'avion. La commune a mis en place une stratégie de développement économique visant à attirer de nouvelles entreprises et à créer des emplois. Cette stratégie repose sur la mise en valeur du patrimoine industriel et culturel de la commune. La Seyne met son... Pour sortir le... re relance industrielle...

Christian Joffe, apôtre du management

Christian Joffe est un expert en management et en stratégie d'entreprise. Il a écrit de nombreux ouvrages et a donné de nombreuses conférences. Il est considéré comme un apôtre du management. Christian Joffe, apôtre du management...

Association des Maires de France

VILLE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Un enjeu majeur : l'équilibre des villes ;
un élément essentiel : l'action économique ;
une exigence : la clarification du rôle de tous les partenaires.

Travaux en ateliers

— des échanges et réflexions des élus locaux et de leurs partenaires sur : les stratégies, les initiatives, la coopération, le partenariat, la formation et l'insertion sociale ;
— la présentation d'expériences multiples ;
— la participation d'intervenants extérieurs et d'experts ;
intervention de Jacques CHEREQUE, ministre de l'Aménagement du Territoire et des Reconversions.

Synthèse des travaux par :

Michel GIRAUD (président de l'AMF), Rodolphe PESCE (maire de Valence), animées par Jacques-François SIMON (Le Monde).

Table ronde avec :

Robert VIGOUROUX (sénateur-maire de Marseille), André ROSSINOT (député-maire de Nancy), Pierre RICHARD (président du CLF), Jean-Pierre DUPORT (délégué à l'Aménagement du Territoire), Maurice PANGAUD (vice-président du CNPF), Philippe CLEMENT (président de l'ACFCI).

Clôture par :

Michel DELEBARRE, ministre d'Etat, ministre de la Ville.

En collaboration avec **Le Monde**
et la participation de l'AMGVF, la FNVM et de l'AMVBF.

Renseignements :
AMF, 41, quai d'Orsay
75007 PARIS
Tél. 45 51 66 46
Gérard Masson
José Guntzburger



HEURES LOCALES

La Seyne met son avenir en chantier

Pour sortir la ville du marasme, les élus hésitent entre une relance industrielle et l'aménagement d'un pôle touristique

TOULON

de notre correspondant

NES au début du dix-huitième siècle, les Chantiers navals de La Seyne (Var) sont sortis de l'histoire économique de la deuxième ville du département le 3 janvier dernier. Ce jour-là était signé un acte de vente des terrains vacants depuis la liquidation judiciaire (le 27 février 1989) de cette entreprise qui fut longtemps la seconde du département. Avec 5 000 emplois il y a une dizaine d'années, et 2 400 en 1986, les Chantiers représentaient la principale source de revenus de la municipalité qui, jusqu'en 1986, bénéficiait d'une « subvention compensatoire » de 13 millions de francs par an, allouée par le conseil général, en vue de sauvegarder artificiellement le budget communal.

Au terme de cette signature, la Société anonyme d'économie mixte (SAEM), mise en place le 23 novembre 1990 (au sein de laquelle siègent la municipalité seynoise, le conseil général des communes avoisinantes et des partenaires économiques), a la maîtrise des 42,5 hectares occupés par l'ex-entreprise navale en plein centre de la ville. Cet accord a été possible qu'après que l'Etat eût accepté de racheter pour 30 millions de francs les 18,5 hectares situés sur le domaine public maritime, et dont la chambre de commerce et d'industrie du Var avait, jusqu'ici, la jouissance. Le conseil général a acquis pour 45 millions de francs les terrains (14 hectares) jouxtant le domaine public maritime et qui étaient propriété privée des Chantiers (NORMED).

Mise à nu du site

Malgré la mise en place de bassins d'emploi pour composer les emplois perdus, La Seyne n'a pas bénéficié, à ce jour, d'attentions ou d'investissements prioritaires, ce qui explique son état de marasme. Les anciens chantiers dans une hypothétique, domaine lié à la recherche ou aux hautes technologies. C'est dans cet espoir qu'avait été monté, dès juin 1988, le dossier « Martopolis ». Il avait pour ambition de transformer les Chantiers en une « technologie de la mer » alliant recherches, bassin d'essai sous-marin, zone industrielle et pôle touristique. Faute de moyens et de détermination politique, le projet n'eut pas plus de débouchés que celui de « Centre mondial de la mer ».

En charge de l'espace sinistré, la SAEM envisage une « mise à nu » du site pour dresser un schéma d'aménagement industriel. Elle bénéficiera de 35 millions de francs, alloués par le conseil général, pour des travaux de dénivellement routier. La traversée de la ville pourrait se faire en souterrain, l'actuel port de plaisance étant légèrement

déplacé vers le nord et comblé en vue de créer un espace vierge d'un hectare et demi sous lequel serait implanté un parc à voitures.

Quant à l'avenir du site, « pas question d'y faire de l'immobilier », précise Arthur Pasch, vice-président du conseil général en charge du dossier. Nous sommes en face d'un port de guerre et il est exclu de prévoir la construction d'un port ou d'une marina. J'ai eu un contact personnel avec M. Chénouard, il a été convenu que le préfet maritime sera consulté avant tout projet et son approbation sera nécessaire à sa réalisation. En fait, nous voulons, en partie, mettre en place un « pôle d'excellence » pour attirer des entreprises de haute technologie. Quant à la zone restante — les deux tiers environ — nous allons lancer un concours international d'aménagement. Les travaux pourraient donc commencer en juin 1992.

Pour le moment, une entreprise de réparation navale pouvait induire 300 emplois s'est déjà manifestée. Une quarantaine d'autres souhaiteraient s'implanter à La Seyne. Il en faudra encore de nouvelles pour parvenir aux 2 000

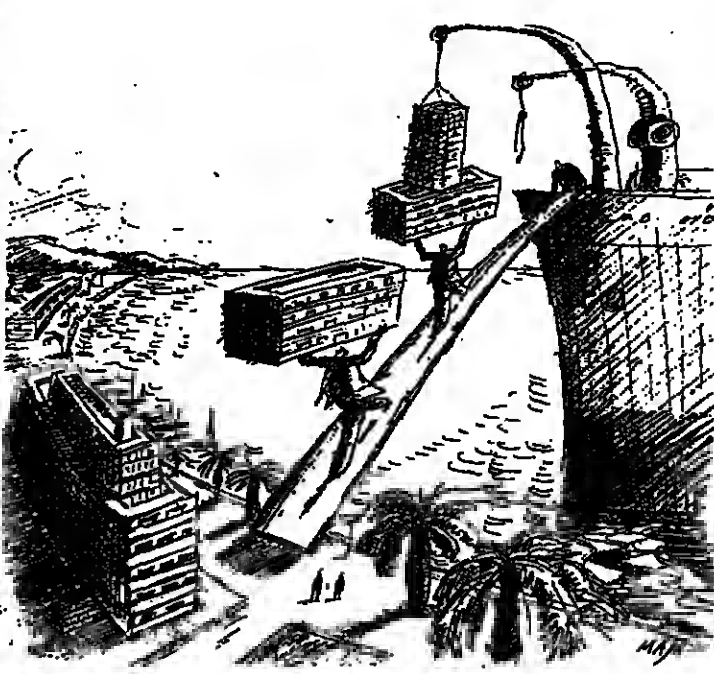
emplois que la SAEM s'est fixée comme objectif pour une relance économique de cette ville dont le taux de chômage frôle les 25 %.

Même si on le refuse, le pôle touristique fait partie de la relance de La Seyne, et depuis de nombreuses années. Dans le prolongement est du futur site industriel, en baie du Lazaret, un port de 1 000 anneaux, doté d'un complexe hôtelier, est déjà programmé.

A l'ouest, le port de commerce, construit il y a une dizaine d'années, est chroniquement déficitaire; il pourrait bien être transformé en port de plaisance, d'autant plus que dans ce département (le premier de France en la matière avec 23 000 postes à quai) la carence en anneaux avoisine les 3 000.

Cette nouvelle zone d'activités, enclavée en centre-ville, pourrait trouver un nouvel équilibre entre recherche et tourisme balnéaire. Une ambition assez logique pour cette ville, désormais incluse dans le grand Toulon, riche de vingt-cinq kilomètres de littoral, et dont la capacité hôtelière n'est que de 300 chambres.

JOSÉ LENZINI



La décentralisation atteint le Pacifique sud

Un entretien avec Paul Néaoutyine, président de l'Association des maires de Nouvelle-Calédonie

Après le Sénat, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité, le 12 décembre dernier, le projet de loi portant séparation de la tutelle administrative et financière sur les communes de Nouvelle-Calédonie.

Ce texte, qui étend et adapte les lois de décentralisation aux communes du territoire, répond à l'un des engagements figurant dans la loi relative au 9 novembre 1988. De création récente (1969), les trente-deux communes calédonniennes vont donc disposer, au 1^{er} janvier 1991, des mêmes droits et libertés que les communes métropolitaines, à l'exception de deux compétences majeures : l'urbanisme et le développement économique. Un projet de loi devrait venir compléter ce texte pour fixer le régime de la fiscalité communale en Nouvelle-Calédonie. Dans l'entretien qu'il accorde au Monde, Paul Néaoutyine, président du FLNKS, maire de Pointe-à-Pit, présente les observations de l'Association des maires de Nouvelle-Calédonie, affiliée à l'AMF, regroupant l'ensemble des communes du territoire. Depuis la scission de dix maires légalistes, deux associations coexistent.

« Quelle appréciation porte l'Association des maires de Nouvelle-Calédonie sur la loi du

12 décembre dernier, qui adapte les lois de décentralisation aux communes du territoire ?

— Nous accueillons favorablement le projet de loi. Il répond à l'un des points des accords de Matignon. Après une première décentralisation au niveau des trois provinces, la décentralisation au niveau communal était attendue. Toutefois, nous regrettons de ne pas avoir été consultés sur ce texte dès le début de son élaboration. Quand le projet nous a été soumis, il n'était plus possible d'envisager des modifications. Nous souhaitons certains aménagements, cela va peut-être occasionner un nouveau texte de loi.

— Parmi vos propositions, vous avez souhaité que les communes disposent de compétences en matière d'urbanisme. Voulez-vous revenir sur une compétence donnée aux provinces du territoire ?

— Nous devons pouvoir maîtriser au niveau des communes l'urbanisme et la politique d'aménagement local. Actuellement, l'articulation de cette compétence entre les provinces et les communes n'est pas satisfaisante. Là où les rapports sont bons entre communes et la province — c'est le cas pour les provinces du Nord et

des îles — il serait possible de s'accommoder de ce mécanisme. Mais les communes du Sud font état de certaines difficultés de blocage avec la province. Je souhaite que cette question puisse être rediscutée pour aller vers une plus grande responsabilisation des communes.

— L'Association des maires de Nouvelle-Calédonie a souhaité qu'un amendement permette d'accroître la DGF pour les trente communes calédonniennes de moins de dix mille habitants. Pourquoi ce traitement de faveur ?

— Parce que nous craignons qu'en l'absence de nouvelles possibilités de financement, il ne nous soit pas possible de mettre pleinement en œuvre les nouvelles compétences. Les maires de notre association sont à la tête de petites communes où tout reste à faire : routes, écoles, services publics les plus élémentaires, etc. Or le niveau de ressources reste limité, nous devons même modifier le recours à l'emprunt tant la capacité de remboursement est faible.

— Aujourd'hui, les dotations et les subventions aux communes reposent sur des critères de répartition liés en grande partie à la population. Cela avantage Nouméa au détriment des petites communes. C'est pourquoi nous avons fait des propositions jouant sur les

critères de répartition de la DGF.

— Au-delà des moyens financiers, comment les élus municipaux et les personnels communaux s'approprient-ils à prendre en charge leurs nouvelles responsabilités après tant d'années de complète tutelle administrative ?

— Nous avons essayé de prévoir cette situation en mettant en place un plan de formation pour les secrétaires de mairie et les maires ou leurs adjoints. Déjà cette année, treize communes ont pu bénéficier en métropole d'une formation longue. En 1991, quinze autres devraient être concernées. Pour ces formations, nous avons été activement soutenus par des partenaires publics, privés et associatifs de métropole. Dans l'avenir, ces partenaires restent mobilisés pour poursuivre l'effort de formation et apporter une aide sur place à nos communes. L'Association des maires de Nouvelle-Calédonie s'occupe aussi pour offrir une assistance à ses membres : formations multiples, appuis techniques. Vous le voyez, nous nous organisons pour prendre en charge l'administration de nos communes.

Propos recueillis par BERNARD DELJARRIE

REPÈRES

MIDI-PYRÉNÉES

Festival du film d'artisanat

Le deuxième festival du film d'artisanat, qui s'est tenu récemment à Toulouse, n'avait pas d'autre ambition que celle d'insérer dans cette époque une activité économique qui, dans certains secteurs, résiste bien à l'industrialisation triomphante. L'initiative de cette manifestation revient à l'Assurance vieillesse des artisans (AVA) qui regroupe 1 200 000 personnes. Il s'agit, à travers les œuvres de jeunes cinéastes et de réalisateurs plus chevronnés, d'exalter l'artisanat, de le faire connaître au grand public et singulièrement aux scolaires, directement concernés par les questions d'orientation professionnelle.

POITOU-CHARENTES

FR 3 et la télé de proximité

Pour la première fois, FR 3 a signé avec une région une convention-cadre concernant la programmation et la production télévisées. En accord avec le conseil régional de Poitou-Charentes (qui paie les frais d'investissement et d'équipement), la chaîne va développer une plage d'actualité de proximité (sept minutes par jour, cinq jours sur sept) à La Rochelle. Elle devrait aussi coproduire un magazine mensuel sur le patrimoine. Un groupe de coordination composé de représentants du conseil régional et de FR 3 étudiera la possibilité de réaliser des émissions (magazines ou séries), en partenariat avec des sociétés de production et la presse régionale.

RHÔNE-ALPES

Un recours contre le projet de tunnel de Lyon

Etienne Tite, unique élu écologiste au conseil de la communauté urbaine de Lyon (Courly), vient d'introduire un recours auprès du tribunal administratif contre le projet de bouclage du boulevard périphérique de sa ville, dans sa partie nord (le Monde daté 22-23 avril 1990). Selon lui, ce dossier aurait dû faire l'objet d'un appel d'offres européen, en raison du montant des travaux. La majorité de la Courly, présidée par Michel Noir, a attribué le chantier, sans appel d'offres formel, à un groupement d'entreprises piloté par Bouygues. Elle aurait ainsi contrevenu à une directive européenne du 18 juillet 1989. Parmi les moyens de droit évoqués par M. Tite, figure en outre la part de financement supportée par les collectivités locales, c'est-à-dire 40 % du coût total de l'ensemble d'ouvrages, estimé à 4 milliards de francs. Au sein de la Courly, le projet avait également reçu des votes défavorables de l'opposition socialiste et communiste.

Christian Julienne, apôtre du management local

La lecture d'un livre peut décider du destin d'un homme. C'est l'opinion de Christian Julienne, qui va quitter prochainement ses fonctions de délégué général de la Fondation pour la gestion des villes (1). Il a quitté cette association en 1982, peu de temps après avoir lu le Juste Pouvoir, un ouvrage d'Yves Carnac, ancien président d'Hayes et ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. « Dans son livre, Yves Carnac s'interrogeait sur les missions respectives de l'Etat et des collectivités locales, sur le rôle de la société civile. Il annonçait les nouveaux pouvoirs qui seraient dévolus au pouvoir local pour impulser la démocratie. Au même moment, la loi de décentralisation accordait de nouvelles responsabilités et de nouveaux moyens aux dirigeants des collectivités locales. Ceux-ci se trouvaient à la tête de véritables entreprises avec des budgets importants, mais ils n'avaient aucune expérience du management. »

Christian Julienne, qui a fondé et dirigé pendant près de dix ans des sociétés spécialisées dans la sociologie urbaine, les études de marché pour les villes nouvelles et de faisabilité pour la construction immobilière, connaît bien les collectivités locales et leurs dirigeants. Il décide donc de créer une structure pour assurer l'in-

formation et la formation de ces managers locaux : « Ils étaient très jugés selon les mêmes critères que dans les entreprises privées. »

Il veut que cette association regroupe partiellement les entreprises et qu'elle soit plurisectorielle sur le plan politique. La tâche de convaincre les élus fut grandement facilitée par les contacts qu'il a noués à Sciences-Po avec Jacques Chirac, Michel Rocard et Claude Quin. Et on retrouve parmi les fondateurs de l'association les noms d'Alain Carignan, Alain Juppé et Bernard Stasi à côté de ceux de Robert Schwint et de Jean-Yves La Drian. La présidence de l'association est assurée alternativement, tour à tour, par Alain Richard, maire (PS) de Saint-Quentin-Aumône, et André Santini, maire (UDF) d'Issy-les-Moulineaux.

Une nouvelle génération d'élus

« Cette association illustre également la fin de la brouille entre le politique et l'économiste », note avec satisfaction Christian Julienne. EDF, Fiduciaire de France, Dumas font partie des trente entreprises qui participent à la création de l'association. Le comité de gestion est aujourd'hui

présidé par un assureur, Patrick Lucas, PDG de Grea-Savoie.

La Fondation pour la gestion des villes et des collectivités territoriales, qui emploie neuf personnes, organise une cinquantaine de séminaires et plusieurs journées d'études chaque année. Elle publie également des études et un guide des dirigeants des collectivités locales. Christian Julienne voit dans le succès de la Fondation, à laquelle adhèrent environ 150 collectivités locales, le symbole de l'émergence d'une nouvelle génération d'élus locaux : « Compétence analytique, tableaux de bord, gestion des ressources humaines : les méthodes nouvelles ont enfin acquis droit de cité. »

Si Christian Julienne quitte la Fondation, ce n'est pas pour abandonner un milieu pour lequel il se passionne, mais pour créer son activité dans une nouvelle structure — dont il va prendre la présidence — sur les projets de ville : « Je suis persuadé que la ville reste la collectivité de base. »

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) 39, rue La Botz, 75008 Paris. Tél : 42-56-39-70.

Les promoteurs font leur pelote sur la côte basque

(Suite de la page 13)

Mais à la demande d'une association de défense, le tribunal administratif a annulé une décision du conseil municipal déclarant les terrains agricoles sur lesquels étaient prévues les constructions.

Peu d'espoir, en revanche, pour le parc envisagé dans le village voisin de Basussarry par la SOCAE, filiale de la SAE, sur une propriété privée. Après modification du terrain, le promoteur, prudent, va entreprendre de construire, sur 38 hectares, un total de quatre cents lots, ce qui aura pour effet de doubler la population de la commune. Les travaux ont commencé par l'abattage d'une forêt de chênes. Le golf ne serait réalisé que dans un deuxième temps sur des exploitations agricoles, sous réserve d'un accord avec les cultivateurs, accord qui ne semble toujours pas en vue.

Outre ces golfes, qualifiés de « prétexte » par leurs opposants, trois ports de plaisance sont en projet à Hendaye, Ciboure et Anglet, associés, eux aussi, à des programmes immobiliers : 850 bateaux à l'embarcadere de Bidassoa pour 34 000 mètres carrés d'hôtels et de résidences. Ici, les opposants dénoncent la cherté du projet (20 000 F le mètre carré construit) qui écarte les habitants d'Hendaye et accroît la proportion de résidences secondaires qui représentent déjà 42 % du parc

immobilier de la commune. Le préfet des Pyrénées-Atlantiques a refusé de prendre la déclaration d'utilité publique, mais les appartements sont déjà en vente.

Elections anticipées

Le projet d'Anglet est plus important : 630 anneaux d'amarrage dans un port à creuser, et 64 000 mètres carrés de constructions sur un littoral sableux où la mer a avancé de 100 mètres en quelques années. De quatre mille à cinq mille lits sont prévus sur le site, dont les plages sont déjà très fréquentées.

Au rythme des grèves, des associations de défense se dressent contre tous ces projets et présentent des recours en justice. A Biarritz, le projet Ibañeta-Mouricout a provoqué la scission de la majorité RPR-UDF, cette dernière formation ayant rejoint l'opposition dans son refus de voir s'édifier à cet endroit 110 000 mètres carrés de résidences. On s'achemine donc vers des élections anticipées : « seule réponse aux excès du béton », déclare le leader centriste Didier Barotra, favori des sondages, qui dénonce les derniers attentats tout en reconnaissant le bien-fondé des motivations de leurs auteurs. Même réserve pour le maire de Saint-Jean-de-Luz, M. Paul Badiola, qui en appelle à la vigilance pour le respect de l'en-

vironnement. Enfin, le Parti socialiste réclame un moratoire sur le développement touristique « afin que la côte basque n'ait pas une destinée identique à celle de la Côte d'Azur ». « Trop de touristes tue le tourisme », répliquent les écologistes. Lorsque la côte aura été saignée, ils s'en iront vers des rivages mieux protégés et nous laisseront avec les ruines.

Redoutant une telle situation, le ministre délégué à l'aménagement du territoire, M. Jacques Chérèque, avait proposé il y a un an la création d'une association des maires du littoral basque. Celle-ci a tardé à se constituer et vient de commander une étude pour recenser les actions à entreprendre. Son président, le maire de Guéthary, M. Jean-Luc Latallade (sans étiquette), reconnaît que cette initiative arrive un peu tard, car il n'est pas question de remettre en cause des projets envisagés depuis plusieurs années. « Il ne reste plus beaucoup d'espace à aménager : il faudra être très vigilant sur ce que nous en ferons, ce qui nécessitera la préparation d'un plan d'occupation des sols commun à toute la côte basque. »

Si les élus traînent la patte, les opposants à tous ces projets viennent de se regrouper au sein d'un collectif, décidé à tout mettre en œuvre pour faire échec à ce qu'ils considèrent comme un nouveau mur de l'Atlantique.

PHILIPPE ETCHÉVERRY

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

La Belgique diffère son emprunt

La Belgique, qui s'apprêtait à lancer un grand emprunt, a décidé de différer son projet. Ce pays envisageait lever pour 1 milliard d'écus d'obligations d'une durée de dix ans. L'émission était très attendue. Elle allait, pensait-on, inaugurer un énorme programme de fonds d'Etat libellés en écus, dont les spécialistes estiment qu'il sera un des éléments marquants de cette année sur le marché international des capitaux. L'Italie, la France, l'Angleterre, le Danemark, l'Espagne, ont tous annoncé qu'ils allaient prochainement lever des fonds dans la devise européenne, puis des volumes importants, et nombreux sont ceux qui pensent que l'Allemagne en fera autant.

Remettre à plus tard le lancement d'une telle transaction n'est pas une décision facile à prendre. Si les services de la trésorerie de Bruxelles s'y sont résolus, c'est qu'aucune des nombreuses baisses internationales qu'ils ont consultées ces dernières semaines n'a su les convaincre que leur plan pourrait se réaliser sans difficulté dans la conjoncture actuelle.

Le volume raisonnable des opérations

Sans un tel rappel des incertitudes du moment, on pourrait facilement croire que le marché international se trouve dans une situation particulièrement favorable. L'activité d'emprunts a repris dans presque tous les compartiments de l'euro-marché. Il y a certes pas encore eu cette année de transactions publiques en euros-francs français, mais cela ne saurait tarder.

On prévoit pour ce début de semaine qu'un emprunt de 2 milliards de francs verra le jour pour une des meilleures signatures européennes.

Globalement, toutes les émissions nouvelles ont été bien accueillies mais, il faut le préciser,

le volume des opérations est demeuré raisonnable. Parmi les éléments qui expliquent la bonne tenue du marché, celui qui a eu le plus grand impact en Europe a été l'éventualité d'une augmentation des impôts en Allemagne, telle que l'a évoquée le chancelier Kohl. La mesure serait de nature à apaiser les craintes d'un trop lourd endettement du gouvernement de Bonn. Elle a favorisé au spectaculaire redressement des cours des obligations en marks.

La prochaine très grande émission internationale pourrait bien être pour le compte du Trésor britannique.

La bonne réputation d'EDF

Les modalités semblent en avoir déjà été presque toutes arrêtées, et de plus en plus on se fait à l'idée que la Banque d'Angleterre pourrait elle-même remplir le rôle de chef de file. Il est question d'un énorme emprunt de 2 à 3 milliards d'écus, dont la durée pourrait aller jusqu'à dix ans.

D'ici que cette opération voit le jour, la Communauté européenne devrait avoir sollicité le marché pour 260 millions d'écus pour une durée de cinq ans. Les fonds sont destinés à la Hongrie; ils seront probablement mis à la disposition de ce pays sous une forme différente de celle selon laquelle ils auront été levés. D'une rémunération à taux fixe, on passera à un taux variable. Le contrat de prêt à ce pays sera signé mardi 29 janvier. La prochaine émission de la Communauté est de celles qui placent tout particulièrement aux européens, car elle pourrait être augmentée à plusieurs reprises cette année, pour finalement constituer une importante référence, sans avoir jamais brusqué le marché.

Electricité de France a fait jeudi dernier une opération remarquable. Cet établissement public sollicitait pour la première fois le marché

international des capitaux, sans bénéficier de la garantie de l'Etat; il avait, pour cela, choisi de se présenter en Suisse où il est considéré comme le meilleur des débiteurs étrangers de l'avis général. Son opération ne lui a pas plus coûté que s'il était venu sous couvert de la République.

L'enseignement est précieux, il montre combien la réputation d'un débiteur est importante; celle-ci ne se mesure pas à la seule qualité de son crédit telle que l'évaluent les agents spécialisés. Cet élément est évidemment décisif et si *Standard and Poor's* et *Moody's* n'avaient pas attribué à EDF leurs notes les plus élevées, l'emprunteur n'aurait certes pas pu obtenir d'aussi bonnes conditions. Mais il est également très vraisemblable qu'il y soit parvenu s'il n'avait depuis des années coovertu les investisseurs de sa profonde connaissance du marché qui fait de pratiquement toutes ses opérations en francs suisses des emprunts de référence.

Sa dernière transaction a d'ailleurs pleinement joué ce rôle. Son lancement a précipité l'arrivée dans son sillage de trois autres débiteurs de premier plan: les Banques inter-américaine et asiatique de développement, ainsi que la République d'Irlande. Chacune a dû offrir aux investisseurs un rendement plus élevé qu'Electricité de France, dont les obligations d'une durée de dix ans sont émises à 101,75 % du pair, et seront rémunérées à 7,125 % pendant au moins sept ans. L'emprunteur s'est en effet engagé à une possibilité de sortie à partir de 1998, mais, à son gré, il pourra prolonger son emprunt jusqu'à 2001. L'affaire était placée sous la direction de l'Union de banques suisses. Ce montant de 150 millions de francs helvétiques permet de satisfaire à près d'un tiers de son programme d'emprunts étrangers pour cette année.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Un dollar remis en question

Fin le «dollar de guerre», valeur refuge, du moins pour l'instant. Les investisseurs se sont abattus, isolément, sur Israël et l'Arabie saoudite, et le tonnerre des bombardements rouler sur le désert, les cours de la devise américaine retombent inexorablement vers leurs niveaux du 15 décembre dernier, un mois avant l'expiration du délai donné par l'ONU à M. Saddam Hussein pour évacuer le Koweït. A cette époque, le dollar valait 1,4840 deutschemark et 5,05 francs; il vient de retrouver ces valeurs, après avoir poussé une pointe à près de 1,55 deutschemark et 5,25 francs.

Il est vrai que, cette semaine, M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, a annoncé clairement la couleur: les taux d'intérêt vont baisser aux Etats-Unis, «puisque vite que trop tard», a-t-il précisé, ceci pour conjurer la chute du PNB américain (-2,6 % au quatrième trimestre 1990, en attendant un nouveau recul de -1,7 % au premier trimestre 1991).

Avec cette baisse, le taux des pensions accordées aux banques par la Réserve fédérale, déjà ramené de 7 % à 6,75 % à la fin de 1990, pourrait fléchir à 6,50 % assez rapidement, certains le voyant tomber à 6 % d'ici au printemps prochain (il faudrait, en ce cas, réduire une nou-

velle fois le taux de l'escompte fédéral, abaissé de 7 % à 6,50 % en décembre dernier, puisque ce taux de refinancement préférentiel pour les banques constitue un butoir).

Mark fort

Etant donné que le taux d'inflation américain s'est établi actuellement à 6 %, on voit que la rentabilité, en termes réels, hors inflation, des placements étrangers en dollars risque de s'amenuiser dangereusement, ce qui n'est pas de nature à soutenir les cours de la devise américaine.

Dans le même temps, la Banque fédérale d'Allemagne, par les voix de son président, M. Karl-Otto Poehl, et de l'un de ses directeurs, M. Hans Tietmeyer, a réaffirmé qu'elle voulait un mark fort pour 1991. Elle «fera tout ce qui est en son pouvoir pour préserver la stabilité du mark, même si sa position devait être inconfortable et ne pas être approuvée partout», a martelé M. Poehl, auquel a fait écho M. Tietmeyer, qui n'a pas mâché ses mots en s'adressant aux partenaires de l'Allemagne au sein du système monétaire européen: ces derniers devront choisir entre la stabilité de leurs monnaies au sein du système ou la diminution, souhaitée par eux et fort nécessaire, de leurs taux d'intérêt. Pour se justifier, MM. Poehl

et Tietmeyer font valoir que l'Allemagne joue le rôle de «locomotive économique» en Europe, sous-entendant que les partenaires devront en payer le prix. On ne peut être plus clair.

Tous ces propos semblent être en contradiction avec ceux tenus à l'issue de la réunion du groupe des Sept (G 7) eu début de cette semaine, suivant lesquels le niveau du dollar semblait «approprié» (M. Pierre Bérégovoy et M. Poehl). Déclarations qui n'ont eu aucun effet sur les marchés des changes dans la mesure, précisément, qu'aucun accord véritable n'a pu être obtenu sur l'harmonisation des niveaux de taux d'intérêt. Ces derniers vont diminuer aux Etats-Unis, comme on l'a vu, tandis qu'en Allemagne le même Hans Tietmeyer a réaffirmé qu'il ne se fléchirait pas. Le résultat est facile à deviner: le dollar risque de battre à nouveau ses records de baisse, à moins de 1,46 deutschemark.

A Paris, le cours du mark s'est maintenu un peu au-dessus de 3,40 francs, dans un marécage «mort», l'annonce d'un déficit commercial de 10 milliards de francs en décembre n'ayant eu aucun effet.

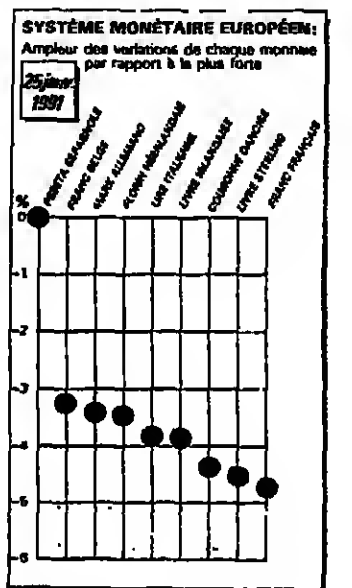
F. R.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 21 JANVIER AU 25 JANVIER 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	\$ E.U.	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Franc suisse	Franc suisse	Libra
New-York	1,5078	—	13,7423	78,36	67,8915	3,2573	99,5238	8,89928
Paris	1,5078	—	13,7423	78,36	66,9828	3,2573	99,5238	8,89928
Bruxelles	9,9122	8,6628	—	401,96	339,81	16,4883	301,64	4,5223
Genève	9,9122	8,6628	—	401,96	339,81	16,4883	301,64	4,5223
Zurich	2,4628	1,2728	24,7324	—	84,5353	4,1842	75,0000	1,125
Frankfurt	2,4548	1,2728	24,7324	—	84,0713	4,0886	74,0000	1,1117
Bruxelles	2,9169	1,6025	28,4224	112,29	—	4,8550	88,702	1,308
Bruxelles	2,9228	1,5128	29,4186	118,95	—	4,8550	88,739	1,3295
Bruxelles	80,0799	30,78	8,0612	24,368	28,9971	—	18,2738	2,7410
Bruxelles	80,1581	31,17	8,0606	24,3647	28,9814	—	18,2815	2,7390
Amsterdam	1,3371	1,6880	33,1688	—	1,5831	—	—	1,6880
Amsterdam	2,2004	1,7058	33,1518	1,4864	112,69	5,6708	—	1,4882
Amsterdam	219,184	112,0	221,12	888,38	751,428	34,4030	666,66	—
Amsterdam	219,34	112,0	220,49	884,65	752,148	34,5895	667,45	—
Amsterdam	230,91	122,30	26,1204	185,00	88,7623	4,3894	78,7504	8,1181
Amsterdam	230,84	122,30	25,9945	185,11	88,3075	4,3893	78,4164	8,1174

A Paris, 100 francs étaient cotés le vendredi 25 janvier: 3,8234 F, contre 3,8466 F le vendredi 18 janvier.



MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Un vent d'optimisme

Nonobstant la guerre du Golfe, les Seud et les incertitudes du combat terrestre à venir, un vent d'optimisme a soufflé à nouveau cette semaine sur les marchés financiers et monétaires, qui, à tort ou à raison, ont le sentiment, il est vrai de plus en plus justifié, que les taux d'intérêt vont baisser partout, sous l'empire de la nécessité. Les bénéfices des sociétés peuvent fléchir — ils ont déjà commencé de le faire, ce qui déprime les Bourses de valeurs — mais les économies vont avoir besoin d'une diminution du loyer de l'argent pour retrouver un peu de tonus.

C'est vrai pour les Etats-Unis, où les dirigeants de la Réserve fédérale ont annoncé sans se cacher une prochaine baisse du loyer de l'argent, ce qui a consolidé la baisse des rendements des bons du Trésor américains, ramenant la semaine dernière de 8,40 % à 8,19 % pour l'échéance à trente ans, taux inchangé cette semaine. C'est vrai, aussi, pour l'Europe où tout le monde est accordé à l'Allemagne, pays réputé dur jusqu'à présent. Certes, les dirigeants de la Bundesbank excluent toute baisse des taux, et cette semaine, ont même dit accorder des pensions à court terme à plus de 8,60 % en nouvelle hausse, mais les marchés commencent à prendre le vent et à se débattre sur le rendement des emprunts d'Etat à dix ans (bund) était revenu aux environs de 8,63 %.

Nouvelle étape à la baisse

A Paris, également, ce vent d'optimisme a soufflé, le rendement de l'OTAT à dix ans qui, la semaine dernière, avait déjà fléchi de 9,90 % à 9,65 %, franchissait une nouvelle étape à la baisse à 9,53 %, presque un retour complet au niveau de la fin juillet 1990, juste avant le déclenchement de la crise du Golfe.

Les cours du MATIF ont, eux aussi, pris le vent: celui de l'échéance mars était à 100,70 il y a quinze jours, à 101,70 la semaine dernière et à 102,70 à la veille du week-end, en route vers les 104 estimés certains. Peut-être, bien que de nombreux analystes estiment que la première vague de baisse des rendements pourrait s'essouffler en attendant la seconde. Les taux à court terme à Paris demeurent très tendus, plus de 10 % en fin de semaine, bien qu'ils commencent à se détendre sur six mois, et l'inversion des taux s'est rétablie: toute baisse du loyer de l'argent au jour le jour à l'initiative de la Banque de France se heurterait aux

nécessités de la défense du franc, dont la tenue est toujours peu aisée, surtout vis-à-vis d'un mark trop fort, dopé par les taux allemands.

De plus, l'écart entre les taux à dix ans à Paris et à Francfort est retombé à 0,85 point au comptant et 0,7 point à terme, au plus bas depuis quinze ans, comme en juin dernier. La poursuite de sa diminution va être plus difficile, bien que possible. Il faudrait, sans doute, attendre une confirmation de la détente dans le monde pour permettre aux rendements longs de revenir à Paris à 9 % et même moins, 8,50 % comme au début 1989.

Mais, dans l'immédiat, on voit revenir sur le marché des obligations des investisseurs qui s'étaient abstenus en 1990, préférant se placer à court terme, craignant, maintenant, de rater le train de la baisse des taux et de la hausse des cours. Le marché obligataire primaire (à l'émission) a bénéficié de ce vent d'optimisme, surtout au cours des deux derniers jours de la semaine. La Caisse de refinancement hypothécaire, a ainsi, pu lever assez aisément 1 milliard de francs en trois tranches, deux à 10,60 % nominal et 9,94 % en rendement réel, et une à 9,5992 %. Floral-Crédit local de France, de son côté, a placé sans problème une tranche de 1,2 milliard, soit francs, rendant réel de 9,94 %, sous le patronage de la BNP et de la Caisse nationale de Crédit agricole.

L'auxiliaire du Crédit foncier a émis un emprunt de 1 milliard de francs, garanti par sa maison mère, à 10 % nominal et 10,07 % réel, qui a reçu un bon accueil. Enfin, le Compagnon des entrepreneurs s'est procuré 800 millions de francs à 10,30 et même 10,41 % avec toutes les ristournes sur commissions. Bref, une assez bonne fin de semaine, avec des perspectives nettement plus riantes.

Devantage que le déficit budgétaire français

Au cours des dix premiers mois de 1990, les non-résidents (étrangers) ont acheté pour 99 milliards de francs de valeurs pour l'Etat français, soit 40 milliards de francs d'obligations assimilables du Trésor (OAT), 56 milliards de francs de Bons du Trésor à intérêt annuel (BTAN) de deux à cinq ans et 3 milliards de francs de Bons du Trésor sur formule (BT). Vraisemblablement, ces mêmes non-résidents auraient dépensé, sur les douze mois de 1990, leur chiffre d'acquisitions de 1989 (107 milliards de francs), qui, lui-même, avait bondi par rapport aux 17 milliards de francs d'achats de 1988.

Cela revient à dire que l'étranger, en 1990 comme en 1989, a financé l'intégralité, et même davantage du déficit budgétaire français, combinant, également, le déficit de notre balance des paiements et les achats de devises pour les investisseurs étrangers à l'étranger. Ce phénomène est très intéressant, car il montre que le franc, dont le cours est ainsi soutenu, et pour le financement des dépenses de l'Etat, mais il s'agit, par la suite, le déficit de la balance des paiements au profit des intérêts à verser aux détenteurs étrangers d'emprunts de l'Etat français. Fin octobre 1990, le stock d'emprunts de l'Etat français détenus par l'étranger s'élevait à 254 milliards de francs, dont 125,4 milliards de francs d'OAT, 111,2 milliards de francs de BTAN et 17,5 milliards de francs de BT, soit un peu moins de 20 % de l'ensemble des emprunts de l'Etat français. En fin 1990, on atteignait 650 milliards de francs, en augmentation de 137 milliards de francs sur 1989 et 25 % de celui du BTAN.

De 1981 à 1990, le pourcentage de la dette à long terme de l'Etat par rapport à sa dette totale est passé de 72,02 % à 45,84 %. Cette évolution reflète une très nette recrudescence de cette dette publique, dont le total s'est élevé de 500,4 milliards de francs en 1981 à 1 780 milliards de francs en 1990.

A cet égard, il est intéressant de noter que la dette publique en question représentait 15,81 % du produit intérieur brut (PIB) en 1981. Ce pourcentage a augmenté graduellement pendant les années 1980 en raison du gonflement du déficit budgétaire, pour atteindre, vraisemblablement, un pic en 1990 avec 27,4 % du PIB et redescendre à 26,8 % en 1991 si le montant du déficit budgétaire, en diminution relative en 1989 et 1990, n'augmente pas trop, avec une dette publique atteignant 1 840 milliards de francs.

Dans les années qui viennent, l'Etat français devra faire face à une augmentation des remboursements d'OAT, qui se sont maintenus à 27 milliards de francs en 1989 et 1990, mais amorceront une montée au-dessus des 50 milliards de francs à partir de 1993. Ce gonflement sera plus facile à absorber que celui des intérêts de la dette, dont le versement est pris en charge par le budget, et qui va représenter une part croissante de son déficit, au détriment des autres postes: une préoccupation pour les ministères des finances et du budget dans les années à venir, et une marge de manœuvre plus limitée.

FRANÇOIS RENARD

MATIÈRES PREMIÈRES

Les malheurs de l'argent

«Si l'argent ne fait pas le bonheur, vendez-le!», semblerait dire cette semaine les courtiers en métaux précieux, déplorant la baisse sensible des prix autour de 387 dollars l'once, leur niveau le plus bas de ces vingt dernières années en termes réels. La perspective d'une guerre longue et les risques de récession dans les pays industrialisés, aux Etats-Unis principalement, ont contribué à disqualifier un métal qui réagit désormais peu aux phénomènes spéculatifs et au mythe de la «valeur refuge».

Les opérateurs considèrent aujourd'hui l'argent comme une matière première industrielle, dont l'évolution obéit avant tout aux données de l'offre et de la demande, et aux anticipations sur la santé de l'économie mondiale. Les détenteurs privés de barres d'argent d'or ont cessé de désinvestir au cours de ces dernières années, une tendance que les achats de pièces commémoratives du Trésor américain ont été loin d'inverser. On verra bientôt si le 500^e anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb et la frappe d'une monnaie «olympique» pour les Jeux

d'Albertville de 1992 sont de mesure de réveiller l'appétit des collectionneurs.

En attendant, les professionnels se montrent pessimistes. Dans sa dernière étude consacrée à l'argent, la firme américaine Shearson Lehman Brothers estime que les cours devraient continuer à se dégrader durant le premier semestre 1991, avant de se raffermir quelque peu, pour rester dans un corridor compris entre 3,75 dollars et 4,5 dollars l'once. Sur l'année, une baisse des prix de 15 % est attendue, sans que les capacités de productions minières et activités soient diminuées pour autant (sauf, peut-être, sur quelques sites marginaux des Etats-Unis). L'offre de métal est en effet inélastique au prix de l'argent dans la mesure où celui-ci est souvent le sous-produit d'autres métaux comme le cuivre, le plomb ou le zinc.

Progression inexorable

Depuis 1982, les stocks de métal n'ont cessé de s'accroître pour atteindre quelque 23 000 tonnes, l'équivalent de dix-sept mois de consommation... Or, «à court terme, précise Shearson Lehman Brothers, la production d'argent va poursuivre sa progression apparente inexorable, pendant au moins deux ans». Pour beaucoup de pays en développement comme le Pérou et le Mexique, l'argent est une source non négligeable de ressources en devises. Depuis 1987, plusieurs autres pays d'Amérique latine, comme la Bolivie et le Chili, ont aussi accru leur extraction. Mais l'augmentation la plus spectaculaire est venue des Etats-Unis, dont la production est passée de 1 240 tonnes à 2 172 tonnes entre 1987 et 1990. Il est probable qu'en 1992 l'Amérique aura ravi au Mexique sa place de premier producteur mondial d'argent.

Certes, la production minière mondiale (11 870 tonnes en 1990) est nettement inférieure à la demande, estimée l'an passé à 15 023 tonnes. Mais il faut compter avec la production secondaire, celle du recyclage, qui a atteint 4 935 tonnes en 1990. L'excédent annuel s'élèverait ainsi de plus d'un million de tonnes par an. La pén-

rie n'est pas pour demain... La baisse des prix de l'argent et le caractère assez polluant de la récupération (notamment l'incinération) devraient cependant entraîner un ralentissement de cette activité.

Quant à la consommation industrielle, principal débouché de l'argent-métal, elle reste à 40 % tournée vers la photographie. Il semble en revanche que les secteurs des contacts électriques et électroniques consomment des quantités de moins en moins importantes de matières premières. Globalement, la demande industrielle de métal entre 1987 et 1990 a augmenté de 4,4 % par an. La consommation a retrouvé ses volumes du début des années 70. Pour 1991, Shearson Lehman Brothers prévoit que les «enlèvements» d'argent à des fins industrielles ou augmentent de 1,6 %.

ERIC FOTTORINO

Production record d'aluminium. — La production occidentale d'aluminium n'enregistre en décembre 1990 son plus haut niveau depuis 1973 pour s'établir à 1,229 million de tonnes, soit 43 000 tonnes de plus qu'en novembre.

Etats-Unis: Vingt-et-ans courtiers licenciés pour manipulations de cours. — Trois firmes d'investissements américaines (Wakefield Financial Corp, Kelly Trading Co. Inc. et G. K. Scott and Co.), et 21 courtiers en bourse ont été inculpés mercredi 23 janvier pour des manipulations de cours visant à faire monter artificiellement le prix de certaines actions cotées à Wall-Street. Lorsque les cours étaient assez hauts, ils revendaient les actions en empochant les bénéfices. Ces manipulations se sont déroulées entre septembre 1987 et février 1990 coûtant aux investisseurs plus de dix millions de dollars. — (AFP)

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

